

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

lefigaro.fr

**L'ÉTÉ DU FIGARO**

**HÔTELS DE GUERRE**  
À KIEV, L'OPÉRA RÉSISTE À L'ÉPREUVE DE L'OFFENSIVE RUSSE  
PAGE 20

**SRI LANKA**  
LA RÉVOLTE CONTRE LE POUVOIR PLONGE LE PAYS DANS LE CHAOS  
PAGE 9



**LES CHANTEURS D'UN SEUL TUBE**  
PATRICK HERNANDEZ, PHÉNIX DE « BORN TO BE ALIVE »  
PAGE 22

**JEUX D'ÉTÉ** PAGE 18

**PARLEMENT**  
Chez Les Républicains, les députés « survivants » clament leur liberté  
PAGE 5

**IMMIGRATION**  
Gérald Darmanin joue la fermeté  
PAGE 7

**EUROPE**  
La Tchéquie eurosceptique prend les rênes de l'UE  
PAGE 10

**PROCHE-ORIENT**  
Jérusalem, impossible capitale « unifiée »  
PAGE 11

**OPÉRA**  
Un amour d'élixir aux Chorégies d'Orange  
PAGE 14

**RÉSEAUX SOCIAUX**  
Le retrait d'Elon Musk affaiblit Twitter  
PAGE 28

**CHAMPS LIBRES**

- La chronique de Nicolas Baverez
- Un entretien avec Jeremy Stubbs

PAGE 21

**FIGARO OUI FIGARO NON**

**Réponses à la question de samedi :**  
Surtourisme : êtes-vous favorable aux restrictions du nombre de visiteurs dans certains sites en France ?

**OUI 87% NON 13%**

TOTAL DE VOTANTS : 85 874

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Gaz, électricité, carburants : êtes-vous prêt à faire des économies d'énergie ?

VERONIQUE DE VIGUERIE-DINUKA  
LIVANAWATTE/REUTERS

## Face au Covid, l'exécutif fait le pari de la responsabilité

Alors que la septième vague est bien installée, le gouvernement considère que la politique de restrictions pratiquée depuis le début de la pandémie n'est plus adaptée à la situation.

Apprendre à « vivre avec le virus », et faire confiance à la population pour conserver les gestes barrières, se faire tester à bon escient et continuer à se faire vacciner : tel est le choix des autorités face à une septième vague épidémique dont nul ne sait quand elle atteindra son pic. Elle progresse partout en Europe, sauf au Portugal, où elle a démarré plus tôt. Pour le moment, le nombre de formes graves reste modéré, mais l'hôpital, très fragilisé par les pénuries de personnel, est sensible aux variations, même faibles. Quant aux nouveaux variants, ou plutôt sous-variants d'Omicron, ils ne changent pas fondamentalement la donne, et l'immunité acquise par la population continue à freiner leur progression. Si le Covid-19 n'est pas encore une maladie endémique, les Français se montrent de plus en plus hostiles au retour de mesures coercitives. Les entreprises, elles, demeurent très vigilantes, et se tiennent prêtes à réactiver quelques recommandations si l'évolution de la situation devenait préoccupante.

→ LES ACHATS D'AUTOTESTS EN FORTE AUGMENTATION → LA CIRCULATION DU VIRUS À LA HAUSSE EN FRANCE ET EN EUROPE → LES NOUVEAUX VARIANTS NE CHANGENT PAS ENCORE LA DONNE → FACE AU COVID, LES ENTREPRISES RESTENT VIGILANTES → LA GRANDE LASSITUDE SUR LES MESURES BARRIÈRES PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL



**Djokovic, roi de Wimbledon**

Vainqueur de l'Australien Nick Kyrgios en finale (4-6, 6-3, 6-4, 7-6), le Serbe a triomphé pour la 7<sup>e</sup> fois de sa carrière sur le gazon londonien. Avec 21 titres en Grand Chelem, il n'est plus qu'à une longueur du record de Rafael Nadal (22). PAGE 13

## Électricité, gaz : Borne redoute un hiver difficile

Lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, la première ministre et Bruno Le Maire, son ministre de l'Économie, ont jugé qu'une rupture des approvisionnements en gaz russe est « crédible ». Une situation qui renforce les risques en matière d'alimentation en électricité cet hiver. Elisabeth Borne a indiqué par ailleurs que les mesures du bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie pourraient être ciblées sur les personnes qui en ont le plus besoin. PAGES 24 ET 25

**ÉDITORIAL** par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

## Adieu Knock et Kafka

Même pas peur ! Il aura fallu sept vagues de Covid pour que la raison l'emporte sur l'effroi, la sérénité sur la fébrilité. L'anxiocratie a d'autres périls (et non des moindres) pour éprouver nos esprits, celui du coronavirus semble désormais apprivoisé. Enfin ! L'épidémie, comme tout événement total, a cependant été un extraordinaire révélateur de la fragilité du corps social. « Une bulle langagière et communicationnelle » (Jean-Pierre Le Goff) a saturé l'espace médiatique tandis qu'une forme d'orthopraxie, avec ses gestes rituels, s'imposait - gel toutes les heures, masque au petit matin, couvre-feu le soir, conférence de presse toutes les semaines, vaccin tous les six mois... La machine bureaucratique s'est emballée - parcs fermés, forêts et plages interdites, attestations dégradantes -, la politique, réduite au Conseil de défense sanitaire, s'est réfugiée dans des débats d'une violence quasi théologique où les uns criaient au complot en confondant dictature et bêtise administrative tandis que les autres étaient prêts à retirer les droits civiques de celui qui ne céda pas, immédiatement, aux injonctions évolutives et souvent contradictoires. Des « rassuristes » de plateau se prenaient pour des dissidents de l'Union soviétique, des « alarmistes » pour des prophètes et des devins. Le Covid, de mutation en mutation, poursuivait sa marche mortifère, indifférent à cette agitation grandiloquente et stérile. L'hôpital, malgré la vaillance des soignants, continuait son inexorable déclin. Fort heureusement, vaccins et infections dressent désormais un rempart immunitaire contre une nouvelle déferlante. Les pouvoirs publics en appellent au bon sens plutôt qu'à Knock et à Kafka. Comment ne pas s'en réjouir ? Reste la légèreté avec laquelle nous avons manipulé des libertés publiques, le cynisme qui a présidé à l'installation du passe vaccinal, l'usage du contrôle social que d'autres rêvent d'appliquer à l'écologie. Le projet de loi sanitaire qui arrive à l'Assemblée est nettoyé de toutes ces dérives : c'est la preuve en creux qu'elles furent l'expression d'un dérèglement démocratique. ■

LES fumées blanches

SAUVIGNON PAR NATURE

LABUS DALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



2 | L'ÉVÉNEMENT



ALAIN JOCARO/AFIP

Il faut qu'on apprenne à vivre avec ce virus. C'est reprendre les bons gestes, le lavage de main, le port du masque quand on est dans des lieux bondés (...) Je veux miser sur la responsabilité de mes collègues, les professionnels de santé, mais aussi de nos concitoyens

FRANÇOIS BRAUN, MINISTRE DE LA SANTÉ, VENDREDI SUR FRANCE INTER

150 000 décès

liés au Covid-19 en France depuis le début de la pandémie, c'est le seuil franchi vendredi selon Santé publique France

EN FRANCE, 4 000 VIES AURAIENT ÉTÉ SAUVÉS PAR LE PASSE SANITAIRE

L'instauration d'un passe sanitaire à l'été 2021 en France s'est accompagnée d'une hausse de 13 points du pourcentage de la population vaccinée, selon les travaux d'une équipe franco-belge parus vendredi dans *Nature communications*. La part de la population ayant reçu au moins une dose est passée de 53,8% à l'annonce du passe, à 78,2% à la fin de l'année, et les modélisations des auteurs permettent d'estimer que sans le passe ce dernier chiffre n'aurait été que de 65%. L'impact a cependant été le plus fort chez les jeunes, moins à risque de formes graves. Les auteurs calculent que sans passe, entre l'été et la fin 2021 la France aurait compté 2000 hospitalisations et près de 4000 décès en plus. Enfin, sans la reprise des activités économique permise par l'instauration du passe, le PIB hebdomadaire aurait été inférieur de 0,6%, soit une perte de 6 milliards d'euros au second semestre 2021. Cette efficacité du passe sanitaire est aussi constatée pour l'Italie et l'Allemagne, mais de façon moins importante.

Covid : l'exécutif mise sur la

Les Français sont appelés à adapter leurs comportements à l'évolution de l'épidémie.

TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL @TristanQM

COMME un trait d'union avec la précédente législature, le premier texte du quinquennat discuté par l'Assemblée nationale, lundi, portera sur la gestion de l'épidémie de Covid-19. Un énième rappel que le virus n'a pas disparu malgré la lassitude qu'il provoque, plus de deux ans après son apparition. La barre des 150 000 morts a été atteinte vendredi en France, où le nombre de cas positifs se remet à flamber (120 000 par jour en moyenne). « On pourrait observer un pic supérieur à celui d'avril », a affirmé dans le JDD l'épidémiologiste Arnaud Fontanet. Membre du Conseil scientifique, il a toutefois observé cette semaine un taux de positivité des tests qui ralentit, en particulier en Île-de-France. « Une nouvelle rassurante car ça validerait l'idée qu'il n'y a plus de risque de saturation des hôpitaux, même en l'absence de mesures de contrôle épidémiologique », a-t-il relevé.

C'est tout le pari du gouvernement : ne pas décréter un tour de vis sanitaire au moment où débutent les vacances. Ainsi, le projet de loi qui sera examiné par les députés ne comporte que deux articles relativement consensuels : la reconduction du système de collecte des données de santé relatives au Covid-19 et la possibilité de réclamer un passe sanitaire aux frontières. Un « parti pris » d'opter « pour la responsabilité de nos concitoyens » plutôt que pour « la contrainte », a affirmé la semaine dernière le nouveau ministre de la Santé, François Braun. « Il y en aura une huitième, probablement une neuvième vague. C'est ce que nous disent les experts scientifiques », a-t-il ajouté sur France Inter, invitant chacun à reprendre les gestes de prévention.

À commencer par le port du masque dans les transports, qui n'est plus obligatoire mais fortement recommandé par les autorités. Clément Beaune, le ministre des Transports, en a fait la pédagogie vendredi lors d'une visite à la gare de Lyon, à Paris. La fin du port systématique du masque, décrétée le 16 mai dernier,

a été « une erreur » dans un moment « d'euphorie », a récemment jugé Patrick Pelloux, le président de l'Association des médecins urgentistes de France. « Nous allons devoir apprendre à nous adapter, à réadapter nos comportements, a déclaré samedi sur CNews Agnès Firmin-Le Bodo, la ministre déléguée auprès du ministre de la Santé. Grâce à la vaccination, grâce à ces Français qui ont un schéma complet de vaccination, nous pouvons vivre avec le virus », a-t-elle observé, sans pour autant écarter définitivement l'adoption, à l'avenir, de mesures plus restrictives. La semaine dernière, la première ministre, Elisabeth Borne, a appelé sur TFI « les personnes âgées et les personnes vulnérables à faire leur quatrième vaccination ». Ajoutant : « Nous n'avons pas l'intention d'avoir une mesure nationale d'obligation » parce que « les Français connaissent aujourd'hui les bons gestes ».

Fin du Conseil scientifique

L'exécutif veut-il s'éviter ainsi le mécontentement de Français plus préoccupés par l'inflation que le virus ? « Ce n'est pas une question de popularité. On ne gouverne pas dans une crise sanitaire avec des indicateurs de popularité », a rétorqué Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement interrogé dimanche lors du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ».

Si les oppositions ne sont pas nostalgiques des mesures les plus restrictives (à l'instar du passe sanitaire au quotidien), certains parlementaires dénoncent la façon dont le gouvernement gère le rebond épidémique. « Il n'y a rien anticipé », ont jugé les députés Insoumis dans un communiqué, et ce alors qu'un sentiment de flottement au ministère de la Santé a été provoqué par la lenteur du remplacement de Brigitte Bourguignon après sa défaite aux législatives. Le sénateur de Paris, Bernard Jonnier (apparenté PS), s'inquiète, pour sa part, de la fin programmée du Conseil scientifique. Il cessera de se réunir à la fin du mois. « On ne sait pas comment va se faire le système de veille et d'alerte », a-t-il dit sur Public Sénat. Même si un nouveau dispositif plus pérenne est à l'étude. ■



Si le port du masque n'est plus obligatoire dans les transports (ici, à la gare de l'Est, le 1<sup>er</sup> juillet), il reste fortement recommandé. MYRIAM TIRLER / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Masques et vaccination gar

STÉPHANY GARDIER @S\_Gardier

MISER sur la « responsabilité » des Français, plutôt que sur l'obligation. Tel est donc le choix des autorités face à la septième vague de Covid. « Nos concitoyens ont appris ce qu'est le coronavirus et ils savent ce que sont les bons gestes », estimait ce vendredi le ministre de la Santé, François Braun, au micro de France Inter. « Une obligation qui n'est pas contrôlée ne servirait à rien », commente le Pr Philippe Amouyel, épidémiologiste et professeur de santé publique au CHU de Lille. Pour autant, cela ne signifie pas que les gestes barrières sont à oublier. Le médecin rappelle qu'ils ont démontré leur efficacité et estime qu'ils « auront un rôle important sur l'évolution de cette septième vague ». Il est selon lui grand temps « d'apprendre à gérer sans obligation gouvernementale ». Petit précis anti-épidémique...

Port du masque

Dans les transports en commun, le nombre de passagers masqués augmente de jour en jour. Ils ont raison : « En se basant sur les données d'incidence actuelle, on peut considérer que dans une rame de métro parisien, deux personnes au moins sont infectées par le Covid », juge Philippe Amouyel. Remettre le masque a donc du sens, pour protéger les autres, mais aussi soi-même si l'on est à risque de formes graves. Mieux vaut alors opter pour un FFP2, plus protecteur surtout si les personnes autour ne sont pas masquées. Dans les autres lieux où l'on est amené à côtoyer d'autres personnes de manière prolongée, la ventilation est un critère important pour juger du risque de contamination. Mieux vaut mettre son masque dans les boutiques petites et peu ventilées. « Les centres commerciaux et les grands magasins ont des plus

Les achats d'autotests sont en forte augmentation

MARC CHERKI @mcherki

C'EST une nouvelle ruée sur les autotests, mais qui reste toutefois moins importante que celle observée en janvier avec la première déferlante d'Omicron. Pour la semaine du 26 juin au 2 juillet, les ventes d'autotests ont représenté plus de 4% des tickets de caisse des pharmacies, soit environ 800 000 actes d'achats, explique-t-on à Gers Data, une société spécialisée dans l'analyse des ventes de produits pharmaceutiques France. Lors de la troisième semaine de janvier, elles atteignaient 8% des ventes en pharmacie, et ce alors que la grande distribution avait obtenu une dérogation temporaire pour les commercialiser également.

En ce moment, la hausse s'accroît. « Du 4 au 8 juillet, nous avons livré autant d'autotests que sur les deux semaines précédentes », explique Audrey Lecoq, fondatrice de la centrale d'achats pharmaceutique Pharmazon. Outre la progression du nombre de contaminations, la croissance s'explique par « des actes d'achat, sans doute en prévision des départs en vacances. De plus, les pharmaciens s'organisent pour faire face à la hausse de la demande. Généralement, les achats d'autotests restent élevés jusqu'à un mois après les pics de la vague d'infections ».

Les officines confirment ces tendances. « Depuis la mi-juin, la de-

mande de vaccinations, de tests antigéniques en pharmacie et d'autotests augmente de manière significative en France », affirme Bruno Maleine, président de l'Ordre des pharmaciens en Île-de-France. Il précise qu'« entre mai et juin, pour les seuls autotests, les ventes ont été multipliées par 3,5 ». Cette progression qui s'accroît s'explique par des achats de précaution des particuliers, « car les autotests sont devenus des éléments constitutifs de leur pharmacie ». Quant aux pharmaciens eux-mêmes, ils « reconstruisent leurs stocks, car (ils) redoutent (ent) la situation pour la rentrée », ajoute Bruno Maleine. Les officines sont, en théorie, en situation de monopole pour la vente

Pour la semaine du 26 juin au 2 juillet, les ventes d'autotests ont représenté plus de 4% des tickets de caisse des pharmacies, soit environ 800 000 actes d'achats. TESSON/ANDIAFR



des dispositifs médicaux sur le territoire national. « Mais nous avons encore régulièrement des signalements de la grande distribution qui continue d'en proposer. Et des sites internet, belges notamment, en commercialisent en France. »

Fiabilité en question

Les autotests, surtout s'ils sont répétés régulièrement, constituent une méthode efficace pour déterminer si l'on est positif ou non au Covid-19. Il faut cependant suivre les instructions à la lettre, notamment bien enfoncer dans le nez l'écouvillon de prélèvement. Mais la mise en garde de la FDA (Food and Drug Administration), fin 2021, sur la fiabilité amoindrie des

autotests avec le variant Omicron n'a pas été confirmée. Ils restent certes moins sensibles que les tests PCR effectués dans un laboratoire médical, mais plusieurs études montrent que, avec Omicron par rapport à la souche d'origine de Wuhan du Covid-19, la sensibilité des autotests est de 95% pour les marques les plus utilisées aux États-Unis. Et leur fiabilité pour les variants BA.4 ou BA.5 semble rester bonne : « Nous n'avons rien repéré dans les publications scientifiques », explique-t-on à l'ONG Find, spécialisée dans les tests, où l'on précise que les partenaires n'ont pas effectué d'avertissements.

Les particuliers ne peuvent cependant pas choisir parmi la collection de 70 marques d'autotests autorisées en France, le choix dépendant de ceux retenus par le pharmacien. Et certains tests, notamment ceux produits par le groupe chinois Guangzhou Wondfo Biotech, pourraient être un peu moins fiables. « Je suis sûre qu'à la rentrée il y aura un ménage sur les marques d'autotests autorisées en France. Cela vient d'être effectué par le ministère de la Santé pour retirer des tests antigéniques effectués par un professionnel, qui avaient un marquage européen (une autorisation de mise sur le marché, NDLR), mais pas d'étude indépendante prouvant leur fiabilité », prévient Audrey Lecoq. ■

# responsabilité



## La circulation du virus à la hausse en France et en Europe

PAULINE FRÉOUR  
@PF\_Freour

ET DE SEPT. La nouvelle vague de Covid-19 - la septième en France, donc - est devenue incontestable. La faute au variant BA.5, dont l'inexorable progression face à son prédécesseur BA.2 bénéficie à la fois d'un échappement immunitaire (l'immunité acquise par la vaccination ou par une infection antérieure n'est que partiellement efficace) et d'une plus forte contagiosité.

Cette septième vague a démarré fin mai en France, dans le sillage de l'Afrique du Sud et du Portugal. En un peu plus d'un mois, les transmissions se sont accélérées au point que les nouveaux cas de Covid touchent désormais 1,1% de la population française. Les jeunes adultes sont particulièrement concernés, avec une incidence de 1 500 cas pour 100 000 habitants chez les 20-39 ans, soit environ deux fois plus que chez les 80 ans et plus. Les moins de 19 ans sont davantage épargnés (400 cas pour 100 000 habitants chez les 0-9 ans, 600 chez les 10-19), mais l'on peut imaginer qu'ils sont aussi moins dépistés que leurs aînés. Plus largement d'ailleurs, « le nombre de cas est probablement sous-estimé en raison d'une certaine lassitude à la déclaration des différents acteurs », estimait le Conseil scientifique Covid-19 dans un avis publié le 23 juin.

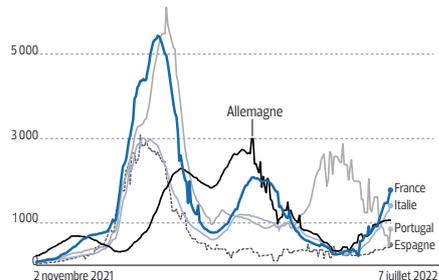
### «Fragilité de moyens humains à l'hôpital»

Autour de nous, la dynamique à la hausse est partagée par nos principaux voisins européens : l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni voient tous leur incidence progresser... Mais c'est encore la France qui affiche la croissance épidémique la plus forte (voir infographie). Selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), dix-huit des trente-trois pays européens suivis ont observé une augmentation de leurs hospitalisations et/ou de leurs admissions en soins critiques pour Covid sur les deux dernières semaines. Seul le Portugal, parce qu'il a été frappé parmi les premiers, voit déjà la vague refluer.

Les experts relèvent toutefois depuis quelques jours en France les premiers signes d'un ralentissement dans l'apparition des nouveaux cas. Peut-on en déduire que l'on se rapproche du pic de cette septième vague? Difficile de conclure en l'absence de modèles scientifiques reflétant de façon satisfaisante une réalité de plus en plus complexe, avec une population largement immunisée mais de façon très variable (vaccination et/ou infection, souches Delta, Omicron ou Alpha...).

### La France affiche une croissance épidémique plus forte que celle de ses voisins

NOMBRE DE NOUVEAUX CAS DE COVID-19, pour 1 million d'habitants, sur 7 jours glissants



### Le taux d'admission en soins critiques pour cause de Covid est en légère hausse

Taux de nouvelles hospitalisations en soins critiques pour Covid-19, pour 100 000 habitants, sur 7 jours glissants



Sources : OurWorldInData, Santé publique France

« Ce que l'on peut dire, c'est qu'avec l'absence de politique de prévention, la nouvelle vague BA.5 va au minimum causer des millions d'infections, des milliers d'hospitalisations, des centaines de décès et un nombre incommensurable de nouveaux cas », résume Samuel Alizon, directeur de recherche au CNRS, et membre de l'équipe de modélisation des maladies infectieuses de Montpellier.

Les seules projections disponibles sont celles de Simon Cauchemez, responsable des équipes de modélisation à l'Institut Pasteur. Portant jusqu'au 18 juillet, elles prévoient quelque 1 700 admissions quotidiennes à l'hôpital à cet horizon, contre un millier en ce moment. En soins critiques, les admissions grimperaient ainsi jusqu'à 160 par jour environ, là où elles avoisinent 100 actuellement.

Une perspective que les hôpitaux

accueillent de façon mitigée. « Nous sommes à la fois sereins et inquiets, explique le Pr Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (AP-HP), président du Syndicat des médecins réanimateurs. Sereins, car nous savons désormais prendre en charge ces malades : nous disposons d'un arsenal thérapeutique et de savoir-faire, et le Covid ne nous prend plus au dépourvu. Mais nous sommes aussi inquiets du fait de la fragilité de nos moyens humains à l'hôpital. Dans mon service, six lits sur quinze sont fermés faute de personnel. Si la vague monte trop, nous serons submergés car nous ne serons pas assez nombreux, sans marge de manœuvre. Sans compter que nos équipes, épuisées, ont besoin de prendre des congés comme tout le monde, quand elles ne tombent pas malades elles-mêmes. » Pour le Pr Annane, il n'est pas trop tard pour casser la vague, « en revenant à l'obligation du port de masque dans les transports et les espaces de travail partagés. Ce n'est pas si contraignant, et l'on sait que c'est efficace ». ■

## dent toute leur place

grands volumes d'air, donc la transmission par aérosol semble moins probable », note le Pr Amouyel. Dans les bars et restaurants, préférez les terrasses aux salles fermées. Et au travail, n'hésitez pas à aérer plusieurs fois par jour. Avec vos amis et collègues, évitez de multiplier les embrassades. « La bise expose à un risque de transmission directe du virus », rappelle le Pr Amouyel. Le « check » garde toute sa place...

### ► Vaccination

La campagne de rappel en cours concerne les plus de 60 ans qui n'ont pas encore reçu leur deuxième dose de rappel. Le rythme des injections augmente et a dépassé les 10 000 par jour. « Les gestes barrières, c'est de la prévention des contaminations ; la vaccination, c'est de la prévention des formes sévères. Il est essentiel que les populations considérées comme les plus à risque fassent ce rappel au plus vite », insiste Philippe Amouyel. Pour les moins de 60 ans qui n'auraient pas reçu leur première dose de rappel parce qu'ils ont contracté le Covid cet hiver, le médecin suggère de la faire dès maintenant, car « on sait que l'immunité conférée par une infection avec le variant Omicron dure moins longtemps qu'avec les précédents variants ». ■

### ► Gel hydroalcoolique

De moins en moins présent à l'entrée des commerces, le gel hydroalcoolique reste pourtant un indispensable, même si les mains ne sont plus considérées comme un mode de contamination marginal. Cependant, « utiliser du gel hydroalcoolique reste pertinent si l'on a serré des mains ou en sortant des transports », juge Philippe Amouyel. D'autant que « les Français ne sont pas des champions du lavage des mains, en témoigne la recrudescence de gastro-entérites... »

**18** pays européens sur les 33 suivis ont observé une augmentation de leurs hospitalisations et/ou de leurs admissions en soins critiques pour Covid sur les deux dernières semaines

## Les nouveaux variants ne changent pas encore la donne

VINCENT BORDENAVE  
@bordenave17v

DEPUIS plus d'un mois, la France affronte une septième vague de contaminations au Sars-CoV-2. Après le variant Omicron BA.1, au début de l'hiver, puis BA.2 en mars, ce sont désormais les variants BA.4 et BA.5 qui entraînent la nouvelle hausse de cas constatée en ce début d'été. « Ce sont en quelque sorte des cousins de BA.2, explique Olivier Schwartz, responsable de l'unité virus et immunité à l'Institut Pasteur. BA.2 a notamment trois mutations sur la protéine Spike, la clé qui permet au virus de pénétrer nos cellules, qui lui donnent un avantage reproductif. BA.4 et BA.5 portent les mêmes mutations sur la Spike, qui permettent à la fois une meilleure affinité avec les cellules humaines, une meilleure transmissibilité et déjouent un peu mieux les anticorps. C'est ce qui explique le regain de contaminations. »

Tous ces sous-variants sont issus du variant Omicron, apparu en décembre dernier en France. Particulièrement contagieux, ils ont chacun provoqué des vagues de contamination d'une ampleur inédite mais qui n'ont pas été suivies par une hausse aussi forte des formes graves. « C'est compliqué d'affirmer que ces variants sont moins pathogènes, prévient cependant Olivier Schwartz. Ils ont circulé en



France dans un contexte de forte résistance immunitaire, la population étant bien vaccinée. » Quand ces variants ont circulé dans des populations naïves, on a d'ailleurs observé une pathogénicité peut-être inférieure à celle des souches historiques, mais qui est restée élevée. Par ailleurs, le virus circulant plus rapidement, il provoque plus d'infections et le risque collectif est donc plus important. D'autre part, les premières versions d'Omicron infectaient moins les voies pulmonaires et davantage les voies respiratoires hautes, ce qui le rendait plus

contagieux. Ce n'est plus le cas avec BA.5, ce qui le rend donc un peu plus pathogène.

Selon les experts, le pic de cette vague BA.5 pourrait arriver dans les prochains jours, notamment à la faveur des vacances scolaires qui réduisent mécaniquement les contacts à l'école et en entreprise, donc la circulation du virus. Mais sommes-nous condamnés à vivre ces vagues successives au gré des variants et sous-variants? Dans un article publié le 8 juillet, Simon Cauchemez, épidémiologiste à l'Institut Pasteur, expliquait au Figaro : « Nous ne som-

Des scientifiques de l'Institut Pasteur étudient le variant anglais du Covid-19, en mai 2021. Plusieurs travaux ont montré la persistance de l'immunité cellulaire contre Omicron, à la suite d'une infection ou d'une vaccination.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

mes plus dans un contexte où le nombre de cas croît de manière exponentielle sans rencontrer de limite. Une part conséquente de la population est immunisée. On sait que l'immunité décroît au cours du temps, mais il n'y a pas une perte totale de toute la population. » En d'autres termes, l'épidémie n'a plus le carburant pour progresser indéfiniment dans toute la population, comme ce fut le cas lors des premières vagues. Les vagues devraient donc se succéder au rythme de cette baisse d'immunité.

### Une maladie endémique

La rentrée sera une période à risque, car plus favorable aux contaminations avec le retour dans les écoles et entreprises, et une météo plus propice au virus. De nouveaux variants ou sous-variant pourraient en outre émerger d'ici là. C'est le cas en Inde avec le BA.2.75 repéré début juillet. « Il s'agit d'un sous-variant issu du BA.2, explique Vincent Enouf, directeur adjoint du Centre national de référence des virus des infections respiratoires à l'Institut Pasteur. Pour l'instant, il n'y a pas assez de données pour savoir s'il est plus contagieux ou plus dangereux que les autres. Mais il semble accompagner une hausse des cas dans le pays. » Il faut cependant noter que l'Inde n'est donc pas sûr du tout que BA.2.75 soit plus contagieux que ce dernier. Peu de séquences génétiques de ce variant ont été remontées, mais les

scientifiques ont repéré 8 mutations sur la protéine Spike. « À l'instar des mutations de BA.5, elles pourraient, en théorie, favoriser les infections, notamment car elles permettraient au virus d'échapper en partie aux anticorps, juge Olivier Schwartz. Mais tout cela demande de plus amples analyses. On n'a par exemple aucune idée du niveau d'immunité croisée entre BA.5 et BA.2.75. Il n'y a actuellement que quelques dizaines de cas répertoriés de BA.2.75. »

Et même si de nouveaux variants apparaissent encore à l'avenir, ils ne devraient pas contourner complètement l'immunité acquise par la population, par les infections et la vaccination. Plusieurs travaux ont ainsi montré la persistance de l'immunité cellulaire contre Omicron, même pour les personnes contaminées par les toutes premières souches de la maladie. Induite par les lymphocytes T, cette immunité cellulaire est moins spécifique que celle des anticorps, et si elle n'empêche pas les contaminations elle protège contre les formes graves. À mesure que les contaminations progressent, on peut donc espérer que la hauteur des vagues va diminuer à l'hôpital. On peut donc supposer que le Covid deviendra une maladie endémique, avec un rythme cyclique induit par les nouveaux variants qui nécessiteront peut-être des campagnes vaccinales régulières, à l'instar de la grippe. Mais toute la question reste : dans combien de temps? ■

# Face au Covid, les entreprises restent vigilantes

De nombreux dirigeants réactivent les dispositifs de protection pour leurs salariés.

FRÉDÉRIC DE MONICAULT  
fdemonicault@lefigaro.fr

BRANLE-BAS de combat dans les entreprises ? La pause estivale tombe à point nommé : des milliers de salariés sont en congé et les managers n'ont pas l'obsession de renforcer le distanciel face à la nouvelle vague de Covid-19. Il n'empêche, tous les acteurs se disent ultra-vigilants et certains ont déjà étoffé leurs dispositifs de protection.

Boiron par exemple met gratuitement des autotests à disposition des collaborateurs, « pour qu'ils puissent vérifier dès le moindre symptôme ou lors d'un rassemblement de plus de vingt personnes dans une même salle ou 50 personnes à l'extérieur », souligne Jean-Christophe Baysat, directeur général délégué. Parallèlement, le laboratoire pharmaceutique rend obligatoire le port du masque au sein de l'ensemble des services de production et de son laboratoire de contrôle. Chez TotalEnergies, l'heure est aussi à la remobilisation : rappel des gestes barrières, recommandation du port du masque dans les espaces fermés et dans les transports en commun, encouragement et facilitation de la vaccination des salariés et de leurs proches... À noter que le géant énergétique, depuis le début de la pandémie, a toujours maintenu des jauges dans les salles de réunion.

Les préoccupations du monde professionnel sont fondées : en 2021, plus d'une contamination sur quatre a eu lieu dans



Dans de nombreuses entreprises (ici à Chantepie en Ille-et-Vilaine), le port du masque est recommandé dans les espaces fermés, ainsi que le maintien des jauges dans les salles de réunion. DAVID ADEMAS / OUEST-FRANCE

l'entreprise. Marie Bouny, directrice de la pratique performance sociale au sein du cabinet en ressources humaines LHH, cite une étude de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares), rattachée au ministère du Travail, selon laquelle près de la moitié des salariés ne sont pas en mesure d'appliquer pleinement les gestes barrières au travail. L'environnement bruyant, l'intensité du travail, la faible autonomie des collaborateurs ou des tensions avec le public sont des facteurs qui freinent les dispositifs de prévention.

Depuis la publication de cette étude au début de l'année dernière, le retour d'expérience a cependant permis aux

entreprises d'améliorer leur protection d'un point de vue opérationnel. « Aujourd'hui, les organisations sont en capacité de réactiver plus efficacement les dispositifs mis en place pendant les vagues de Covid précédentes, poursuit Marie Bouny. Aussi, les directions, et notamment les DRH, expriment une inquiétude moindre que lors des autres épisodes. »

#### « Collectifs déjà fragilisés »

Une majorité de ces états-majors indique parallèlement pouvoir compter sur la responsabilisation individuelle et collective, à commencer par la gestion des cas contacts. « Mais en l'absence de contraintes réglementaires spécifiques, il est diffi-

cile de faire accepter des mesures contraignantes, note Marie Bouny, qui plus est dans un contexte où les collectifs sont déjà fragilisés et les tensions sociales parfois vives en raison du pouvoir d'achat. »

Car un obstacle supplémentaire inquiète les dirigeants : « Non seulement 55 % des chefs d'entreprise que nous interrogeons se disent encore touchés par la pandémie, mais 51 % redoutent l'accélération de l'inflation », souligne Sabine Leveiller, directrice générale Vista France, un acteur spécialisé dans l'accompagnement design et marketing des TPE et PME. Bref, l'horizon est doublement obscurci en cette veille de grands départs. ■

30

milliards d'euros de pertes pour le tourisme en Île-de-France durant la crise sanitaire, selon la déléguée régionale au tourisme, Hamida Rezeg, sur BFMTV

L'existence de raisons impérieuses pour la commune (...) n'a pas été démontrée, le maire ne pouvant, dès lors, exercer son pouvoir de police générale à la place des autorités de l'État

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE, CE VENDREDI, SUSPENDANT L'ARRÊTE MUNICIPAL QUI IMPOSAIT LE PORT DU MASQUE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN.

## La grande lassitude sur les mesures barrières

RUDY DEGARDIN

EN CE DÉBUT d'été, face à la hausse des cas de contamination, la lassitude se fait sentir. Et même si le gouvernement a annoncé qu'il ne comptait pas revenir sur la levée des mesures, certains semblent ne pas tout à fait y croire, et s'inquiètent déjà d'un revirement des autorités, et du retour du masque comme du passe sanitaire... « On prévoit des températures autour de 30 degrés, la plupart des transports en commun ne sont pas climatisés. Avec un masque, on va mourir de chaud, appréhende Stella, standardiste de 41 ans. Je comprends qu'il y ait une résurgence de l'épidémie mais honnêtement, ce sont les personnes les plus fragiles qui sont concernées. On ne devrait pas tous porter le masque. »

Si le 16 mai dernier les Français ont pu enlever le masque dans les transports publics, pour certains les restrictions sanitaires ne se sont pas arrêtées et elles se font de plus en plus pesantes. Ainsi des plateaux de tournage, raconte Marion, cinéaste de 39 ans : « Ça commence à être fatigant. On se fait tester tous les deux jours, on garde le masque pendant douze heures. Là, actuellement, je porte un masque alors qu'on tourne un film dans la

forêt. » Si les restrictions s'étendent, elle assure que son quotidien sera invivable. « Beaucoup de gens autour de moi, qui respectaient les règles sanitaires, commencent à en avoir marre. »

#### Le retour du passe redouté

D'autres s'inquiètent davantage d'un retour du passe sanitaire, même si celui-ci n'est absolument pas à l'ordre du jour si ce n'est, peut-être, aux frontières. Alexandre, boucher dans le 15<sup>e</sup> arrondissement parisien, ne verrait aucun inconvénient à ce que le masque refasse son apparition. Pour ce commerçant de 30 ans, le retour du passe en revanche serait difficile à avaler. « Je suis vacciné mais je trouve que trier les gens à l'entrée des cinémas et restaurants est dérangeant. Je pense notamment aux personnes de mon entourage qui ne sont pas vaccinées et qui vont être pénalisées. »

Serveuse dans un restaurant du Cap-d'Agde, Claire s'inquiète pour sa saison d'été : « Déjà qu'il y a moins de monde dans les restaurants, j'ai peur que cela fasse fuir la clientèle. » Et la jeune femme de craindre elle aussi un retour du passe sanitaire : « Scanner le passe, ça fait perdre du temps. Les gens ne se rendent pas compte qu'on passe toute la journée à courir. » ■

## Dans le monde, de moins en moins de restrictions pour les voyageurs

Partout dans le monde, les barrières sanitaires se lèvent les unes après les autres pour les touristes. Prudence néanmoins : quelques formalités restent en vigueur dans certains pays, ainsi que pour rentrer en France en provenance d'un pays considéré comme « à risque » si l'on n'est pas vacciné. En Europe, la quasi-totalité des pays n'exigent plus de passe sanitaire, mais le masque (souvent FFP2) peut rester obligatoire notamment dans les transports. Dans

le reste du monde, la majorité du continent américain et une partie de l'Asie maintiennent le certificat vaccinal. Certains pays y ajoutent un test PCR et un formulaire à remplir avant d'embarquer, ainsi que des restrictions sur place. Quant à la Chine, elle interdit tout bonnement l'entrée de ressortissants étrangers. Le détail pays par pays est disponible sur notre site internet : [www.lefigaro.fr/voyages/covid-dans-queles-pays-voyager-carte-des-restrictions-20220610](http://www.lefigaro.fr/voyages/covid-dans-queles-pays-voyager-carte-des-restrictions-20220610)

ENSEMBLE CONTRE LE CANCER DU SEIN

# ODYSSEA

au profit de **GUSTAVE ROUSSY**  
CANCER CAMPUS GRAND PARIS

• Nantes 20 Mars • Toulouse 3 Avril • Chambéry 14 Mai • Bayonne 15 Mai • Dijon 4 Juin  
• Val d'Isère 10 Juillet • Brest 11 Septembre • Cannes 23 Octobre • La Réunion 5 & 6 Novembre

## Paris 20 ANS

### Château de Vincennes

**Dimanche 2 Octobre**  
10 Km Course chronométrée  
5 Km Course/Marche Non Chronométrée

**Samedi 1<sup>er</sup> Octobre**  
Zumba Solidaire  
1 Km "Je cours pour Maman"  
5 Km Marche Solidaire

odyssea.info

POLITIQUE

# Chez Les Républicains, les députés « survivants » clament leur liberté

Après leur victoire sans l'aide de la majorité, ils comptent faire entendre leur voix et voteront au cas par cas.

WALLY BORDAS @wallybordas

**PARLEMENT** Cette parlementaire LR a longtemps hésité. Avant les législatives, comme beaucoup d'autres députés de droite, elle est approchée pour rejoindre les rangs de la majorité présidentielle. À cette période, on annonce une trentaine d'élus Les Républicains prêts à rejoindre le président de la République dans cette bataille électorale, après le piètre score de Valérie Pécresse à l'élection présidentielle. La députée reçoit plusieurs appels, dont celui de Nicolas Sarkozy et ceux de plusieurs ministres issus de la droite. « On te donne l'investiture, tu rejoins Renaissance et on te met Macron sur l'affiche », lui explique l'un des émissaires envoyés par le président de la République. Ce dernier argument fini de la convaincre : ce sera une fin de non-recevoir. « Je n'allais quand même pas me renier. On m'aurait proposé de rejoindre un sas de décompression, comme Horizons (le parti d'Édouard Philippe, NDLR), je l'aurais fait, mais là... Je leur ai dit : "Mettez-moi un candidat, je le battraï" », se remémore-t-elle. Ils

sont nombreux, comme elle, à refuser, à l'époque, pour des raisons diverses. « La vérité, c'est qu'ils ont appelé presque tout le monde. Personnellement, c'est très simple, je leur ai dit que j'étais de droite et que je n'avais pas besoin d'eux. L'aurais préféré perdre avec mes convictions que me renier. Mais j'ai gagné », résume Valérie Bazin-Malgras, députée LR de l'Aube. Désormais réélus, ces parlementaires ressentent tous une forme de « grande liberté » : ils ne sont redevables ni à la majorité présidentielle, dont ils ont battu le candidat, ni à leur parti, qui ne les a guère aidés à remporter la victoire. « Je ne dois rien à personne, ma victoire m'appartient, je l'ai obtenue dans des conditions hyper dures, je fais donc ce que je veux, ce que je sens bon pour le pays et pour les électeurs qui m'ont redonné leur confiance », s'enorgueillit un député. « Cette victoire nous donne individuellement et collectivement force et crédibilité. Je me sens complètement libre et indépendante. Je ne suis aucunement vassalisée ni hostile à la majorité », acquiesce Véronique Louwagie, réélue pour son troisième mandat de députée dans l'Orne après avoir, comme

d'autres, expliqué aux émissaires du président de la République qu'elle resterait chez LR.

**« Je ne serai pas dogmatique »**

Il y a quelques jours, lorsque Olivier Marleix (lire ci-dessous) a rappelé lors de sa nomination à la tête du groupe à l'Assemblée nationale que chacun pourrait garder sa liberté de vote, comme le prévoient les statuts, beaucoup ont été rassurés. « Je ne serai pas dogmatique. Lorsque cela ira dans le bon sens, je voterai et participerai au débat. Cette ligne est

d'ailleurs très partagée autour de moi », plaide Alexandre Vincendet, qui estime n'avoir de « compte à rendre » qu'à ses électeurs. Cette forte liberté, mêlée aux « gros caractères » des députés du groupe, fait tout de même craindre à certains qu'un message de « division » soit envoyé en cas de trop grande diversité dans les votes. « Le risque, c'est que, comme tout le monde se sent très fort, très légitime, l'on devienne plus une sorte de magna d'individualités qu'une force politique », redoute un parlementaire. « Il va falloir que l'on trouve la bonne ligne entre

garder nos positionnements individuels et notre liberté de vote, ce qui fait notre force, et faire entendre de façon audible notre voix avec des messages politiques clairs et unis », prévient Émilie Bonnivard, députée LR de Savoie.

Mais le patron du groupe, Olivier Marleix, « banalise par avance » ce phénomène : « Nos députés doivent voter en fonction de leurs convictions. Chaque vote divergeant pourra être analysé comme une division, mais nous sommes l'un des rares groupes qui aura cette liberté, et c'est une force », conclut-il. ■

**Le député d'Eure-et-Loir, Olivier Marleix (au centre), nouveau président des députés Les Républicains, pose avec les membres de son groupe, le 22 juin devant l'Assemblée nationale.**

ALAIN JOCARD / AFP



## Olivier Marleix, un président de groupe qui doit faire la synthèse

WALLY BORDAS @wallybordas

IL EST encore inconnu du grand public, mais son rôle dans les mois qui viennent s'annonce capital. Il y a un peu plus de deux semaines, Olivier Marleix, 51 ans, a été élu président des députés Les Républicains à l'Assemblée nationale. Un poste stratégique pour l'élu d'Eure-et-Loir, dont le groupe de 62 parlementaires pourrait permettre au président de la République de faire passer au cas par cas certains textes au Palais Bourbon. Mais il le promet d'ores et déjà : « LR ne sera pas dans la compromission, dans le petit arrangement ».

Fils de l'ancien ministre Alain Marleix - qui a « tout fait pour le dissuader de faire de la politique » -, ce farouche opposant à Emmanuel Macron a commencé sa carrière politique aux côtés de Charles Pasqua lorsque celui-ci était président du groupe RPR au Sénat. En charge des relations avec le Parlement pour la mairie de Paris au moment où Jacques Chirac la dirige, attaché parlementaire de Michèle Alliot-Marie, puis conseiller politique de Nicolas Sarkozy, Olivier Marleix présente un solide parcours politique. Une expérience qui lui permet de se sentir « très à l'aise dans ce nouveau rôle ». « Je siège à l'Assemblée nationale depuis dix ans, je connais très bien le Parlement et tous les députés du groupe. L'histoire de la droite française, de ses valeurs, de ses combats et de ses différentes sensibilités n'a pas de secret pour moi », plaide celui qui s'est notamment démarqué lors de la précédente législature par son travail lors de la commission d'enquête sur Alstom. S'il peut paraître « sur la réserve » ou « un peu froid » à certains au premier abord, Olivier Marleix est aux yeux de tous un homme « politiquement robuste », « qui connaît ses dossiers » et « représente parfaitement la synthèse » de ce groupe aux sensibilités diverses. « C'est quelqu'un qui gagne à être connu. Il a un côté sympathique et convivial qui n'apparaît pas au premier regard », loue par exemple Véronique Louwagie.

Cantilien admirateur de Pompidou devra savoir faire vivre les opinions, alors que les débats sur la ligne des Républicains sont toujours aussi prégnants. Un travail qu'il a déjà commencé, avec succès, soulignent les députés LR. « J'ai été agréablement surpris, il écoute et prend en compte les différentes sensibilités du groupe. Dans le contexte que l'on connaît, la mission n'est pas forcément facile », félicite par exemple le député Alexandre Vincendet, qui ne lui était pourtant pas vraiment favorable. Sa prise de parole dans l'hémicycle après les discours de politique générale d'Elisabeth Borne a été saluée par les parlementaires de droite. « Il y avait de la nuance, le ton était différent de la ligne très dure que l'on porte ces derniers temps. C'est important à l'heure où l'on va tous être mis devant nos responsabilités », acquiesce un élu.

**Expertise technique et fiabilité**

Laurent Wauquiez, qui l'a soutenu pour la présidence du groupe, ne tarit pas non plus d'éloges à son sujet. « C'est un des très rares élus qui conjugue une vraie vision, une expertise technique et un ancrage terrain. Il fait partie de ces politiques qui aiment réfléchir et entrent dans le fond des dossiers. Dans cette période où l'Assemblée nationale est en train de devenir un grand cirque, c'est très précieux », loue le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Mais la proximité entre les deux hommes fait craindre à certains parlementaires qu'Olivier Marleix soit « trop raide » et fasse du groupe LR une « opposition trop rigide » au président de la République. Tous, en tout cas, sont rassurés sur une chose : leur nouveau président de groupe ne les « trahira pas ». « Après ce que l'on a vécu (Damien Abad, ex-président du groupe LR, a accepté un poste de ministre auprès d'Elisabeth Borne il y a plusieurs semaines), c'est bien d'avoir quelqu'un de fiable », félicite Émilie Bonnivard. Avant de conclure : « Politiquement, ce qui l'anime n'est pas d'exister à tout prix ni d'avoir un maroquin ministériel, c'est l'amour du pays et l'en- vie de servir ». ■

## Juvin, le cavalier seul d'un modéré

CLAIRE CONRUYT @ClaireConruyt

ATTABLÉ, l'œil vif et ayant à peine touché au café - court - commandé plus tôt, Philippe Juvin croit bon de le préciser une bonne fois pour toutes : « Je suis un homme de droite et un homme libre ».

En théorie, une telle déclaration n'a rien de surprenant, elle est même raisonnable. La mettre en pratique est, en revanche, une tout autre affaire. Le député Les Républicains (LR) en sait quelque chose - lui qui défend la ligne d'une « droite modérée », qu'il reconnaît volontiers « minoritaire » au sein de sa famille politique. « Je l'assume », affirme le chef des urgences de l'hôpital Georges-Pompidou.

Philippe Juvin fait partie de ces parlementaires LR ayant prôné un pacte de gouvernement avec la majorité présidentielle. Faut-il y voir une forme de bienveillance à l'égard de la macronie ? Quand certains élus se montraient peu tendres à l'égard d'Elisabeth Borne, Philippe Juvin,

lui, s'était bien gardé de toute critique. « Ce qu'elle a dit me plaît dans la méthode. Elle veut travailler avec tout le monde ? Chiche ! » Plus récemment, le député des Hauts-de-Seine affirmait au Figaro avoir été approché par l'exécutif pour entrer au gouvernement - ce que l'entourage présidentiel a ensuite démenti. Une proposition qu'il aurait refusée par « fidélité » à sa famille politique et considérant « inefficaces » les « prises de guerre ». Avant d'insister : « Je suis dans l'opposition. Ce qui ne doit pas nous empêcher de travailler avec la majorité ».

**Ciotti : « Nous ne sommes pas un parti centriste »**

Un discours qui détonne tandis que, dans son propre camp, et à quelques mois de l'élection du nouveau président de parti à laquelle il n'exclut pas de participer, d'autres lignes idéologiques se dessinent. Éric Ciotti, qui a récemment déclaré ne pas « dire non » à la présidence des Républicains, estime le moment venu de porter un « message beau-

coup plus à droite ». « Nous ne sommes pas un parti centriste. Nous avons trop dérivé », a-t-il déclaré sur BFMTV. « Je suis pour une droite plurielle et non monomaniacque. Sinon elle meurt, rétorque Philippe Juvin. Il est plus complexe d'être modéré que d'être radical ».

Alors, combien de temps cet ancien soutien de Valérie Pécresse peut-il tenir ? « Je ne suis pas si isolé que cela. Un certain nombre de députés et de sénateurs me font savoir qu'ils partagent mon positionnement », argue-t-il. Dans le parti, certaines voix se font même entendre pour le défendre, à l'instar du député des Ardennes, Pierre Cor-dier. Malgré un positionnement idéologique différent, il considère que « Juvin a vraiment sa voix chez nous ». « C'est bien qu'il soit là même s'il pense différemment. C'est cela notre richesse ». Ce que Pierre-Henri Dumont confirme, en estimant que « chacun peut avoir son opinion sur le travail à mener avec la majorité ». « La question est : est-ce qu'on joue collectif ou sa carte personnelle ? Pour l'instant, Philippe Juvin ne nous a pas fait défaut ».

Après une année électorale difficile et des résultats qui laissaient à prévoir une hémorragie à droite - laquelle n'a finalement pas eu lieu, certains cadres voient toutefois d'un mauvais œil que de telles nuances existent encore au sein du parti. « Ça n'existe pas la droite modérée, il faut arrêter, dénonce ainsi une figure historique du parti. Il a zéro convictions, est totalement isolé, et tout le monde se fiche de lui. C'est l'obsession ridicule de devenir ministre à tout prix, quelle que soit la ligne politique du gouvernement. » Un ex-LR désormais chez Horizons, prévient : « Juvin est plus sarkozyste que LR. Il peut lâcher le groupe si leur approche des sujets est trop dogmatique. » ■



« Il est plus complexe d'être modéré que d'être radical », défend le député LR des Hauts-de-Seine, Philippe Juvin (ici au côté de François Baroin, le 4 juin à Chaville).

VICTOR JOLY / ABACA

# À gauche, une motion de censure tactique vouée à l'échec

Le texte, examiné ce lundi, ne devrait pas aboutir, mais permet à la Nupes d'afficher son leadership sur l'opposition.

PIERRE LEPELLETIER @PierreLePelletier

**GAUCHE** Les députés de l'intergroupe de la Nupes le savent : sur une échelle de 1 à 10, les chances d'adoption de leur motion de censure, ce lundi, sont proches de zéro. Celle-ci a d'ailleurs été rebaptisée « motion de défiance » pour répondre au refus d'Élisabeth Borne de se soumettre au vote de confiance après son discours de politique générale mercredi dernier. Les groupes d'opposition LR et RN ont annoncé qu'ils ne soutiendraient pas l'initiative, ne la jugeant pas « prioritaire » pour les Français. Ils devraient faire le choix de l'abstention. La gauche ne parviendra donc pas - sauf grosse surprise - à obtenir la majorité des voix nécessaires.

Les députés de la Nupes avaient pourtant volontairement rédigé un texte consensuel, sans coloration politique : « En l'absence de confiance, nous n'avons d'autre choix que de soumettre cette motion de défiance. Il en va du nécessaire respect du Parlement, encore plus dans cette période nouvelle, qui doit permettre de

le voir jouer un rôle accru », avaient-ils résumé. « S'il n'y avait pas eu notre motion de défiance, ils auraient dit : "Regardez, il n'y a pas eu de motion de censure, donc il y a une confiance implicite" », argumente le député socialiste, Jérôme Guedj.

## Crash-test

En réalité, c'est un autre enjeu qui se joue : le leadership de l'opposition. En déposant la seule motion de censure de ce début de législature, la Nupes veut prouver à l'opinion qu'elle représente le seul barrage crédible à la politique d'Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale. Le communiste Stéphane Peu résumait l'équation vendredie sur LCP : « Chacun va prendre ses responsabilités : s'abstenir et soutenir implicitement la première ministre, ou voter contre et montrer qu'on est dans l'opposition. »

Cette motion de censure a également servi de premier crash-test pour l'intergroupe de la Nupes. L'initiative débutait mal : l'annonce par le seul groupe des Insoumis, sans discussion avec les autres groupes de gauche, a agacé.

« Quand on veut déposer une motion de censure, on se concerta et ensuite on l'annonce. On ne fait pas l'inverse. Si on veut que l'intergroupe fonctionne, il faut se coordonner », soupire un député socialiste. Au PS, certains ont d'ailleurs fait part de leurs réserves, à commencer par Valérie Rabault. L'ex-présidente du groupe a mis en garde contre un effet inversé, soulignant que l'échec d'une motion de censure pourrait « donner de la légitimité » au gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs déjà commencé à anticiper l'échec de la motion pour décrédibiliser l'opposition de gauche : « Avec la motion de censure, la Nupes espère nous mettre sur le gril, mais elle risque de se brûler les doigts », commente Gabriel Attal dans une interview au Parisien.

Les quatre groupes ont également dû s'entendre pour formuler un texte commun. La discussion s'est terminée tard dans la nuit de mardi à mercredi sur la boucle WhatsApp de l'intergroupe de la Nupes. Les socialistes tenaient à ajouter « un peu de sobriété » après la première version des Insoumis. ■



La présidente du groupe LFI à l'Assemblée et membre de la Nupes, Mathilde Panot, répond à la déclaration de politique générale de la première ministre, Élisabeth Borne, le 6 juillet au Palais Bourbon.

## Véran : « L'occasion pour la Nupes de réaliser qu'ils n'ont pas la majorité »



Le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, sur le plateau du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, dimanche.

DINAH COHEN @DinahCohen

C'EST une « motion de posture » que s'apprentent à voter les députés à l'Assemblée nationale. C'est en tout cas ce qu'a estimé le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, à la veille de cette nouvelle étape pour l'exécutif. Sur le plateau du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI dimanche, l'ancien ministre des Relations avec le Parlement a affirmé que cette initiative de la Nupes « n'aboutira pas », et que ce sera même l'occasion pour cette dernière de réaliser, « enfin », « qu'ils n'ont pas la majorité à l'Assemblée nationale, puisqu'ils

réuniront au maximum un quart, peut-être moins, des députés ».

« Nous tendons la main, ils veulent nous tourner le dos », a encore déploré Olivier Véran, profitant de cette occasion pour fustiger l'attitude de Jean-Luc Mélenchon depuis les résultats des élections législatives. « Ça fait des années que je me demande s'il fait semblant de ne pas comprendre ou s'il ne comprend pas. (...) Il continue de contester vote après vote le choix des Français », a-t-il affirmé. Avant de qualifier la situation de « problématique », tandis que doit désormais primer « l'intérêt général ». « La noblesse de la politique publique, c'est de concentrer son attention, son énergie

et ses efforts vers l'amélioration du quotidien pour les Français. »

Une manière de faire porter la responsabilité de possibles échecs à venir sur les épaules de la Nupes, en particulier des socialistes, des écologistes et des communistes. Car, dans la lignée du discours de politique générale prononcé par Élisabeth Borne mercredi dernier, Olivier Véran s'est fait le chantre de la nouvelle culture du « compromis », censée animer l'exécutif pour les cinq années à venir. Un terrain d'entente que le porte-parole compte chercher avec tous les députés, à l'exception des Insoumis et de ceux appartenant au Rassemblement national. « Je préfère

considérer que nous avons 400 députés à l'Assemblée nationale, des communistes aux Républicains, avec lesquels nous pouvons bâtir des majorités de projet », a fait savoir le porte-parole.

Pour assoier un peu plus cette nouvelle méthode, Olivier Véran a également esquissé un semblant de mea culpa. « Je crois que ce qui a pu blesser une partie des élus issus des partis traditionnels, c'était le discours sur le nouveau monde et le sentiment de dégoûtisme qui a pu arriver en 2017, et qui était un sentiment involontaire », a-t-il développé. Ajoutant : « Nous avons menti », et que la situation politique « oblige à tendre la main ». ■

## Hervé Morin : « Édouard Philippe prépare déjà 2027 »

Le patron des Centristes et président de la région Normandie réaffirme l'ancrage de son parti dans l'opposition.

PROPOS RECUEILLIS PAR RODOLPHE GEISLER @RodolpheGeisler

**OPPOSITION** Hervé Morin est président du parti Les Centristes (ex-Nouveau Centre).

LE FIGARO. - Entre l'arc central formé par la majorité et LR, votre mouvement, qui dans ses statuts se voulait « un vaste mouvement de centre droit grandin et participatif », a-t-il encore sa raison d'être ?

Hervé MORIN. - Bien sûr ! Nous aspirons à participer à la construction d'une formation politique qui rassemblera tous ceux qui sont dans l'opposition et veulent porter un projet qui ne se limite pas à la caricature de ce que nous sommes, hélas, devenus à droite et au centre droit. La course à l'échafaud derrière les thèmes du RN, ça suffit ! Sans oublier nos fondamentaux, je souhaite qu'on puisse mener ce travail de fond qui n'a pas été fait ces cinq dernières années. Nous devions formaliser un projet de transformation de la

société française et bâtir un discours moderne qui prenne en compte les préoccupations des Français, comme l'environnement ou l'écriture d'une nouvelle démocratie.

**Sans groupe parlementaire, comment comptez-vous peser dans les débats ?**

Dans un contexte parlementaire si compliqué, aujourd'hui chaque élu compte. Charles de Courson, avec Bertrand Pancher, est l'un des piliers du groupe Liberté, indépendants, outre-mer et territoires à l'Assemblée. Nous avons aussi sept sénateurs...

**Finalement, au-delà des postures politiques, qu'est-ce que vous sépare du patron d'Horizons et maire du Havre, Édouard Philippe, qui appelle à « une grande coalition »...**

Ce qui nous sépare ? Pas un de nos électeurs ne comprendrait que nous élus ayant fait campagne en étant dans l'opposition puissent rejoindre quinze jours après une coalition. D'ailleurs, si j'en crois l'après des débats préélectorales au sein de

la majorité, personne n'est dupe, y compris à l'Élysée, sur le fait qu'Édouard Philippe prépare déjà 2027...

**Dans son discours de politique générale, la première ministre a évoqué à plusieurs reprises « les territoires » : le président de la région Normandie n'y est pas sensible ?**

J'ai surtout entendu parler de concertation avec les élus locaux : ça veut tout dire et rien dire ! On a déjà eu ce genre d'échanges après les « gilets jaunes ». Puis plus rien.

**Élisabeth Borne n'était pas encore à Matignon...**

C'est vrai. Dans ce cas, je lui dis : « Chiche ! » Elle nous trouvera à ses côtés si, effectivement, elle souhaite engager la France sur le même chemin que tous les pays européens qui vont mieux que nous, notamment parce qu'ils sont fédéraux ou régionalistes. Mais cette décision ne lui appartient pas et se trouve à l'Élysée. Or, Emmanuel Macron n'arrive pas à comprendre que l'un des leviers de la transformation du



Hervé Morin : « Emmanuel Macron n'arrive pas à comprendre que l'un des leviers de la transformation du pays ce sont justement les collectivités locales si on veut notamment éviter la cristallisation du débat national. »

HANS LUCAS VIA AFP

pays ce sont justement les collectivités locales si on veut notamment éviter la cristallisation du débat national. Le climat actuel rend en effet difficile l'écriture d'une réforme en profondeur du pays.

**Pour les législatives, vous aviez tenté de régionaliser l'élection sous votre bannière « La Normandie conquérante » : vous espérez ainsi ravir des circonscriptions. Cela n'a pas été le cas. Est-ce un échec personnel ?**

C'était un pari difficile, sinon impossible, quand notre candidate (Valérie Pécresse, NDLR) a fait moins de 4 % à la présidentielle ! Mais cela ne nous a pas empêchés

de faire de jolis scores allant jusqu'à 19 %.

**Quatre des cinq circonscriptions de l'Eure, le département où vous avez longtemps été élu, ont aujourd'hui des députés RN. Comment l'analysez-vous ?**

L'Eure est un département avec une classe moyenne qui travaille dur et craint le déclin. Dans les zones rurales, beaucoup ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte du pouvoir. Il y a aussi 30 % d'emplois industriels. Tout est réuni pour que le cocktail du RN fonctionne. Ensuite, pour un électeur de droite, entendre le gouvernement dire qu'il valait mieux voter pour les candidats de Mélenchon plutôt que pour ceux de Le Pen, ça n'était pas supportable et ça n'a pas créé les conditions pour un report des voix. Les deux étaient à rejeter ! Enfin, si j'étais Emmanuel Macron, je serais énervé : si ses députés sortants avaient fait le boulot, notamment en ne restant pas de parfaits inconnus dans leur circonscription, il n'y en aurait pas eu autant de battus !

**Vous devez réunir vos troupes dans l'Eure le 4 septembre à l'occasion de la Fête de la pomme. Quel sera votre message ?**

Je vous l'ai dit : retour aux fondamentaux. Ne nous enfonçons pas dans les seules questions d'identité et d'immigration, et portons un message aux Français qui croient en l'économie sociale de marché dans une Europe affirmée. ■

SOCIÉTÉ

# Immigration: Darmanin joue la fermeté

Le ministre de l'Intérieur propose de durcir la loi pour permettre l'expulsion des délinquants étrangers. Un leurre ?

JEAN-MARC LECLERC @leclercjm

**INTÉRIEUR** Premier acte de la nouvelle donne électorale depuis les législatives : Gérard Darmanin fait patte de velours face à la droite sur l'immigration. Il a annoncé ce samedi, dans un entretien accordé au site internet du Monde, qu'il intégrerait dans sa loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi) une disposition, présentée « dès la rentrée », pour rendre possible l'expulsion de « tout étranger » qui « a commis des actes graves », en levant notamment la condition de l'âge d'arrivée en France.

« Aujourd'hui, un étranger qui a commis des actes graves n'est pas expulsable dès lors qu'il remplit certaines conditions, comme une arrivée sur le territoire national avant l'âge de 13 ans », a rappelé le ministre, avant de souligner : « Nous voulons permettre l'expulsion de tout étranger reconnu coupable d'un acte grave par la justice, quelle que soit sa condition de présence sur le territoire national. »

« Nous sommes prêts à discuter, à amender et à trouver des compromis avec les LR, les centristes et même une partie de la gauche » pour faire adopter le texte, a poursuivi Gérard Darmanin. Le gouvernement serait également disposé à « reprendre » dans la Lopmi « un certain nombre de propositions, comme la loi anticasseurs de Bruno Retailleau (Les Républicains, NDLR) », a-t-il ajouté et, « en matière d'immigration, à réfléchir aux conclusions de l'excellent rapport » de François-Noël Buffet (LR).

**« C'est un vrai sujet »**

Rappelons que ce document sur la gestion kafkaïenne de l'immigration (nos éditions du 11 mai), décrit des préfectures asphyxiées par les demandes de titres de séjour, des tribunaux débordés par le contentieux de masse, un droit devenu « illisible » et une politique des éloignements en berne. À la lire, la délivrance des laissez-passer consulaires par les pays d'origine, pour reprendre leurs ressortissants, reste la pierre d'achoppement de toute politique de fermeté.

Le ministre de l'Intérieur ne dit pas encore comment il compte surmonter cet obstacle, mais sa main tendue pour des discussions - qui excluent, dit-il, le Rassemblement national et les Insoumis - suscite déjà des réactions à droite. Le sénateur Buffet, président de la puissante commission des lois du Sénat, estime que « cette opportunité doit être



Gérard Darmanin au ministère de l'Intérieur, à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet. SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

saisie ». Il espère ainsi des avancées sur « la simplification des procédures administratives, le renforcement du pouvoir et des moyens de nos préfectures et le conditionnement des visas aux laissés passés consulaires ».

À l'Assemblée, Éric Ciotti, le député LR des Alpes-Maritimes, salue, à sa façon, la proposition de Beauvau sur les expulsions : « C'est naturellement un objectif que l'on ne peut que partager. » Mais le ques-

teur Ciotti a de la mémoire : « Depuis cinq ans que je défends cette mesure de bon sens à l'Assemblée nationale, je me suis heurté systématiquement à l'opposition du gouvernement, et notamment de Gérard

Darmanin. Il changerait donc d'avis ? J'attends de voir les actes. » Le député demeure pour sa part convaincu que l'amélioration des éloignements « passe par des préables matériels diplomatiques et politiques ». En outre, selon lui, « il faut au moins 5000 places de rétention » pour une politique d'éloignement crédible, alors que la France n'en dispose même pas de la moitié.

Le député d'Eure-et-Loir, chef de file des LR à l'Assemblée, Olivier Marleix, ne ferme pas la porte non plus à Gérard Darmanin : « C'est un vrai sujet. Guillaume Larrivé de son côté, et moi du mien, avons fait plusieurs propositions de loi pour supprimer les mesures de protection qui empêchent d'expulser un étranger en raison principalement de sa situation familiale. » Mais l'élu pointe des difficultés insurmontables, à ses yeux : une « commission administrative » en amont, avec trois niveaux de recours en aval, qui compliquent tout et qui conduisent à ce que, à la fin, « la France n'expulse personne », regrette-t-il. Il voulait tout simplement créer une cour de sûreté de la République pour accélérer les procédures. Le débat promet d'être animé. ■



**CONTRE-POINT**  
PAR GUILLAUME TABARD @GTabord

## Le ministre de l'Intérieur à la recherche du séguino-sarkozysme

Ministre de l'Intérieur, Darmanin occupe de fait la fonction permettant le mieux de trouver des compromis avec la droite

Travailler avec la droite et parler au peuple. C'est le conseil de Gérard Darmanin en ce début de second mandat macronien, où la majorité, relative, est en quête à la fois d'assise et d'alliés. Pour cela, le ministre de l'Intérieur lance une idée dans Le Monde : « Permettre l'expulsion de tout étranger reconnu coupable d'un acte grave par la justice, quelle que soit sa condition de présence sur le territoire national. » Par cette proposition choc et par l'injonction faite aux siens de « parler aux tristes des Français », Darmanin poursuit un triple objectif. Le premier est de parler à la droite. De tendre la main - à moins que ce soit un piège - à ses élus. Puisque Elisabeth Borne invite à des « majorités de projet », l'hôte de Beauvau fait le constat que c'est avec LR que les chances sont les plus fortes. À la fois parce qu'ils sont la force la plus nombreuse dans le périmètre défini par le chef

de l'État - ni LFI ni RN - et parce qu'ils sont toujours maîtres des majorités au Sénat. Ce n'est donc pas un hasard s'il s'était déjà dit prêt à reprendre la proposition de loi anticasseurs de Bruno Retailleau, le patron des sénateurs LR et, s'il cite cette fois « l'excellent rapport » de François-Noël Buffet, président LR de la commission des lois du Sénat, sur l'immigration. Ministre de l'Intérieur, Darmanin occupe de fait la fonction permettant le mieux de trouver des compromis avec la droite. Que celle-ci l'accepte et il pourra se poser en homme des avancées concrètes ; qu'elle s'y refuse et il pointerà leur posture politicienne.

Dès ce dimanche, ce n'est cependant pas un dirigeant LR, mais Marine Le Pen qui, sur BFM, a dit « cent fois oui » à cette idée d'une expulsion sans condition des étrangers délinquants. Le ministre de l'Intérieur s'est réjoui que la présidente du groupe RN ait passé

« dix minutes à parler de (sa) proposition ». Un signe à ses yeux que son second objectif est atteint : parler aux électeurs du Rassemblement national. Darmanin est loin, très loin, d'être le premier à le faire, mais lui aussi fait le pari que répondre aux préoccupations des citoyens qui votent RN est le meilleur moyen de réduire le poids électoral d'un parti qu'il persiste à présenter, comme LFI, en « ennemi ». Mais ces électeurs retiendront-ils d'abord une proposition qui va dans leur sens ou un qualificatif qui les exclut ?

La gauche s'indigne du fait que le ministre de l'Intérieur « parle aux tristes de l'extrême droite » (Clémentine Autain). « Si quelqu'un vous dit qu'il a froid et que vous lui répondez : "C'est impossible, il fait 25°C", non seulement vous ne le convainquez pas, mais il croit que vous vous moquez de lui », rétorque Darmanin, dont le troisième objectif est de faire bouger

une majorité trop engoncée dans les certitudes du « cercle de la raison ». Ce thème n'est pas nouveau chez lui. Il brandit ses résultats à Tourcoing pour montrer qu'une sensibilité populaire, sociale et autoritaire peut marginaliser électoralement le RN. Et ainsi répondre au procès en distance et en arrogence de la macronie. Héritier du RPR, Darmanin veut, entre la droite libérale (Le Maire, Philippe) et la droite identitaire (Wauquiez, Ciotti) réveiller une droite séguino-sarkozyste. Il en est convaincu : « Cette droite-là est majoritaire dans le pays. » ■



## La question de l'autonomie agite la peur d'une plus grande emprise mafieuse en Corse

Alors que les discussions doivent bientôt s'ouvrir avec le gouvernement, les associations antimafia s'inquiètent.

ANTOINE GIANNINI BASTIA

**CORSE** « Nous sommes favorables à l'autonomie, mais, avec plus de pouvoir, le problème de la mafia va devenir beaucoup plus important. » La parole de Jean-Toussaint Plasenzotti est écoutée en Corse. L'homme est à l'origine de la création du collectif antimafia Massimu Susini, du nom de son neveu, un jeune nationaliste assassiné le 12 septembre 2019 à Cargèse. Alors que les discussions sur l'autonomie de l'île doivent prochainement s'ouvrir, quelques mois après l'agression mortelle d'Yvan Colonna au sein de la prison d'Arles qui avait déclenché des violences en Corse, les acteurs de l'antimafia tiennent la sonnette d'alarme.

Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a récemment évoqué un déplacement, « sans doute fin juillet », pour commencer le cycle d'échanges avec les nationalistes à la tête de la région.

Selon les acteurs de l'antimafia, la question de l'emprise du crime organisé dans l'île doit prendre toute sa place dans le cadre des réunions entre les deux parties : « La mafia a un poids dans la société corse, analyse Jean-Toussaint Plasenzotti. La région est un centre de pouvoir qui décide de l'affectation des subventions mais aussi des marchés publics. Soit des millions d'euros en jeu. La décentralisation a permis cela. Et le crime

« Il ne peut pas y avoir de démocratie réelle (...) si nous continuons à vivre directement ou indirectement sous le joug de groupes organisés », selon Gilles Simeoni, président de la Collectivité de Corse (ici en 2021).



FASCAL FOURGNIER - CASABIANCA/AFIP

organisé sait que c'est en Corse qu'il faut travailler désormais. La Collectivité de Corse est en première ligne, mais il y a aussi un désengagement de l'État sur cette question. »

Tourisme, BTP, déchets et trafic de stupéfiants constituent les mamelles du grand banditisme avec, en toile de fond, le racket, les assassinats, les incendies de commerces et les menaces. En 2020, un rapport confidentiel, transmis à la Chancellerie, émanant de la juridiction interrégionale spécialisée (Iirs) de Marseille, dédiée à la lutte contre la criminalité organisée, reprenait tous ces éléments pour demander la création d'un pôle antimafia doté de pouvoirs spéciaux.

Sur la même ligne que l'autre collectif, le comité A mafia nò - A vita iè (non à la mafia, oui à la vie), créé également en 2019, met aussi la pression sur cette thématique : « Avec plus de pouvoir local, le risque est grand de voir plus d'emprise de la mafia, prédit Marie-France Giovannangeli, l'une des porte-parole de l'as-

sociation. Il peut y avoir des adaptations législatives contre la mafia. Ces discussions sont une opportunité. »

Les deux collectifs sont favorables à la création d'un délit d'association mafieuse. Mis en cause pour son inaction sur le sujet, Gilles Simeoni, président de la Collectivité de Corse a dit, de son côté, se justifier lors de la dernière session de l'Assemblée de Corse : « Il ne peut pas y avoir de démocratie réelle, il ne peut pas y avoir d'autonomie qui permette à la société corse de respirer, si nous continuons à vivre directement ou indirectement sous le joug de groupes organisés aux conflits de l'économie, de la politique, et disposant d'une réserve de violence. » Quelques jours après l'assassinat de Jean-Christophe Mocchi, chef d'entreprise de Propriano (Corse du Sud), le sujet revient une nouvelle fois sur le devant de la scène. À l'aube de l'ouverture des discussions, Jean-Toussaint Plasenzotti ne veut pas manquer le rendez-vous : « Comment peut-on parler d'autonomie sans parler de mafia ? » ■

EN BREF

**Enseignants tués près de Tarbes : un appel à témoins diffusé pour retrouver le suspect**

Le meurtrier présumé des deux enseignants, un homme et une femme tués par balle le 4 juillet dans la petite commune de Pouyastruc (Hautes-Pyrénées), toujours en fuite, fait l'objet d'un appel à témoins depuis ce week-end. Il s'agit de Cédric Tauleygue, ex-mari de la victime, encore en instance de divorce. Ce tireur sportif de 34 ans est un ancien réserviste dans la gendarmerie et dans l'armée. Le lendemain du meurtre, sa moto avait été retrouvée en Espagne, à un peu plus de 100 km de la frontière.

**Montargis : une policière grièvement blessée par un homme refusant un contrôle**

Une jeune gardienne de la paix stagiaire de 25 ans a été grièvement blessée par un homme à scooter qui a refusé le contrôle et l'a percutée, à Amilly, près de Montargis (Loiret), samedi soir. L'auteur, qui a pris la fuite, était toujours activement recherché dimanche.

# À Paris, la statue de Voltaire laisse un vide et crée l'émoi

Hélène Carrère d'Encausse, de l'Académie française, s'empare contre la mairie qui, après restauration, ne l'a toujours pas remplacée.

MARIE-LÉVINE MICHALIK  
@MarieLevinem

**POLÉMIQUE** Un avis de recherche est lancé. Où est passée la statue de Voltaire, trônant depuis 1962 dans le square Honoré-Champion, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, près de l'Académie française? La dernière fois que l'œuvre de Léon-Ernest Drivier a été aperçue remonte au 17 août 2020. Tout comme Colbert, le philosophe des Lumières n'a pas échappé au vandalisme. La mairie l'avait donc retirée « pour la nettoyer ». Depuis, plus personne n'a vu l'ombre de l'homme des Lumières, seul subsiste le socle de granit sur lequel est gravé en majuscule

les: «VOLTAIRE». Une absence particulièrement remarquée par Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie Française. « Il est scandaleux que cette statue, représentant un homme de l'Académie française, faite par un sculpteur de l'Académie des beaux-arts, ne soit plus en place, s'est-elle emportée. Si on commence à enlever les génies, où va-t-on? » Elle accuse la mairie de Paris de ne pas avoir l'intention de la remettre en place après l'avoir restaurée. L'historienne dénonce « cette politique systématique de dégommer les statues », menée par des esprits qui jugent « un homme du XVIII<sup>e</sup> siècle, passionné par le monde occidental, avec des yeux d'aujourd'hui ».

Contactée par *Le Figaro*, la mairie de Paris nie en bloc les accusations d'Hélène Carrère d'Encausse. « Nous ne voulons évidemment pas priver la capitale de la statue de Voltaire, répond avec force Karen Taïeb, adjointe au patrimoine. Au contraire. Mais la statue est trop fragile pour retrouver son emplacement d'origine. »

## Une pierre trop fragile

En 2020, la statue en pierre, qui date de 1962 - l'originale en bronze a été fondue en 1942 -, a été confiée au Centre national des arts plastiques (CNAP), « afin de lui faire un diagnostic de santé ». Malgré une opération du nez, l'examen médical de Voltaire ne se passe pas exacte-

ment comme prévu. Les restaurateurs concluent que la pierre est trop fragile « à force de la nettoyer ».

« C'est dans un souci de conservation de l'œuvre que nous avons décidé qu'elle ne reprendrait pas sa place, tranche Karen Taïeb. Elle ne supportera plus la pluie ou d'autres jets de peinture. » S'ensuit alors la recherche d'un lieu où déposer la statue de Voltaire. « Il fallait un endroit public, accessible, visible de la rue et protégé des intempéries. »

Après avoir songé au quai Voltaire, puis au couvent des Cordeliers, le choix s'est finalement porté vers l'ancienne faculté de médecine, non loin d'Odéon. « Cet endroit n'a aucun sens, critique Hélène Carrère d'Encausse. Voltaire

n'a aucun lien avec la médecine. » Karen Taïeb le concède : « Cela permet à la ville de garder la statue », cette dernière n'appartenant pas à la capitale mais à l'État.

En attendant, où est caché Voltaire? Selon la mairie de Paris, il demeure bien à l'abri de la pluie, mais aussi des regards, dans les locaux du CNAP. Et, pour justifier de si longs délais, elle invoque des retards administratifs. Le socle du square Honoré-Champion va-t-il rester éternellement vide? Le philosophe sera-t-il finalement remis en majesté près de l'Académie française ou bien cloîtré dans l'ancienne faculté de médecine? « La faute à Rousseau... », n'en pas douter. ■

La statue est trop fragile pour retrouver son emplacement d'origine

KAREN TAÏEB, ADJOINTE AU PATRIMOINE

# «Nouvelle ENA»: une mue dans l'amertume

Un mois après leur grève, les derniers élèves de l'ENA, qui devient l'INSP, murent leur ras-le-bol dans le silence.

AUDE BARIÉTY @AudeBariety

**ENSEIGNEMENT** Le 9 juin, les locaux strasbourgeois de l'Institut national du service public (INSP), la « nouvelle ENA », étaient désertés de leurs occupants habituels. Plus de 80 % des élèves de la promotion Germaine Tillion (2021-2022), la dernière de l'ENA et la première qui sortira de l'INSP, étaient en grève pour « alerter sur (leurs) conditions de formation ». « Les futurs hauts fonctionnaires français n'ont pas forcément vocation à engager ce type de mouvement... Ça en dit long sur leur ras-le-bol », glisse Jan Martin, magistrat administratif, lui-même passé par l'ENA et représentant CGT au conseil d'administration de l'école jusqu'à fin 2021.

Un mois après cette mobilisation historique, plus rien ne filtre à Strasbourg. Ni la promotion Germaine Tillion, ni la direction de l'INSP n'ont souhaité s'exprimer auprès du *Figaro*. Les élèves passent actuellement leurs épreuves finales. De leurs résultats dépendra le fameux classement de sortie, qui déterminera leur affectation à l'automne. Très largement critiqué, ce classement de sortie a pourtant survécu - du moins pour l'instant - au remplacement de l'ENA par l'INSP. « Une réforme bien préparée aurait pu revenir sur un classement décrié depuis des générations », soulignent les élèves de la promotion Germaine Tillion dans une tribune publiée dans *Le Monde* la veille de leur grève.

S'ils passent finalement rapidement sur ce sujet du classement, les signataires de ce texte n'ont pas de mots assez durs pour critiquer les conséquences de la dis-



parition de l'ENA au profit de l'INSP : « cursus chaotique », « modifications brutales du contenu des enseignements », « modules souvent superficiels ». En résumé, une « improvisation permanente », insistent les principaux intéressés, qui déplorent également que « certains postes proposés à la sortie de l'INSP ne correspondent pas à des fonctions d'encadrement supérieur de l'État ».

« Je comprends que cette transformation suscite l'inquiétude », commente Michel\*, membre de la promotion Mollière (2018-2019). Lui-même conserve de « bons

Le 9 juin, plus de 80 % des élèves de la promotion Germaine Tillion (2021-2022), la dernière de l'ENA et la première qui sortira de l'INSP, étaient en grève pour déplorer leurs conditions de formation.

PATRICK HERTZOG/APP

souvenirs » de sa scolarité, « tant sur le plan professionnel que sur le plan personnel ». À l'exception du jour d'avril 2019 où Emmanuel Macron, lui aussi ancien élève de l'école, a rendu publique sa volonté de « supprimer l'ENA », dans la foulée de la crise des « gilets jaunes ». « L'annonce était plutôt brutale et a été vécue assez difficilement. Nous avons un peu eu le sentiment que l'ENA était le bouc émissaire », se souvient Michel. Une mission a ensuite été confiée à Frédéric Thiriez, ancien président de la Ligue de football professionnel. Dans ses conclusions, il pré-

conisait notamment le remplacement de l'ENA par une « école d'administration publique », dont une partie de la scolarité serait commune avec six autres écoles du service public, ainsi que la suppression du classement de sortie.

## «Des inquiétudes légitimes»

En avril 2021, devant plusieurs centaines de cadres de la haute administration réunis en visioconférence, le chef de l'État a confirmé son intention de supprimer l'école créée par le général de Gaulle en 1945. « Après des années

d'atmoïements, la réforme a été menée en six mois », résume Jan Martin. Le 31 décembre 2021, l'ENA a officiellement disparu au profit de l'INSP. Ce qui a « créé des flottements » pour « la promotion de transition », qui a subi un « changement des règles du jeu en cours de route », poursuit le magistrat administratif. « On ne peut pas mener à bien une telle transition en quelques semaines. Cette promotion a essuyé les plâtres », confirme Daniel Keller, président de Servir, l'association des anciens élèves de l'ENA et de l'INSP.

« Il y a eu des inquiétudes légitimes », reconnaît le ministre de la Transformation et de la Fonction publique, qui a échangé avec les élèves. La proposition de la directrice de l'école, Maryvonne Le Brignonon, d'ajouter 10 postes aux 90 déjà proposés à la sortie, a cependant calmé le jeu. « Maintenant, l'idée est d'accompagner au mieux la promotion dans la fin de sa scolarité », souligne le ministre. « L'intérêt de tous est que cette transformation soit une réussite », ajoute Daniel Keller.

Mais, au-delà du cas particulier de l'ENA-INSP, c'est aussi la « fragilisation de la fonction publique de carrière » que les grévistes dénoncent. « Nous rejoignons ainsi d'autres mobilisations de fonctionnaires qui, les uns après les autres, soulignent la dégradation des conditions de travail et la succession de réformes, dont la mise en œuvre précipitée et non concertée affaiblit notre fonction publique », écrivent-ils. Une référence directe à « l'extinction du corps préfectoral et du corps diplomatique », et notamment à la grève du 2 juin des agents du ministère des Affaires étrangères, elle aussi historique. ■

\* Le prénom a été modifié.

# Jeunes, diplômés... Le nouveau profil des paysans français

Selon le dernier recensement, près de 30 % des nouveaux installés sont des femmes et 44 % ont un niveau de formation supérieur.

ÉRIC DE LA CHESNAIS  
@plumedeschamps

**AGRICULTURE** Plus jeune, plus féminine, mieux formé et privilégiant les ventes en circuits courts... Tels sont les grands traits du profil des agriculteurs de la décennie actuelle, comparée à la précédente, selon le dernier recensement du ministère de l'Agriculture en 2020, publié vendredi.

La première partie des résultats de cette étude d'envergure, réalisée tous les dix ans après des exploitants français, avait été dévoilée fin 2021. Elle montrait une baisse de 20 % du nombre de fermes en France, qui en compte désormais 390 000 (nos éditions du 9 juillet). Restait à savoir qui étaient les chefs d'exploitation installés après le 1<sup>er</sup>

vage, ce métier continue d'attirer les jeunes. « L'âge moyen du nouveau chef d'exploitation est de 41,7 ans, soit environ quatorze ans de moins qu'en 2010 », poursuit-elle. Pour rappel, l'âge moyen des chefs d'exploitation en France est de 52,2 ans. Mieux formés aussi, ils veulent da-

## Un rêve d'adolescent

Autre évolution : la part des nouveaux installés non issus du milieu agricole, autrement dit dont les parents ne sont pas paysans, croît de 16 points. « Désormais, ils sont plus d'un tiers contre à peine un quart dix ans auparavant », remarque Corinne Prost. Malgré les difficultés économiques, notamment dans l'éle-

vantage maîtriser leurs débouchés. « 44 % des nouveaux chefs d'exploitations ont un niveau de formation supérieur au baccalauréat, soit le double d'il y a dix ans, indique Corinne Prost. Un tiers a un projet de vente en circuit court, contre à peine un quart de l'ensemble des exploitations françaises. »



Séverine Herluison, élèveuse de bovins de race limousine, en Corrèze.

COLLECTION PERSONNELLE

Séverine Herluison illustre bien ce nouveau profil. Élèveuse de bovins de race limousine (label Blason Prestige) en Corrèze, sur 50 hectares, elle a des parents ouvriers en Seine-et-Marne. Elle est titulaire d'une licence pro conduite de gestion des exploitations, et s'est installée en mai 2016, à l'aube de ses 40 ans, après plusieurs emplois salariés. « J'ai réalisé mon rêve d'adolescente, sourit-elle. J'arrive à payer mes emprunts et à me dégager tout juste un smic, mais c'est très épanouissant. Je suis très

fière en tant que femme de ferme active métier, d'autant que ma fille aime aussi devenir élèveuse. »

Toutefois, le plus difficile reste à venir pour les exploitations françaises : « D'ici à 2026, la moitié des chefs d'exploitation partira à la retraite, prévient François Pursellegue, professeur des universités en sociologie à l'Institut national polytechnique de Toulouse. Nous allons assister à une véritable hémorragie. Le nombre de nouveaux installés sera insuffisant pour assurer la souveraineté alimentaire du pays. En arboriculture, pour faire face à la baisse des exploitants, des coopératives fruitières, comme dans les Pyrénées-Orientales, rachètent déjà des vergers en y plaçant des ouvriers agricoles. Le but : s'assurer des débouchés suffisants pour faire tourner leur outil de production industriel. » ■

INTERNATIONAL

# Le Sri Lanka sombre dans le chaos

Exaspérés par la crise économique aiguë, des manifestants se sont emparés, samedi, du palais présidentiel.

EMMANUEL DERVILLE @e\_derville  
NEW DELHI

**ASIE** La patience des Sri-Lankais a fini par s'éteindre. Après des mois de pénuries de gaz et d'électricité, après des heures interminables à attendre devant les stations-service pour quelques litres d'essence, la population a laissé éclater son ras-le-bol. Samedi, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants ont pris d'assaut le palais présidentiel. Les forces de sécurité ont tenté de les arrêter à coups de gaz lacrymogène et de matraques. Quelques tirs ont retenti. Pas longtemps. Policiers et soldats ont lâché le président Gotabaya Rajapaksa dont les manifestants demandent la démission depuis plus de trois mois.

La foule a pris possession du palais : elle a sauté dans la piscine, dansé sur la grande table d'une salle de réception, jouée du piano, organisé une parodie de négociations avec le FML... Une manière d'évacuer la tension des derniers mois. La banque centrale a épuisé ses réserves de change au début de l'année. L'île n'a plus les moyens d'importer du carbu-



**«Le président n'a manifesté que dureté et indifférence alors que beaucoup de gens ne mangent qu'un repas par jour»**

BIRENDRA, UN ÉTUDIANT D'UNE VINGTAINNE D'ANNÉES QUI A REJOINT LE MOUVEMENT ANTI-GOTABAYA À SES DÉBUTS

rant, du gaz, des médicaments et certains aliments de base. L'économie est paralysée, le niveau de vie s'est effondré. À Colombo, on ne circule plus qu'à vélo.

La résidence du premier ministre n'a pas eu droit au même traitement. Les manifestants l'ont incendiée samedi, déchargeant leur colère sur un pouvoir insensible à leurs souffrances. «Le président n'a manifesté que dureté et indifférence alors que beaucoup de gens ne mangent qu'un repas par jour. Pendant la dernière session parlementaire, il rigolait avec le premier ministre», peste Birendra, un étudiant d'une vingtaine d'années qui a rejoint le mouvement anti-Gotabaya à ses débuts.

La marée humaine qui a englouti le palais présidentiel et celui du premier ministre est venue des régions du sud et du centre. Grimant à bord des bus et des trains encore en service, elle a fait corps avec les manifestants qui occupent le pavé dans la capitale.

Cette foule imprévisible terrifie désormais la classe politique. Le président Gotabaya Rajapaksa se serait réfugié à bord d'une frégate de la marine sri-lankaise qui croise au large du port d'Hambantota, près de la côte sud. «Beaucoup de policiers voient le sol se dérober sous leurs pieds. Certains ont eu leurs maisons incendiées pendant les violences du 9 mai. Ils ont peur, parce que l'armée et la police ne les protègent plus», constate un observateur étranger.

Le pays n'a pas basculé dans l'anarchie. Il n'y a pas eu de pillage. En dépit des événements de samedi, la plupart des rues de la capitale étaient paisibles ce week-end. Pour combien de temps ?

**Des manifestants ont investi le palais présidentiel après la fuite du président Gotabaya Rajapaksa, à Colombo, samedi.**  
DINIKA LIYANAWATTE/REUTERS

La prise du palais présidentiel, conjuguée à la démission du frère de Gotabaya, Mahinda Rajapaksa, du poste de premier ministre le 9 mai, marque la fin d'un cycle et un tournant dans l'histoire nationale. À eux deux, ils ont gouverné le Sri Lanka pendant plus de treize ans depuis les années 2000. «Le président ne peut plus se maintenir. Sinon, ce sera l'émeute», prévient Shihar Aneez, rédacteur en chef du site d'information économique Economy Next basé à Colombo.

Du coup, l'île est entrée dans une phase d'incertitude politique. Gotabaya Rajapaksa a informé le président du Parlement qu'il démissionnerait le 13 juillet. Le premier ministre Ranil Wickremesinghe a promis de faire de même : «J'ai accepté la recommandation des chefs de parti de laisser la place à un gouvernement d'union. Je démissionnerai», a-t-il déclaré sur son compte Twitter samedi.

L'armée n'ayant, pour l'instant, pas manifesté son intention

de s'emparer du pouvoir, c'est au président du Parlement de prendre la tête de l'exécutif par intérim. Selon la Constitution, il a trente jours pour organiser un scrutin législatif afin que les députés élisent un nouveau chef de l'État et s'entendent sur une coalition. Il en faudra davantage pour apaiser l'opinion.

Les manifestants exigent bien plus que la démission du président. Ils veulent une refonte des institutions : abroger le régime présidentiel, donner plus de pouvoir au Parlement, instaurer des mécanismes de contrôle pour endiguer la corruption et le détournement des fonds publics. «La promesse de Gotabaya Rajapaksa n'est pas une victoire pour moi. Je le croirai quand il sera parti. On sera satisfait quand le régime présidentiel aura été aboli. Et il faut des élections générales pour renouveler la classe politique», estime Birendra.

Enfin, l'unité nationale née autour du mouvement dit «Gota Go Home» (Gotabaya, rentre chez toi) reste inachevée. La minorité tamoule n'a pas oublié les crimes commis par l'armée issue de la majorité cinghalaise à la fin de la guerre contre le mouvement indépendantiste des Tigres tamouls en 2009.

Et l'armée occupe toujours les régions tamoules. «Beaucoup entendent une aube nouvelle. (...) Mais les Tamouls du Nord-Est ont de bonnes raisons d'être sceptiques. Parmi les demandes formulées par les soixante organisations qui militent pour le départ de Gotabaya Rajapaksa, pas une seule n'évoque la démission des zones tamoules, l'exigence de justice, la décentralisation. Remplacer le dirigeant de cet État ethnocratique pourri par un autre du même genre n'accouchera d'aucun changement», prévient le journal en ligne Tamil Guardian dans son éditorial. ■

# Le tueur voulait se venger d'une secte promue par Abe

L'assassinat de l'ex-premier ministre relance la polémique sur les liens entre politique et religion au pays du Soleil-Levant.

RÉGIS ARNAUD @regisarnaud  
TOKYO

**JAPON** Quarante-huit heures après l'assassinat par balle de leur ancien premier ministre Shinzo Abe, les Japonais se sont rendus dimanche aux urnes pour des élections sénatoriales partielles dans une ambiance surréelle presque ordinaire. Comme anticipé, les partis de la majorité ont consolidé leur position, obtenant assez de voix pour une possible réforme constitutionnelle - précisément celle que, toute sa vie, pourchassa en vain Shinzo Abe.

Mais, derrière cette «sombre victoire», comme l'a titré le quotidien *Nikkei*, le parti au pouvoir demeure sonné par cet acte inouï dans un pays habituellement épargné par la violence, en particulier politique. Il prend un relief inattendu avec la personnalité et, surtout, les motifs du tueur. Tetsuya Yamagami, un ancien employé solitaire et sans histoires, a expliqué qu'il visait ce jour-là le dirigeant d'une secte dans laquelle sa mère avait englouti sa fortune et que Shinzo Abe avait promue ; le premier étant absent, il aurait, avec succès, pris pour cible le second.

Ce scénario plonge le pays dans l'embarras. Depuis quarante-huit heures, les grands médias déploient les gigantesques moyens humains et matériels à leur disposition (les cinq quotidiens nationaux comptent 9 355 journalistes) pour reconstituer l'affaire. Comme toujours, la télévision se distingue : le lieu du crime est survolé par hélicoptère, reconstitué en maquette en plateau, disséqué dans ses moindres détails.

**«Le Japon n'est pas le seul pays où politique et religion font bon ménage»**

AXEL KLEIN, POLITOLOGUE À L'UNIVERSITÉ DE DUISBOURG ET ESSEN

Des correspondants sont envoyés aux quatre coins du pays pour recueillir les informations les plus significatives. Mais cette débauche d'efforts n'a d'égal que le caractère édulcoré de son produit. Au lendemain du meurtre de Shinzo Abe, les cinq grands quotidiens nippons ont tous publié la même une, taille des caractères comprise, au mot près, trahissant leur complicité.

Les enquêteurs diffusent au compte-gouttes des «confessions»

visiblement réécrites à une coterie de journalistes «accrédités» qui les impriment sans souci de véracité ni même de vraisemblance. «Il est indéniable que les principaux médias japonais donnent une place beaucoup trop importante aux annonces émanant de la police - au moins dans les premiers temps de l'affaire», observe César Castellvi, auteur du *Dernier Empire* de la presse, un ouvrage très documenté sur la presse nipponne.

Les plus fins lecteurs japonais s'étonnent ainsi de lire que le tueur aurait déclaré avoir «eu l'impression trompeuse» (*omoi-komi*) que Shinzo Abe était lié à une «organisation religieuse» non nommée - à laquelle il était lié. La police japonaise a actuellement à sa tête Itaru Nakamura, célèbre pour avoir interrompu d'autorité les poursuites pour viol d'un journaliste proche du pouvoir. Mieux : dimanche soir, la «grande presse» japonaise n'avait toujours pas nommé ladite «organisation religieuse» visée par le tueur. Celle-ci, l'Église de l'unification (aussi connue sous le nom de secte Moon), avait pourtant été révélée par des titulaires locaux, des titres étrangers et jusque par l'Église concernée. Les dé-

tracteurs de cette dernière, qui revendiquent 3 millions d'adeptes à travers le monde, critiquent le lavage de cerveau qu'elle infligerait à ses dévots.

Pourquoi ? Les grands médias marchent sur des œufs. Les religions, traditionnelles (comme le culte local shinto), installées (comme la Soka Gakkai) et «nouvelles» (comme l'Église de l'unification ou Seicho no ie) jouent un rôle discret mais capital dans la vie politique nipponne. Leurs capacités à mobiliser des fidèles en force électorale et en donations en font

**Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, marche derrière des prêtres shintoïstes, lors de la visite du sanctuaire d'Ise, le 4 janvier 2019.** AFP



des alliés précieux des partis, notamment dans la majorité, et surtout dans les villes à la population anémique, où existent peu d'occasions de socialiser. «Beaucoup de hiérarches du PLD sont liés à des organisations religieuses, dont ils sont les fondateurs de pouvoir dans le monde politique», explique Axel Klein, politologue à l'université de Duisbourg et Essen et spécialiste des relations entre religion et politique au Japon. «Ils ne l'avaient jamais en public, car cela dévierrait d'autres électeurs, mais ces liens sont réels et solides», indique-t-il.

L'allié du PLD dans la majorité, le parti bouddhiste Komeito, est historiquement une émanation de la secte Soka Gakkai (les deux organisations affirment ne plus être liées), aux millions de fidèles. «Le Japon n'est pas le seul pays où politique et religion font bon ménage. Il présente beaucoup de similarités avec les États-Unis», relève Axel Klein. Les *shukans*, ces hebdomadaires irrespectueux qui écrivent en gros ce que les grands journaux japonais rechignent à publier, sont mobilisés. «La secte soutenait Shinzo Abe. Nous allons donc écrire sur les liens entre les deux», assure un de leurs journalistes. ■

# La Tchéquie eurosceptique prend les rênes de l'UE

Prague préside l'Union pour six mois, alors que celle-ci affronte sa plus grave crise sécuritaire depuis 1945.

ANNE ROVAN @AnneRovan  
ENVOYÉE SPÉCIALE À PRAGUE

**EUROPE** Autre pays, autre style. La République tchèque a pris le 1<sup>er</sup> juillet la barre de l'UE, pour la deuxième fois depuis son entrée dans l'UE, en 2004. Et, à entendre beaucoup d'experts et de diplomates, cette présidence tournante sera fort différente de celle de la France. Bien plus modeste sur la forme. Mais au moins aussi exigeante et dense alors que l'Europe affronte sa plus grave crise sécuritaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le slogan choisi reprend d'ailleurs un discours prononcé par Vaclav Havel à Aix-la-Chapelle en 1996 : « L'Europe comme une tâche : repenser, reconstruire, redynamiser. » Dans ce texte, cette figure emblématique de la « révolution de velours » devenu président de la République tchèque appelait l'Europe à « retrouver sa conscience et son sens de la responsabilité au sens le plus profond du terme ».

Les dossiers dont héritent le premier ministre conservateur Petr Fiala et son jeune atterrage gouvernemental - cinq partis sont aux commandes du pays depuis sept mois seulement - sont particulièrement lourds. À commencer par la pénurie en énergie qui menace l'Union à l'hiver prochain alors que la Russie diminue ses livraisons en gaz et que l'UE souhaite, de toute façon, réduire sa dépendance vis-à-vis de ce pays.

L'objectif des prochains mois sera de remplir les stockages à marche forcée. La République tchèque, qui elle-même dépend à 97 % du gaz russe, pourrait jouer la montre sur certains volets de « Fit for 55 », cet énorme paquet de textes destinés à réduire de 55 % les émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2030 par rapport à leur niveau de 1990.

**« Nous voulons soulever activement la question de la sécurité, non seulement en termes de partenariat au sein de l'Otan mais aussi dans le renforcement des capacités de défense européenne »**

PETR FIALA, PREMIER MINISTRE TCHÈQUE

Le pays est en effet très conservateur en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Oui à la transition verte à condition qu'elle ne pénalise pas trop les entreprises et les citoyens. Autre sujet crucial s'il en est : la poursuite du soutien à l'Ukraine sur l'aide financière, l'accueil des réfugiés, la fourniture d'armes et de la préparation de la reconstruction. Pour Fiala, ce soutien est « vital » pour l'UE.

Mais la République tchèque, qui a accueilli 389 000 réfugiés, soit 3,5 % de la population, redoute de voir apparaître une fatigue au sein des États membres du fait de la dégradation rapide de la situation économique et de la perspective d'un conflit appelé à durer. « On peut s'attendre à ce que le gouvernement tchèque résiste autant que possible à la lassitude de la guerre et aux futurs appels à imposer de l'extérieur une sorte de règlement », affirme Ziga Faktor, chef

du bureau bruxellois du think-tank Européen.

Muscler l'Europe de la défense et l'armer face aux cyberattaques sont aussi une priorité des très atlantistes tchèques. « Nous voulons soulever activement la question de la sécurité, non seulement en termes de partenariat au sein de l'Otan mais aussi dans le renforcement des capacités de défense européenne », souligne Petr Fiala.

Dans un autre registre non moins indispensable, la présidence entend renforcer la résilience des économies de l'UE, percutée coup sur coup par le Covid et par l'invasion russe, notamment en relançant les accords de libre-échange. Un domaine dans lequel la France n'a pas investi au premier semestre en raison des élections nationales.

Le premier grand rendez-vous politique de cette présidence est prévu début octobre, lorsque les

Vingt-Sept se retrouveront à Prague pour un sommet informel. Au menu notamment, la première réunion de la communauté politique européenne proposée par Emmanuel Macron. Ce n'est pas gagné pour le président. « Il y a, analyse Ziga Faktor, un certain scepticisme

quant à savoir si Macron veut vraiment renforcer la politique d'élargissement ou plutôt la remplacer. » Cette présidence sera d'autant plus difficile à piloter que la population tchèque n'a pas vraiment la fibre européenne. « Le gouvernement ne pourra pas prendre de ris-

quant à savoir si Macron veut vraiment renforcer la politique d'élargissement ou plutôt la remplacer. »

Cette présidence sera d'autant plus difficile à piloter que la population tchèque n'a pas vraiment la fibre européenne. « Le gouvernement ne pourra pas prendre de ris-



DAVID JANČEK/AP

## Le groupe de Visegrad se fissure sur la guerre en Ukraine

La Hongrie a soutenu toutes les conclusions et toutes les déclarations au niveau européen. Et c'est aussi le résultat de la discussion au sein de Visegrad

PETR FIALA, PREMIER MINISTRE TCHÈQUE

S'IL est un sujet sur lequel le premier ministre tchèque, Petr Fiala, multiplie les concessions, c'est bien celui de Visegrad. Son pays en est membre avec la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. « J'apprécie les résultats du passé, mais il faut dire que nous avons maintenant des différences. Il faut voir non seulement les différences mais aussi les résultats. La Hongrie a soutenu toutes les conclusions et toutes les déclarations au niveau européen. Et c'est aussi le résultat de la discussion au sein de Visegrad », confiait-il jeudi soir aux journalistes de la presse européenne.

Quand est donc prévue la prochaine rencontre ? « Je ne sais pas. La Slovaquie (qui vient de prendre la présidence du club, NDLR) travaille sur le calendrier », répondait-il un brin lapidaire. Depuis le début de la guerre en Ukraine, ce petit club de l'UE, qui a fêté ses 30 ans en 2021, connaît bien des turbulences. Voilà des mois que les « V4 » (les 4 pays membres de Visegrad, la Tchéquie, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie) ne se sont pas réunis. La dernière rencontre programmée fin mars, un mois après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avait été annulée. Elle devait réunir en Hongrie et durant deux jours les ministres de

la Défense des quatre pays membres. Mais le Polonais a fait savoir qu'il ne viendrait pas, puis la Tchéquie... En cause, le veto de Budapest sur les sanctions touchant aux énergies russes, sur lequel le Hongrois Viktor Orban a finalement lâché au prix de concessions importantes de la part des Européens. « J'ai toujours soutenu le groupe de Visegrad et je suis vraiment désoleé que le pétrole russe bon marché soit maintenant plus important pour les politiciens hongrois que le sang ukrainien », avait alors tweeté, Jana Cernochova, la ministre tchèque chargée de la Défense.

S'ils font front commun sur les relocations de migrants depuis la crise de 2015 - Fiala lui-même avait défendu la décision hongroise controversée de construire une clôture à la frontière avec la Serbie en 2015 -, s'ils sont tous très conservateurs au plan des valeurs, les pays du V4 n'ont pour autant jamais formé un groupe totalement homogène. « La plupart du temps, les Tchèques étaient plus proches de la Slovaquie, tandis que les Hongrois avaient plus en commun avec la Pologne. C'est pour cela que l'on a souvent appelé le groupe "V2-2" ou même parfois "V2-1-1" », indique Ziga Faktor, à la tête du bureau bruxellois du think-tank Européen.

Ces dernières années, les divergences ont encore grandi entre ces quatre pays de l'ancien bloc soviétique qui s'étaient alliés pour obtenir leur entrée dans l'UE et défendre leurs intérêts. « Même si il est bon d'avoir des cadres de coopération régionaux, le V4 en tant que marque est devenu quelque peu toxique », note Ondrej Ditrych, directeur de l'Institut des relations internationales de Prague.

**« Il y avait un pacte entre la Pologne et la Hongrie sur l'État de droit et il s'est effiloché. Orban n'a plus son magistère idéologique »**

UN DIPLOMATE EUROPÉEN

Notamment depuis que Viktor Orban a voulu faire de Visegrad un instrument au service d'un affrontement idéologique avec l'UE. La Slovaquie n'a pas suivi. Bratislava s'emploie ainsi depuis plusieurs années à adoucir systématiquement les conclusions des réunions du club.

Avec la guerre en Ukraine et la position à tenir vis-à-vis de la Russie sont venues s'ajouter d'autres fissures très profondes. « Ils le paieront ! », a menacé à plusieurs reprises le représentant permanent de la Pologne auprès de l'UE qui ne décolère pas contre la Hongrie. « Il y avait un pacte entre la Pologne et la Hongrie sur l'État de droit et il s'est effiloché. Orban n'a plus son magistère idéologique », estime un diplomate européen, parlant d'une « fracture » entre les deux pays. En réalité, la position d'Orban sur la Russie et sur l'Ukraine a aussi eu pour effet de resserrer les relations entre la République tchèque et la Pologne - notamment après la résolution du conflit minier de Turów.

De plus en plus isolé, le premier ministre hongrois a vu aussi s'éloigner Prague depuis les élections législatives tchèques de l'automne 2021. L'homme fort de Budapest a perdu un de ses alliés fidèles, l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babis, défait en

ques. Il y aura au mieux de l'indifférence au pire de la méfiance au sein de la population », explique Lukas Macek, chercheur associé à l'Institut Jacques Delors. Selon une étude publiée par l'agence Stem début 2020, seulement un tiers des Tchèques considèrent que c'est une bonne chose d'être dans l'UE. Ils pointent à la dernière place dans le classement des citoyens européens et très loin derrière leurs voisins polonais (68 %), hongrois (61 %) et slovaques (51 %).

Dans cette même enquête, moins de la moitié des sondés (47 %) affirment qu'ils voteraient en faveur d'une adhésion à l'UE si un référendum était organisé. Pour mémoire, 77 % s'étaient rangés du côté du oui lors du référendum de 2003.

Le narratif populiste entendu ces dernières années - celui du président Milos Zeman et de l'ex-premier ministre Andrej Babis - a bien évidemment pesé dans un pays qui fut gouverné par Vienne, puis placé sous le joug de Moscou. « Il y a en République tchèque un euroscepticisme historique à droite, qui est aussi lié à la traduction particulière du thatcherisme dans les années 1990 », complète Ondrej Ditrych, directeur de l'Institut des relations internationales de Prague.

Vendredi soir, à l'occasion du concert donné au Rudolfinum, à Prague, pour marquer le coup d'envoi de cette présidence, Petr Fiala a souligné que la place de la République tchèque est dans l'UE et affirmé que la réussite de cette présidence est cruciale pour le pays. « Nous sommes un État européen de taille moyenne. Au sein de la communauté européenne, nous aurons une voix et un respect tels que nous pourrions nous affirmer et travailler pour nous-mêmes », a-t-il promis. ■



Les premiers ministres slovaque, Eduard Heger (1<sup>er</sup> en haut), hongrois, Viktor Orban (2<sup>e</sup> en haut), tchèque, Petr Fiala (1<sup>er</sup> en bas), polonais, Mateusz Morawiecki (2<sup>e</sup> en bas), lors de la réunion du groupe de Visegrad, le 24 février à Bruxelles. FISCHER ZOLTAN / HUNGARIAN P.M.S PRESS OFFICE HANDOUT/EPA/MAXPPP

Ce dernier risque d'avoir fort à faire avec Budapest qui multiplie les vetos alors que son plan de relance - et l'argent qui a été promis - est toujours bloqué à la Commission. La manière dont la présidence gèrera les dossiers très sensibles touchant à l'État de droit en Pologne et en Hongrie seront des tests cruciaux pour la crédibilité de Prague. ■

A. R. (À PRAGUE)

# Jérusalem, impossible capitale « unifiée »

Alors que Joe Biden y est attendu, la ville est aussi divisée qu'avant le transfert de l'ambassade américaine.

THIERRY OBERLÉ  
@ThierryOBERLE  
CORRESPONDANT À JÉRUSALEM

**PROCHE-ORIENT** Le président américain Joe Biden est attendu jeudi 13 juillet à Jérusalem à l'occasion de sa première tournée au Moyen-Orient depuis son élection. La question de la relance de la solution à deux États pour trouver un règlement au conflit israélo-palestinien devrait être évoquée, même si elle n'aure qu'une place secondaire dans les discussions. En 2018, son prédécesseur, Donald Trump, avait frappé les esprits en brisant un tabou avec le transfert de l'ambassade des États-Unis dans la capitale auto-proclamée de l'État hébreu. Il n'a pas provoqué d'effet d'entraînement. Seuls le Guatemala, le Honduras et le Kosovo ont suivi l'exemple. Le changement a été surtout symbolique. L'ambassadeur des États-Unis ne vit pas à Jérusalem et un certain nombre de services de l'ambassade continuent à fonctionner depuis Tel Aviv. Et la partie Est de la ville, dont les Palestiniens rêvent de faire leur capitale, est toujours considérée comme occupée par les Nations unies.

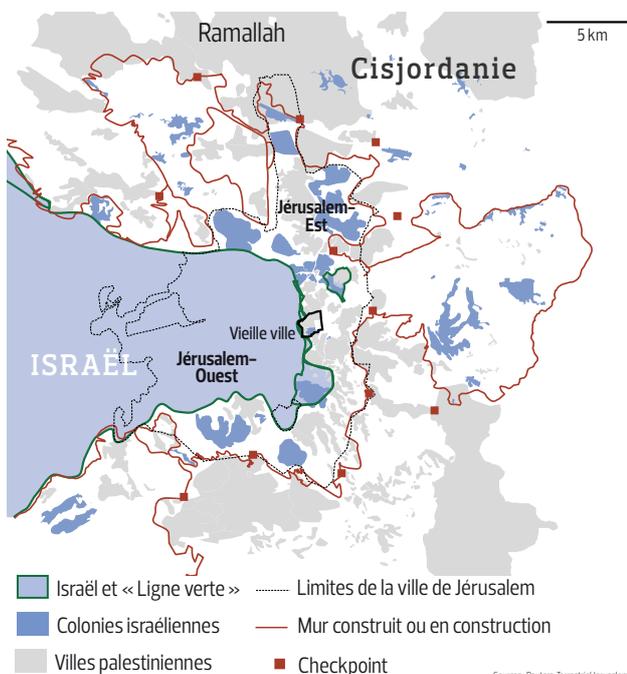
**« La réalité, c'est que Jérusalem est une ville de plus en plus palestinienne en dépit de la « réunification » »**

L'HISTORIEN VINCENT LEMIRE, DIRECTEUR DU CRFJ (CENTRE DE RECHERCHE FRANÇAIS À JÉRUSALEM)

Au-delà des querelles diplomatiques, Jérusalem est une ville de paradoxes et de contradictions. Une récente étude du think-tank israélien Jerusalem Institute for Policy Research, fondée sur des statistiques démographiques, indique qu'elle est l'une des agglomérations les plus pauvres d'Israël, avec une population palestinienne en expansion constante. L'historien Vincent Lemire (1), directeur du CRFJ (Centre de recherche français à Jérusalem) décrypte les grandes tendances mises en relief par le document.

**Une ville de plus en plus palestinienne**

Première agglomération du pays, Jérusalem compte près de 1 million d'habitants, dont 584 000 résidents israéliens et 366 000 résidents palestiniens. Le nombre de Palestiniens ne cesse de croître. Ils représentaient un quart de la population en 1967, quand l'ensemble de la ville est passé sous contrôle israélien, contre près de 40 % aujourd'hui. Durant cette période, la population palestinienne s'est multipliée par cinq et la population israélienne par trois. « Une fécondité militante a favorisé ce phénomène. Il y a vingt ans, une femme palestinienne avait en moyenne quatre enfants, soit plus que dans le reste de la Palestine, ce chiffre est passé à trois, mais la population est jeune et devrait donc continuer à progresser, sans toutefois atteindre la majorité. Les Israéliennes ultraorthodoxes ont, pour leur part, cinq ou six enfants, d'où des courbes qui pourraient s'inverser dans les prochaines décennies », précise Vincent Lemire. « La réalité, c'est donc que Jérusalem est une ville de plus en plus palestinienne en dépit de la « réunifi-



Sources: Reuters, Terrestrial Jerusalem

« cation », poursuit-il. Dans son cœur historique, la vieille ville, il n'y a que 3 000 Israéliens sur 35 000 habitants, et encore ils n'y habitent pas tous à l'année. On parle beaucoup de la colonisation en raison de sa forte dimension politique, mais cela représente quelques dizaines de maisons, des yeshivas et, surtout, des soldats, même si la pression ne cesse de s'accroître, dans le quartier de Sheikh Jarrah en particulier. Pour les Israéliens, le centre historique est d'abord un lieu de pèlerinage, de prière et de manifestation, mais ce n'est pas suffisant pour « tenir » une ville. »

Contrairement à une idée reçue, les chrétiens – 17 000 personnes environ – sont presque aussi nombreux qu'il y a un siècle, mais ils ne représentent plus que 2 % de la population, contre 20 % à l'époque, car dans le même temps la population totale a été multipliée par dix.

Les Palestiniens vivent dans un bâti très dense qui évolue peu, faute de permis de construire. Les balcons et les toits-terrasses sont tous construits et habités. Et le mur de séparation contribue à fixer les habitants sur place. La règle de la suppression du droit de résidence au-delà de trois ans d'absence les incite également à ne pas partir travailler à l'étranger, ou à revenir régulièrement.

**1**  
million  
d'habitants  
dont 584 000 résidents  
israéliens  
et 366 000 résidents  
palestiniens

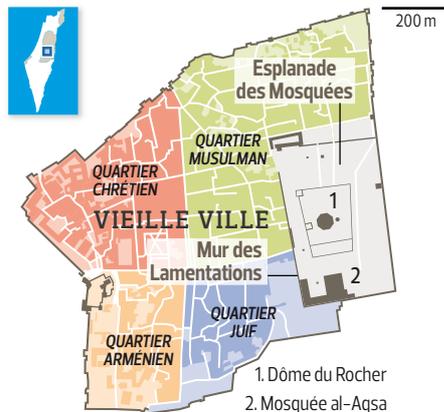
**En juin 2022, devant le dôme du Rocher à Jérusalem, des activistes palestiniens font face aux forces de l'ordre après des heurts consécutifs à la visite d'un groupe de juifs sur l'esplanade des Mosquées.**

ILIA YEFIMOVICH/DPA  
VIA REUTERS

En cinquante ans, les Israéliens ont supprimé 15 000 cartes de résident, soit en moyenne 300 par an. C'est donc une stratégie qui ne modifie pas fondamentalement le rapport de force démographique. « S'ils pouvaient conserver leurs droits de résidence, certains jeunes palestiniens partiraient sans doute, mais ils ne le font pas, par crainte de ne pas pouvoir revenir. C'est un principe de base de la sociologie des migrations », commente le directeur du CRFJ, pour qui « la résistance démographique palestinienne » est largement ignorée. « Les autorités israéliennes n'en parlent pas, car elles sont enfermées dans une posture martiale qui communique en priorité sur les victoires et les conquêtes. Du côté palestinien, au contraire, la matrice discursive est d'abord victimaire, intégrant difficilement la résilience ou la résistance démographique. Finalement, des deux côtés, et pour des raisons opposées, on occulte ces données qui passent donc sous les radars médiatiques », analyse Vincent Lemire.

**Une ville pauvre**

Jérusalem est une des villes les plus pauvres d'Israël. 60 % de ses résidents palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté et 30 % de ses résidents israéliens. Cette population paupérisée paie peu de taxes, d'où des services publics en difficulté. La municipalité dispose d'un



budget par habitant quatre fois moindre que celle de Tel Aviv. « À l'Ouest, 40 % des Israéliens appartiennent à la communauté ultraorthodoxe, note l'historien. Les hommes ne travaillent pas ou peu, les femmes ont des emplois mal rémunérés et de nombreux enfants à élever. C'est donc une population peu productive en termes économiques. À l'Est, le chômage est massif. » Selon lui, « la pauvreté est partagée, mais n'est pas homogène ». « Seulement 7 % du budget municipal est consacré à l'Est (contre 93 % à l'Ouest), d'où des services publics très déficitaires, comme le ramassage des ordures, les écoles ou le réseau hospitalier. Résultat, le fossé se creuse au lieu de se résorber, la ville se divise de plus en plus. C'est une contradiction majeure pour un pays qui défend l'idée d'une capitale « une et indivisible », ajoute-t-il.

**Des départs plus nombreux que les arrivés**

Le solde migratoire est négatif à Jérusalem-Ouest avec 18 800 départs annuels pour 11 000 arrivées. En cause, le prix de l'immobilier, la saturation urbaine et un manque de dynamisme du marché de l'emploi. « La dynamique urbaine se périphérise, comme dans beaucoup de villes du monde. Mais à Jérusalem cette donnée de base est accentuée par une politique délibérée du gouvernement visant à entourer la ville par des colonies de peuplement. Les jeunes familles israéliennes à la fécondité dynamique quittent le centre, devenu trop cher, alors que dans le même temps les familles palestiniennes sont contraintes d'y rester. Pour des raisons géopolitiques, la municipalité a donc pris un risque majeur, qu'elle est en train de payer aujourd'hui », assure l'historien.

**L'esplanade des Mosquées au cœur des disputes**

Depuis 2017, l'esplanade des Mos-

quées est à nouveau l'épicentre du conflit larvé israélo-palestinien. Elle est l'agora des revendications des musulmans et devient un lieu de visite très fréquenté des messianiques juifs partisans de la construction du Troisième Temple. Un cocktail explosif où la religion devient une autre façon de faire de la politique. « On ne perçoit pas de signes de surislamisation de la société. À Jérusalem, ville religieuse, les gens sont souvent plus observants qu'ailleurs, qu'ils soient juifs, chrétiens, musulmans, nuance Vincent Lemire. La mosquée al-Aqsa est devenue un abcs de fixation, car c'est le seul endroit public où on peut réunir 100 000 personnes, discuter, se mobiliser, tester la police israélienne. Toutes proportions gardées, c'est le même phénomène que dans les stades de football en Algérie ou en Égypte, seuls lieux d'expressions disponibles dans des systèmes verrouillés. »

**« Côté Ouest, le fait religieux progresse. Avec l'« orthodoxisation », les quartiers laïcs ressemblent de plus en plus à des enclaves »**

L'ESSAYISTE PALESTINIEN ELIAS SANBAR

L'essayiste palestinien Elias Sanbar évoque, quant à lui, une islamisation de la cause palestinienne. « Ce facteur intervient en parallèle des visites juives sur l'esplanade des Mosquées. Elles sont passées de 5 000 par an il y a dix ans à 50 000 par an aujourd'hui. Le mouvement pour la construction du Troisième Temple est à l'origine constitué d'une petite minorité messianique, il est devenu mainstream. Côté Ouest, le fait religieux progresse. Avec l'« orthodoxisation », les quartiers laïcs ressemblent de plus en plus à des enclaves. Le jour du shabbat, 264 rues sont officiellement fermées à la circulation », complète le chercheur.

**Jérusalem, capitale périphérique**

Israélienne de par ses drapeaux, ses représentations et sa sécurité, Jérusalem n'abrite pas curieusement le ministère le plus régalién de l'État hébreu, celui de la Défense, ni d'ailleurs l'état-major de l'armée. Vincent Lemire explique cette étrangeté par sa situation géographique. « Jérusalem est une ville frontalière, ce qui est paradoxal sur le plan fonctionnel et sécuritaire. La capitale française n'est pas Strasbourg ! Dans le cas présent pèse le poids de la symbolique. C'est une ville qui, depuis ses origines, est un lieu de pèlerinage et qui a toujours attiré les visiteurs du monde entier. Mais, depuis 2000 ans, les pouvoirs qui s'en sont emparés se sont toujours abstenus d'en faire une capitale. » ■

(1) Auteur de « Au pied du Mur. Vie et mort du quartier maghrébin de Jérusalem (1187-1967) », Le Seuil, 2022. Voir aussi, du même auteur : « Jérusalem. Histoire d'une ville-monde », Flammarion, 2016.



# À Cuba, la répression un an après le « 11J »

Les procès se multiplient contre les Cubains qui se sont révoltés, le 11 juillet 2021, lors d'émeutes de la faim.

HECTOR LEMIEUX

**CARAÏBES** « Nous avions espéré le 11 juillet (« 11J ») dernier que le monde entier nous soutiendrait lors des manifestations. J'avoue que j'ai regardé d'assez loin les événements ce jour-là pour ne pas être arrêté par la Seguridad (la sécurité d'État) et je ferai la même chose ce 11 juillet », raconte Humberto. Ce Cubain d'une vingtaine d'années, qui passe les premiers jours de juillet en vacances à La Havane, était parti vivre en Espagne quelques semaines après le « 11J ». Un an après les manifestations, l'heure est toujours à la répression.

Si des milliers de personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté ces jours-là, les procès et les condamnations s'enchaînent depuis le printemps. L'un des leaders du Mouvement San Isidro, dont l'action a mené au « 11J », Luis Manuel Otero Alcantara, détenu quelques semaines avant le « 11J », a été condamné à cinq années de prison à la fin juin.

**« Dans ce pays, la moitié est partie et l'autre moitié est en prison. Se plaindre, c'est risquer de se retrouver incarcérée »**

UNE TRENTENAIRE HAVANAISE SANS EMPLOI



Une Havanaise, Yunisleydis Rios, devant le bâtiment du tribunal le 11 janvier dernier, à La Havane, montre une photo de son frère Yerandis, 32 ans, qui a été arrêté lors des manifestations du 11 juillet 2021, à Cuba. Les procès et les condamnations s'enchaînent depuis le printemps. RAMON ESPINOSA/AP

Voici le jugement du tribunal populaire de Centro Habana : « La cour, dans l'affaire Otero Alcantara, a fait valoir l'intention expresse, soutenue au fil du temps, d'offenser le drapeau national, par la publication de photos sur les réseaux sociaux, où il est utilisé dans des actes dénigrants, accompagnés d'expressions notoirement offensantes et irrespectueuses, de sous-estimer les sentiments de nationalité et de fierté que le peuple cubain voue à son drapeau national. »

Le dissident a été jugé aux côtés du rappeur Maikel « Osorbo » Castillo Pérez, récipiendaire d'un Latin Grammy Award en novembre dernier pour *Patría y vida*, une chanson critique du régime cubain, devenue un hit sur YouTube. La cour « a imposé neuf ans de privation de liberté à Maikel Castillo Pérez, pour les crimes d'outrage, d'attentat, de désordre public et de diffamation d'institutions et d'organisations, de héros et de martyrs ».

Les centaines de condamnations d'opposants ces dernières semaines à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison, ont choqué la population. Avec ces condamnations, le régime a voulu faire des exemples. « Ce sont parfois des jeunes de 16 ou 17 ans », s'indignait récemment une trentenaire havanaise en montrant l'un de ces jeunes condamnés sur l'application Facebook de son smartphone. Les autorités nient l'incarcération de mineurs.

La jeune femme, elle, est sans emploi. Elle survit grâce au « negocio » (petit commerce illégal), comme de plus en plus de Cubains, incapables de

vivre de leur seul salaire. « Dans ce pays, la moitié est partie et l'autre moitié est en prison. Se plaindre, c'est risquer de se retrouver incarcérée », dit-elle.

Selon l'Observatoire cubain des droits humains, il existerait 293 pénitenciers dans l'île. Cuba serait au cinquième rang mondial pour le nombre de prisonniers par habitant, la palme étant détenue par les États-Unis. Lisandra, une infirmière havanaise, est ces jours-ci à Santiago de Cuba pour voir sa famille. Ces derniers jours, le gouvernement a multiplié les arrestations préventives à l'approche du « 11J » et confisqué les téléphones des contestataires.

Avec ces condamnations, le régime a voulu faire des exemples par la terreur. « Ici, il n'y a plus d'électricité. Les coupures débutent à 18 heures jusqu'à minuit. Nous vivons dehors, parce que la chaleur est terrible. À La Havane, il y a encore de l'électricité, mais les gens de l'Orient (est du pays) sont toujours les oubliés », dit-elle. Et comme toujours à Cuba, même via une messagerie cryptée, Lisandra ne se risque pas à critiquer ouvertement le régime. Elle ironise avec cet humour dont les Cubains sont maîtres : « Nous aimons notre révolution avec ses "apagones" (coupures de courant). Oui, nous l'aimons, parce que nous, les gens de Santiago, sommes communistes. » La situation économique de l'est du pays est une bombe à retardement. Les provinces de

l'Orient ont toujours été des provinces rebelles.

Face à la catastrophe politico-économique, des milliers de Cubains choisissent l'exode. Le docteur Alexander Raul a fui le pays. Ce médecin tente de se rendre aux États-Unis. Il a publié une vidéo lors de son exil en Amérique centrale sur les réseaux sociaux dans laquelle il déclare : « Le gouvernement de Cuba a déclaré

**Plus de 140 000 migrants cubains auraient atteint la frontière des États-Unis depuis octobre**

la guerre au peuple. N'importe quel type de manifestation sera réprimé. La sécurité d'État fera ce qu'elle veut sans qu'aucune organisation internationale puisse contraindre le gouvernement. »

À l'instar du médecin, Maribel, 60 ans, une Havanaise, est partie début juin pour les États-Unis, via le Nicaragua. « À Managua, un "coyote" (passeur) m'attendra et nous traverserons les frontières en groupe. Je n'en sais pas plus. Mon fils s'est occupé de tout », confiait Maribel avant son départ pour une traversée parfois à pied du Honduras, du Guatemala, puis du Mexique, plus de 3 500 km au total. « Il paraît que les "narcos" visent particulièrement les Cubains et que les policiers mexicains sont très corrompus », s'inquiétait-elle. « Attention,

ne t'habille pas bien. Ne porte pas des tennis de marque. C'est comme cela que les "cabezones" (les "grosses têtes" - les Mexicains) le repèrent », lui avait conseillé sa nièce.

L'aventure de Maribel a débuté il y a neuf ans, lorsque son fils, Pedro, jeune cardiologue, a quitté Cuba pour une mission médicale de cinq ans au Venezuela. Il a déserté sa mission au bout de trois ans. Interdit de séjour à Cuba pour cause de désertion, Pedro s'est résolu à faire venir sa mère. Elle ne l'a pas vu depuis près d'une décennie, ni ne connaît ses petits-enfants.

Plus de 140 000 migrants cubains auraient atteint ainsi la frontière des États-Unis depuis octobre. À l'instar de Fidel Castro en 1980 qui avait laissé partir 125 000 de ses compatriotes vers la Floride, le président Diaz-Canel réitére un chantage à l'immigration.

L'exode actuel des Cubains a déjà eu un impact sur les relations entre les deux pays. L'Administration Biden a supprimé en mai le plafond d'envoi des transferts de fonds aux familles cubaines, jusqu'alors limité à 1 000 dollars par trimestre, a facilité les programmes de réunification familiale et augmenté les vols entre les États-Unis et Cuba. Une décision pragmatique pour tenter de sauver l'économie cubaine, mais contestée par les républicains, alors que La Havane a promulgué à la mi-mai un nouveau code pénal plus répressif pour les délits politiques. ■

## EN BREF

### Ukraine : 15 morts dans une frappe sur un immeuble

Les forces russes continuaient dimanche de pilonner l'est de l'Ukraine, faisant au moins 15 morts dans une frappe qui a ébranlé un immeuble d'habitation à Tchassiv Iar, selon les autorités ukrainiennes. La frappe s'est produite la nuit dans cette petite ville de quelque 12 000 habitants. Selon les secours, 24 personnes se trouvent encore sous les décombres, dont un enfant, tandis que cinq autres ont été sauvées des gravats. L'immeuble de quatre étages a été touché par un missile russe Ouragan, a précisé sur Telegram Pavlo Kyrlylenko, gouverneur de la région de Donetsk que l'armée russe cherche à conquérir.

### Afrique du Sud : 19 morts dans deux fusillades

Deux fusillades dans des bars en Afrique du Sud, où les assaillants semblent avoir tiré au hasard sur la clientèle, ont fait 19 morts dans la nuit de samedi à dimanche, selon un décompte de police.



# L'ART DE VOYAGER

NOUVEAU

- Globe-trotteur
- City-guide
- Carnet de route
- Repérage
- Escalé

Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

**148 PAGES**

**8€** 50 | EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



SPORT

# Djokovic reverdit toujours à Wimbledon

Le Serbe a retrouvé le chemin du succès dans son jardin anglais pour gagner un 21<sup>e</sup> titre en Grand Chelem.

ROMAIN SCHNEIDER  
@romainschnei600  
ENVOYÉ SPÉCIAL À LONDRES

**TENNIS** Cette année a marqué la suppression du *Sunday closed* (le premier dimanche chômé) mais certaines traditions, plus récentes, perdurent à Wimbledon. Pour la septième fois de sa carrière, la quatrième consécutive, Novak Djokovic a grignoté un brin d'herbe pour fêter une nouvelle couronne sur le Centre Court. Il a ajouté à son rituel un plongeon sur le gazon façon avion. Il plane plus que jamais sur le gazon londonien. Le 15 juillet 2018, alors que l'équipe de France de football était sacrée championne du monde en Russie, Wimbledon, le « temple du tennis », devenait terre de résurrection du Serbe, alors en plein doute. Depuis son abandon en quarts de finale de l'édition 2017, le chasseur de records est ainsi vaincu. Dans son antre, il s'est adonné sous un soleil de plomb son septième titre après 2011, 2014, 2015, 2018, 2019 et 2021 pour rejoindre Pete Sampras. Il n'est plus qu'à une longueur de huit cou-

ronnes de Roger Federer. « Je n'ai plus les mots pour dire ce que ce tournoi et ce trophée représentent pour moi, a-t-il commenté à chaud. C'est ce tournoi qui m'a donné envie de jouer, quand j'ai vu Pete Sampras gagner. C'est alors que j'ai demandé à mes parents de m'acheter une raquette. » Lors de la remise des prix, le battu Nick Kyrgios s'est enflammé : « Novak est un peu comme un dieu. J'ai l'impression d'avoir bien joué pourtant... »

### Showman torturé

Avec un 21<sup>e</sup> titre du Grand Chelem dans son escarcelle, le Belgrade dépasse le dieu du tennis Roger Federer (20) et se rapproche à une unité du record de l'autre légende vivante Rafael Nadal (22). Le champion de 35 ans le martèle : il veut entrer dans l'histoire, mais sans s'asseoir sur ses convictions. Le Covid-19 restant désormais son plus coriace adversaire dans sa quête de records. Puisque faute de vaccination - il a toujours exclu l'idée de passer par la case piqûre - il ne peut, pour l'heure, s'aligner à l'US Open fin août. Il avait été expulsé d'Australie en janvier



**Novak Djokovic acclamé par le public de Wimbledon après sa victoire en finale contre Nick Kyrgios. Le Serbe a remporté, dimanche, son septième titre sur le gazon londonien, le quatrième consécutif.**

ALASTAIR GRANT/AF

pour les mêmes raisons à l'issue d'un feuilleton romanesque. Wimbledon a, de son côté, banni les joueurs russes (en raison de l'invasion en Ukraine) mais pas les non-vaccinés... Battu en quarts à Roland-Garros par Nadal, « Nole », handicapé par un début d'année où il n'a joué que deux tournois en trois mois en raison de son statut vaccinal, a su remettre

les pendules à l'heure dans son royaume. S'il a cédé six sets tout au long de son parcours, il a semblé toujours avoir de la marge sur la concurrence. En finale, il a su étendre le flamboyant Kyrgios (4-6, 6-3, 6-4, 7-6) qui n'a pas démérité pour sa première à ce stade de la compétition en Grand Chelem. Le Serbe, lui, a fait parler son expérience lors de sa 32<sup>e</sup> finale

dans un tournoi du Grand Chelem (record absolu chez les hommes).

Le meilleur relanceur du monde a progressivement mieux lu le service de l' Australien (29 aces) et a été le plus costaud sur les points importants. Kyrgios, trop nerveux, a peut-être laissé passer la chance de sa vie, mais il a été à la hauteur de l'événement. Son immense talent et ses frasques auront marqué la quinzaine. Fascinant, exaspérant aussi parfois... À Wimbledon, il a insulté des juges de ligne, un arbitre, il a craché lors de son premier tour vers des spectateurs et a multiplié les provocations. Il a également fait le show (service à la cuillère entre les jambes gagnant) ou a encore mangé des sushis en pleine conférence de presse. Le showman torturé, qui aura beaucoup hurlé sur l'arbitre et sur son clan en finale, a rappelé surtout qu'il pouvait être un sacré joueur de tennis, notamment sur gazon.

De son côté, Djokovic chutera ce lundi à la 7<sup>e</sup> place du classement ATP, en raison de l'absence de points lors de cette 135<sup>e</sup> édition. Mais l'essentiel est ailleurs pour l'insatiable chasseur de records. ■

## Le tennis russe s'approprie le sacre de Rybakina

**Trop forte pour la Tunisienne Ons Jabeur, samedi, en finale de Wimbledon (3-6, 6-2, 6-2), Elena Rybakina est devenue la première Kazakhe à remporter un tournoi du Grand Chelem. Née à Moscou et longtemps coachée par l'ex-champion russe Andreï Chesnokov, la joueuse de 23 ans avait opté pour la nationalité kazakhe en 2018 afin d'être mieux soutenue sportivement et financièrement. « Je joue désormais pour le Kazakhstan,**

**je suis heureuse de représenter ce pays qui a cru en moi », a-t-elle confiée après son sacre. Cela n'a pas empêché Shamil Tarpichev de récupérer son succès dans une déclaration en forme de pied de nez. « Nous avons remporté Wimbledon », s'est félicité le président de la Fédération russe de tennis. En raison de la guerre en Ukraine, joueurs et joueuses russes et biélorusses avaient été interdits de gazon par les organisateurs du tournoi londonien.**



CLIVE BRUNS/KLU/GETTY IMAGES VIA AFP

# Pogacar et le Covid planent sur le Tour

Après neuf étapes, le Slovène surclasse une épreuve qui a déploré ses premiers cas de Covid-19.

JEAN-JULIEN EZVAN  
@JeanJulienEzvan  
ET GILLES FESTOR gffestor@lefigaro.fr  
ENVOYÉS SPÉCIAUX À CHÂTEL

**CYCLISME** Avant un triptyque alpin qui s'achèvera par l'ascension de l'Alpe d'Huez jeudi, le Tour de France va profiter d'une journée de repos, ce lundi à Morzine. Un moment de détente tout relatif, car la course a été rattrapée par la septième vague de Covid-19.

### Le Tour retient son souffle

Dimanche, un troisième coureur positif au Covid-19 a dû abandonner. Après le Norvégien Vegard

Stake Laengen (UAE), coéquipier du maillot jaune Tadej Pogacar, et le Français Geoffrey Bouchard (AG2R Citroën), Guillaume Martin, leader de Cofidis (14<sup>e</sup> avant son retrait), a été mis hors course alors qu'il ne souffrait d'aucun symptôme, à l'exception d'une gêne à la gorge. « L'indice CT de contagion (la charge virale, NDLR) représentait un danger pour les autres coureurs, les coéquipiers et le staff. Il a été décidé qu'il soit non partant », a justifié son manager Cédric Vasseur. Cette année, le protocole sanitaire permet à un coureur de rester en course malgré un test positif, à condition qu'il soit asymptomatique et après avoir reçu le feu vert d'un collège de médecins. Depuis le départ de l'épreuve au Danemark, les équipes pouvaient procéder à des tests à leur convenance. Dimanche soir et lundi, tous les athlètes sans exception et les encadrements d'équipe ont été soumis à des tests antigéniques menés, cette fois, par l'organisation de l'épreuve, ASO. Les résultats seront connus mardi matin. « Ces tests seront importants pour déterminer si l'outil de cas isolés ou d'un cluster », souffle Cédric Vasseur, assurant que son équipe avait fait le maximum pour éviter la propagation du virus (tests réguliers, port du masque, purificateurs dans les chambres). « On ne peut pas faire plus. Il a pu être contaminé par une gouttelette dans le peloton, a ajouté l'ancien coureur, soucieux. Il va peut-être falloir prendre des mesures plus strictes. » Recréer une bulle sanitaire comme en 2020 et 2021? Vendredi, Marc Madiot, le patron de Groupama-FDJ, y était favorable, tout en précisant : « Il est sans doute déjà trop tard. »

▶ **Pogacar et Van Aert écrasent la course**  
On ne voit qu'eux. Le maillot jau-



ne Tadej Pogacar (deux victoires d'étape à Longwy et à La Planche des Belles Filles) a porté la tunique de leader durant quatre jours. Le maillot vert Wout van Aert (deux victoires d'étape à Calais et à Lausanne) a également porté le jaune durant quatre jours. Le Slovène, qui vise un troisième Tour consécutif, épate par sa maîtrise physique, technique et émotionnelle. Après ce premier tiers de course mené ventre à terre, le leader de l'équipe UAE Team Emirates est passé à travers tous les pièges (le vent, les pavés, les chutes). « Il a tout du champion d'exception. Il a le mental, la froideur, la vista. C'est un coureur d'exception. Sur le physique, il est imbattable, mais les faiblesses de son équipe pourraient le mettre en difficulté », juge Philippe Mauduit, l'un des directeurs sportifs

Le maillot jaune, Tadej Pogacar, dimanche, au départ de la 9<sup>e</sup> étape entre Aigle et Châtel-Les Portes du Soleil. Le Slovène, qui vise un troisième Tour consécutif, épate par sa maîtrise physique, technique et émotionnelle.

de Groupama-FDJ. L'autre homme fort a des épaules plus carrées et partage l'art de s'exprimer sur de multiples terrains. « Wout est fou, complètement fou. Il est moitié homme, moitié moteur », s'était enflammé Primoz Roglic dans Marca à l'arrivée de la 4<sup>e</sup> étape quand le Belge avait terminé avec un magistral coup de force en solitaire. « Ce sont des extraterrestres. Je suis en admiration quand je vois Pogacar et Van Aert. Cette faculté à passer des journées devant, c'est magnifique », avance Yvon Ledanois, directeur sportif de l'équipe Arkéa-Samsic.

### Les Français en position d'attente

À l'heure du premier bilan, David Gaudu (5<sup>e</sup> à l'38) et Romain Bardet (6<sup>e</sup> à l'39) sont, après 9 étapes, là où ils voulaient être. Le Breton de la formation Groupama-FDJ reste focalisé sur l'objectif podium sur les Champs-Élysées. L'Auvergnat avance sans se projeter. À la sortie des Alpes, il en saura probablement plus sur ses capacités, lui qui est déjà monté sur le podium du Tour (2<sup>e</sup> en 2016, 3<sup>e</sup> en 2017). David Gaudu (3<sup>e</sup> à Longwy) a, bien entouré, couru avec beaucoup de justesse. Le duo tricolore est prêt à relever les défis qui vont se dresser (dont une trilogie redoutée dans les Alpes qui pourraient être écrasées de chaleur). Les Français ont essayé de se glisser dans des échappées (Anthony Perez, Cyril Barthe, Pierre Rolland), Thibaut Pinot a attaqué dimanche et Hugo Hofstetter a placé sa pointe de vitesse dans les sprints (10<sup>e</sup> à Nyborg, 8<sup>e</sup> à Sonderborg). « Il n'y a pas beaucoup de place. De moins en moins. C'est le nouveau cyclisme, une façon de courir. Chacun va chercher ce qu'il peut aller chercher et doit aller le chercher. Même les miettes sont importantes », insiste Yvon Ledanois. ■

## Jungels a résisté à Pinot

Le Luxembourgeois Bob Jungels (AG2R-Citroën) a remporté dimanche la neuvième étape au terme d'un impressionnant numéro en solitaire. À l'attaque à dix kilomètres de l'arrivée, le Français Thibaut Pinot (Groupama-FDJ) a échoué de peu (4<sup>e</sup>). Le Slovène Tadej Pogacar (UAE), en tête du groupe des favoris, conserve le maillot jaune. 9<sup>e</sup> étape, Aigle-Châtel-Les Portes du Soleil (192,9 km) Jungels (Lux/AG2) en 4h46'39"; 2. Castroviejo (Esp/INE) à 22"; 3. Verona (Esp/MOV) à 26"; 4. Pinot (Fra/GFJ) à 40"; 5. Pogacar (Slo/UAE) à 49"... Classement général : 1. Pogacar (Slo/UAE) 33h43'44"; 2. Vingegaard (Dan/JUM) à 39"; 3. Thomas (G-B/INE) à 1'17"; 4. Yates (G-B/INE) à 1'25"; 5. Gaudu (Fra/GFJ) à 1'38"...

G.F.

## ZOOM

### Formule 1: Leclerc renoue avec le succès en Autriche

Vainqueur à Spielberg (Autriche) dimanche, Charles Leclerc a mis fin à une série noire de sept Grands Prix sans succès cette saison. Sur les terres de son écurie Red Bull, Max Verstappen a dû se contenter de la 2<sup>e</sup> place devant Lewis Hamilton, 3<sup>e</sup> au volant de la Mercedes. Le Néerlandais conserve la tête du Championnat du monde avec 38 points d'avance sur Leclerc, son nouveau dauphin. « J'avais vraiment besoin de cette victoire après ces moments difficiles », a confié, soulagé, le pilote de la Scuderia, en proie à des soucis d'accélérateur en fin de course. Son coéquipier, Carlos Sainz, a abandonné (moteur en feu) alors qu'il se trouvait en 3<sup>e</sup> position. Esteban Ocon (Alpine) se classe 5<sup>e</sup>, loin devant l'autre Français, Pierre Gasly (16<sup>e</sup>, AlphaTauri).

## EN BREF

### Rugby: Le XV de France au sommet

À quatorze mois de la Coupe du monde disputée à domicile (8 septembre-28 octobre 2023), le XV de France apparaît ce lundi au sommet de la hiérarchie de World Rugby. Les hommes de Fabien Galthié, qui ont remporté leurs deux tests d'été au Japon, devançant l'Irlande et l'Afrique du Sud. C'est la première fois que la France est n°1 de ce classement créé en 2003.

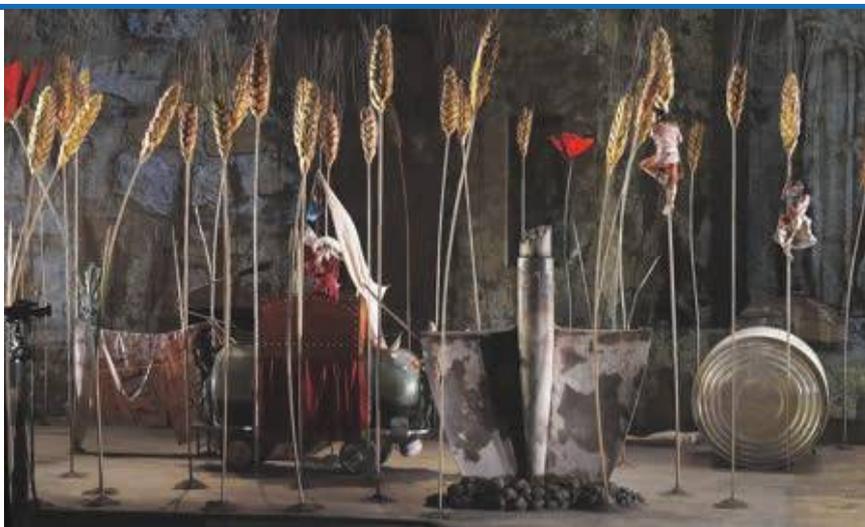
### Judo: revollà Riner

Un an après sa dernière apparition sur les tatamis aux JO de Tokyo (bronze en individuel, or par équipe), Teddy Riner a réussi son retour à la compétition en remportant, dimanche, le Grand Slam de Budapest.

14 | CULTURE

# Un amour d'elixir aux Chorégies d'Orange

Ovationné par le public, «L'elixir d'amore», de Donizetti, a ouvert le festival dans une version idéale de fraîcheur.



THIERRY HILLÉRITEAU @thilleriteau  
ENVOYÉ SPÉCIAL À ORANGE (VAUCLUSE)

**OPÉRA** C'est un jardin extraordinaire. Avec ses épis de blé et ses coquelicots géants. Sa pelle plantée en terre, droite comme le manche qui lui manque. Ses jouets d'enfants perdus dans le gazon, aux pieds d'une roue de tracteur qui a fait son temps, tout comme eux. En fond de scène, par le truchement du mapping vidéo, c'est toute une faune sauvage qui traverse le plateau de cour à jardin à la queue leu leu. Familles de batraciens aqueux. Sympathiques rongeurs à longue queue. C'est ce peuple de lilliputiens qu'on croirait tout droit sorti de chez Cronach tout droit sorti de chez Jona-Znaur Swift, ou des *Minimoy*, de Luc Besson. Avec leurs casques en coquille de noix. Leurs lances en mikado. Leurs bassines faites de dé à coudre. Leurs maisons en boîte de conserve recyclées. Leur bouteille de vin transformée en gallion roulant...

Voilà le décor planté. *L'elixir d'amore* tel qu'imaginé par Adriano Siniiva il y a dix ans pour l'opéra de Lausanne n'est pas le genre de mise en scène à faire se dresser

les cheveux sur la tête. Encore moins à les faire pousser à l'intérieur. C'est de la mise en scène 100% plaisir immédiat. De la culture en circuit court : direct du champ (visuel et auditif) à l'assiette de nos émotions. Du bouffe à envoyer valser les ascètes. Et c'est exactement ce qu'il fallait aux Chorégies d'Orange, ce 8 juillet. Non que ce *melodramma giocoso* qu'est *L'elixir d'amore*, flirtant sans cesse entre bouffe et épanchements romantiques, soit un titre rare. Mais il n'avait encore jamais été donné aux Chorégies. Or, en le programmant cette saison, le directeur du festival, Jean-Louis Grinda, prenait un pari : celui que le public d'Orange, plus habitué aux *Carmen* ou aux grands Verdi, pourrait aussi succomber aux charmes d'un bel canto souvent mis à rude épreuve par le plein air. Pari pleinement réussi. D'autant que, à en juger par les réactions parfois incroyables de bon nombre de spectateurs à chaque rebondissement de l'intrigue, il y a fort à parier que beaucoup n'avaient jamais vu l'ouvrage ailleurs non plus. Sans doute les aurions-nous quelque peu jalouxés, si la mise en scène de Siniiva n'avait réussi plus

d'une fois ce tour de force, nous faisant retomber en enfance, de nous convaincre que nous découvrions l'ouvrage pour la toute première fois...

Le défi, ce soir-là, était pourtant de taille pour chanteurs et musiciens. Pas que la chaleur, en ce vendredi soir, fut particulièrement harassante. Mais le mistral avait décidé de s'inviter au jardin comme rarement. Faisant souffler ses rafales à plus de 50 km/h jusque dans l'enceinte du théâtre antique. Jamais, de mémoire de festivalier, on n'avait entendu siffler le vent à ce point sur la scène du début à la fin. Faisant voler les robes et les partitions. Jouant allégrement avec les tiges géantes de Christian Taraborrelli. Les costumes délicieusement imaginatifs d'Enzo Iorio. Témérité des chanteurs, qui ne se sont pas démontés. Si Pretty Yende, qui créait l'événement par ses débuts aux Chorégies, sonnait en retrait, ses aigus conservent cette grâce arachnéenne qui fait, dès l'enivrant duo du premier acte *Chiedi all'aura lusinghiera*, le charme de son Adina. La palme du charisme à Erwin Schrott, Dulcamara plus vrai que nature. Aussi convaincant dans la

**Donné pour la première fois aux Chorégies. L'elixir d'amore imaginé par Adriano Siniiva propose au public de la culture en circuit court, servi par un orchestre de Radio France idéalement à l'écoute.**

PHILIPPE GROMELLE / CHORÉGIES D'ORANGE

loghorrée virtuose et grandiloquente de l'air du charlatan, *Udite, udite, o rustic!*, que le registre naïf de l'arroseur arrosé du deuxième acte, convaincu des vertus de son faux élixir. En Belcore bouffi de mâles prétentions, le baryton polonais Andrzej Filonczyk, 27 ans, voix solide et pleine, venue de l'Opéra Studio de Zurich, s'annonce comme un talent à suivre. Même si sa projection ne lui permet pas toujours de rivaliser avec les vils alizés.

«Bis!»

Filonczyk partageait l'affiche il y a quelques semaines, à Bastille, avec le ténor René Barbera dans la reprise du *Barbier* mis en scène par Micheleto. Il aurait dû le retrouver face à lui à Orange en Nemorino, si la reprise épidémique du Covid n'était venue jouer les trouble-fête. Appelé en remplacement au pied levé, le Sardo Francesco Demuro montre qu'il en a sous la semelle. Malgré une projection plus d'une fois mise à mal par le mistral, son timbre soyeux et l'infinité délicatesse de son chant ont envoûté le public au moment tant attendu de la romance du duo (*Una furtiva lagrime*). Au point que ce dernier,

fait rarissime à Orange, s'est écrié comme un seul homme, à plusieurs reprises : «Bis!» Dans un geste tout en discrétion et bienveillance, le chef lui a demandé de la paume de la main s'il souhaitait s'exécuter. Demuro a interrogé les musiciens à son tour... Et tous d'exaucer les vœux de la foule, obligeant Pretty Yende à ressortir de scène le temps qu'il reprenne son air.

Accompagnant ce moment de grâce avec une délicatesse et un caractère infini, le premier basson solo Julien Hardy, bientôt rejoint par la clarinette délicieusement ductile de Magali Mosnier, acheva de nous convaincre que l'héroïsme, ce soir-là, se trouvait autant dans la fosse qu'au plateau. Dirigeant avec clarté et beaucoup de finesse un orchestre philharmonique de Radio France idéalement à l'écoute (précision des cors, soyeux des cordes), le jeune chef des Abruzzes Giacomo Sagripanti déroula du début à la fin, devant les chanteurs solistes, comme les choristes (de belle tenue) d'Avignon et Monte-Carlo, un tapis magique... De souplesse et de nuance. ■

Diffusion sur France 5 le 22 juillet à 21 heures. Chorégies d'Orange : jusqu'au 6 août. www.choregies.fr

## Au Festival d'Aix, Pascal Dusapin ou l'éloge de la lenteur

Le compositeur français créé «Il viaggio, Dante», un «operatorio» hypnotique.

CHRISTIAN MERLIN  
cmerlin@lefigaro.fr  
ENVOYÉ SPÉCIAL À AIX-EN-PROVENCE

**CRÉATION** Le compositeur Magnus Lindberg a déclaré un jour : «Je ne compose pas de mouvements lents.» Pascal Dusapin, lui, pourrait dire : «Je ne compose que des mouvements lents.» Son dernier opéra, en tout cas, *Il viaggio, Dante*, qui vient d'être créé au Grand Théâtre de Provence, comporte sept tableaux qui sont autant d'adagios. Obsédé par Dante depuis longtemps, le compositeur français s'est fixé une mission délicate : concentrer la forêt vierge inextricable de la *Divine Comédie* en un voyage intérieur où enfer, purgatoire et paradis sont à aller chercher dans l'inconscient.



Le ténor Jean-Sébastien Bou et la mezzo Christel Loetzsch se partagent la distribution de Dante aux différents âges de sa vie.

13 juillet) pour évaluer si l'écoute seule permet de mieux percevoir les contrastes d'une partition avec laquelle le premier contact joue plutôt sur une forme d'hypnose, dans laquelle il faut bien reconnaître que nous nous sommes laissés entraîner sans résistance. D'autant que le chef Kent Nagano, qui retrouvait le très virtuose Orchestre de l'Opéra de Lyon un quart de siècle après en avoir été directeur musical, s'est magnifiquement approprié ce temps statique tout en clarifiant les agrégats sonores.

Si l'ennui est évité (parfois de justesse...), c'est aussi grâce à la

réalisation scénique de Claus Guth, qui a su créer des points d'appui narratifs en plongeant dans l'inconscient d'un homme d'aujourd'hui qui, blessé dans un grave accident de voiture, passe en revue les moments et rencontres saillants de son existence. Au centre, la figure fantasmée, pour ne pas dire fétichisée, de son éternel féminin, Beatrice. Pas de feux de l'enfer ou de monstres préhistoriques, mais des présences inquiétantes qu'une expression de visage ou un éclairage indirect suffit à rendre cauchemardesques. Riche idée que de distribuer Dante à deux solistes : Jean-

Sébastien Bou, qui semble décidément fait pour incarner les personnages sombres et torturés, et pour Dante jeune, la mezzo Christel Loetzsch, décidément fascinante. Les autres gravitent comme des fantômes, et l'on n'oublie pas les apparitions du toujours décoiffant Dominique Visse donnant corps à la voix des damnés. Si vous êtes tenté de conclure qu'il s'agit d'un oratorio plus que d'un opéra, ne craignez pas de vexer le compositeur : il revendique lui-même un «operatorio». ■

«Il viaggio, Dante», les 13, 15 et 17 juillet. www.festival-aix.com

### Dire le monde

Pour en épouser la lenteur hors du temps, le compositeur a privilégié les valeurs longues, pédales, tenues et à-plats qui créent une durée pure, dans laquelle on n'a d'autre choix que de s'installer. Sans aller jusqu'à parler de lumière, son écriture est moins sombre et chargée que dans ses ouvrages précédents, sans les entrecœurs de *Machbeth Underworld* et *Penthesilea*. Le risque de monotonie est compensé par la variété de l'écriture vocale, très différenciée selon les personnages, et portée par la beauté de la langue italienne. Le risque de statisme est induit par le projet même de Dusapin, pour qui l'opéra ne sert pas à raconter une histoire mais à dire le monde. Il est accentué par le livret, comme souvent trop littéraire, de Frédéric Boyer. Il sera intéressant d'écouter la retransmission sur France Musique (le

## Échecs en série à l'Archevêché

DÉCIDÉMENT, ce n'est plus dans la cour de l'Archevêché, lieu historique du Festival, que l'on peut voir les spectacles les plus marquants. Les deux ouvrages qui s'y jouent cet été, *Idoménée* de Mozart et *Moïse et Pharaon* de Rossini, ont pour point commun un sujet mêlant mythe et histoire où il est question d'un peuple asservi condamné à l'expatriation. Problème plus actuel que jamais, traité différemment par les metteurs en scène.

Peu familier d'opéra, le Japonais Satoshi Miyagi a réussi à décaféiner *Idoménée*. Le parallèle entre Troie et le Japon de 1945 évoque dans le programme ne sera pas éclairant pour justifier un spectacle consternant de statisme et d'inexpressivité, se contentant de percher les chanteurs sur des promontoires en faisant tourner des paravents éclairés de l'inté-

rieur (quand la machinerie veut bien marcher...). L'opéra se transforme en une succession d'airs chantés par des statues, si bien que l'on se désintéresse de personnages sans existence : éternel problème du rapport au temps. On s'est même surpris à avoir quelques absences pendant ce fastidieux concert en costumes...

### Abstraction naïve

De grandes beautés musicales malgré tout, grâce aux nuances incroyablement raffinées de la direction de Raphaël Pichon (le chœur!), au détriment toutefois de la sève théâtrale. Dès lors, les allègements infinis de Sabine Devieilhe paraissent une fin en soi, tout comme le beau timbre d'Anna Bonitatibus, la couleur de plus en plus barytonale de Michael Spyres devenant obstacle autant qu'atout. Il n'y a que l'Electra de Nicole Che-

valier et l'Arbace de Linard Vrielink, seuls à ne pas être statufiés, qui ont le droit d'émouvoir.

Après cette abstraction naïve, l'hyperréalisme de Tobias Kratzer dans *Moïse et Pharaon* apparaît presque comme un réconfort : on va nous raconter une histoire! Plus d'Hébreux et d'Égyptiens, mais les dirigeants en costume d'un pays riche qui ne savent que faire de réfugiés logés dans des tentes, avec à leur tête, un illuminé qui se prend pour Moïse. C'est un peu facile et anecdotique, mais lisible et crédible, culminant sur une vision très ironique du ballet en tutu comme divertissement pour des notables qui voient le monde s'enflammer sur les réseaux sociaux. Sans parler d'une fin éminemment provocatrice...

Spectacle plaisant mais seulement correct s'agissant du Salzbourg français. D'autant que, si

Michele Mariotti cisele magnifiquement sa direction rossinienne avec un Orchestre de l'Opéra de Lyon aux vents très subtils (mais un chœur fort mal chantant), cette fois le bel canto du «Grand Opéra» romantique n'est pas idéalement servi. Les aigus du ténor Pene Pati sont très tirés, la soprano Jeanine De Bique se révèle mal à l'aise dans ce répertoire avec sa voix métallique et trop serrée, seule la mezzo Vasilisa Berzhanskaya mettant le feu malgré un style improbable. En prophète, le vétéran Michele Pertusi n'a plus ses moyens d'antan, mais il compense par la noblesse et, enfin, une vraie connaissance du style. Bilan mitigé pour les deux productions 2022 à l'Archevêché. ■

«Idoménée», jusqu'au 22 juillet, «Moïse et Pharaon», jusqu'au 20 juillet. www.festival-aix.com

C.M.

# Un rêve d'Italie à Aix-en-Provence

Grâce à un partenariat exceptionnel noué avec la Neue Pinakothek de Munich, le Musée Granet donne à voir Rome à travers le prisme des artistes romantiques.

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE  
ebietryrivierre@lefigaro.fr

**ARTS** Une joyeuse scène de taverne attire l'œil au Musée Granet, à Aix-en-Provence. On trinquerait volontiers avec ce groupe de bambocieurs peint à Rome en 1824 par le Berlinois Franz Ludwig Catel. D'autant qu'il compte en son sein un prince : le futur Louis I<sup>er</sup> de Bavière, un amoureux des arts et de l'Italie qui, une fois monté sur le trône, fondera à Munich la richissime Neue Pinakothek.

Admirateur de Goethe, lequel s'extasiait une génération plus tôt devant « la capitale du monde », Louis avait acquis la villa Malta, sur la colline du Pincio. Il aurait séjourné près de vingt fois dans cet équivalent teuton de la villa Médicis, où il conviait par dizaines des amis peintres, Allemands de son âge, à parfaire leur art au contact des maîtres anciens et des ruines antiques. Et, bien sûr aussi, à nœcer dans la douce lumière méditerranéenne.

Aujourd'hui, comme la Neue Pinakothek se trouve fermée pour travaux au moins jusqu'en 2025, elle a accepté de prêter à Aix le noyau historique de ses collections. Celui qui ne sort jamais d'habitude. À savoir, les tableaux acquis personnellement par Louis. Une trentaine, majoritairement des paysages (mais aussi un exquis portrait de Felice Berardi d'Albano, jeune fille de 15 ans sublimée par August Riedel).

Cet ensemble d'un romantisme solaire se trouve complété de photographies anciennes : 81 tirages originaux extraits d'un fonds de 2000 vues de Rome et de sa campagne au XIX<sup>e</sup> siècle, acquis par la Neue Pinakothek en 2014. Enfin, des huiles de François Marius Granet (1775-1849), l'élève aixois de David, qui a légué au musée ses collections et son fonds d'atelier, se trouvent accrochées en regard.

Cette présentation s'avère parfaitement pertinente et harmonieuse puisque Granet a non seulement effectué un tour culturel et historique de l'Italie, mais aussi vécu au total plus de vingt ans dans la Ville éternelle. « *Celui devant les toiles duquel le jeune Cézanne s'est initié à sûrement côtoyé la diaspora allemande*, estime Bruno Ely, le directeur du lieu et commissaire. *Dans sa correspondance, Granet cite d'ailleurs Catel.* » Les uns comme les autres s'attardent devant le tombeau de Cecilia Metella, le château Saint-Ange,



ouvrent leur boîte de couleurs devant l'Aqua Claudia, le pont Nomentano ou les traces de la via Appia.

Signe de l'avènement des temps profanes, le Vatican n'apparaît que peu et toujours au loin. Johann Wilhelm Schirmer préfère camper le temple de la Sibylle à Tivoli dans un décor tourmenté. Carl Blechen produit une vue d'Assise monumentale mais depuis la base champêtre des contreforts du couvent San Francesco. En somme, l'Italie des artistes est l'Italie d'Auguste et de Virgile, non plus celle des papes.

Avec les grands formats, on découvre aussi des études de ciels exécutées avec une attention de météorologue avant l'heure. Horizons souvent d'un bleu pur mais qui, aussi bien, peuvent prendre des aspects tourmentés. Ernst Willers, Caesar Metz, Joseph Anton Koch nimbent ces nuées, comme ces paysages de

vieilles pierres, d'une profonde mélancolie. Se détache parmi eux Johann Christian Reinhart. Lui semble s'être fait une spécialité des promontoires rocheux propices à l'élévation, à la solitude. Plus sublimes, en définitive, que réalistes. C'est heureux, car en général le regard moderne voit de la manière dans la manière porcelainée allemande. Même les Nazarens, groupe jadis à l'avant-garde, paraissent surannés avec leurs tons clairs, leurs lignes pures, leur révérence sans distance au Pérugin et à Raphaël.

**Forum romanum et temple de Saturne, papier albuminé, de Tommaso Cuccini (vers 1855-1860).**

CLICHE CLAUDE ALMODOVAR / MUSEE GRANET, VILLE D'AIX-EN-PROVENCE

Voilà Marie et Elisabeth avec Jésus et saint Jean Baptiste du chef de file Friedrich Overbeck.

Comme ces confrères, Granet représenté sous tous les angles la Trinité-des-Monts, l'église d'Ognissanti ou la villa Ludovisi, jouant pareillement avec ces formes cubiques blondes. Parfois on croit voir là les prémisses de Corot. Il se caractérise toutefois par ses rendus d'intérieurs, ceux d'églises, de cloîtres ou de catacombes. De tels volumes s'avèrent propices à des trousés de lumière, signes du divin qu'il s'agit de rendre avec virtuosité.

« Les uns comme les autres s'attardent devant le tombeau de Cecilia Metella, le château Saint-Ange, ouvrent leur boîte de couleurs devant l'Aqua Claudia, le pont Nomentano ou les traces de la via Appia »

Saisi depuis une arcade, son Colisée envahi d'herbes folles, peuplé en guise de touristes de quelque portefaix à la sieste et de femmes en prière, fait un bel exemple. De même son église souterraine de San Martino ai Monti dont les salles voûtées, couvertes de moisissures, offrent une gamme de bruns et de verts idéale pour que saille à l'arrière-plan le détail d'un linceul blanc. Quant à son *Cheur des Capucins de la place Barberini*, œuvre ayant entériné son succès, Granet en a produit une vingtaine de versions. Sa fortune faite, une fois de retour dans sa Provence natale, il a acheté une bastide. ■

« Via Roma, peintres et photographes de la Neue Pinakothek de Munich », jusqu'au 2 octobre au Musée Granet, Aix-en-Provence. Catalogue Liénart 192 p., 29 €. Tél. : 04 42 52 88 32. www.musee-granet-aixenprovence.fr

## Plossu, photographe dans les pas de Granet

RIEN de baroque chez le discret Bernard Plossu, photographe sans surenchère esthétique auquel le musée d'Aix a donné carte blanche. Il a puisé dans son œuvre, réalisée de 1979 à 2017, pour reconstituer un voyage sur les traces de Granet en Toscane, sur le littoral génois et enfin à Rome. Aux cimaises qui alternent tirages, pour la plupart inédits et en noir et blanc, et lavis d'encre noire ou sépia extraits des carnets du peintre, les motifs sont souvent les mêmes. Et l'amour pareillement intense.

Voici des murs vénérables mais anonymes, des angles de toits ou d'escaliers dessinant de lignes harmonieuses, étiarant des ombres comme chez Chirico, et jouant avec les textures de leur matière. Et encore : voici des persiennes entrouvertes, des clochers de guingois, une mosaïque négligée, des fragments épars. Jusqu'à une tour médiévale comme engagée dans un grillage de chantier. Jusqu'à un tramway qui passe devant une pyramide, comme chez Pasolini. Ces motifs résultent de constructions jadis grandioses, aujourd'hui patinées ou abîmées par les siècles, mais toujours en usage ce qui fait leur charme.

Faux promeneur équipé léger, travaillant toujours à l'argentique et au 50 mm, l'objectif à tout faire, celui qui se rapproche le plus de la vision humaine, Plossu a laissé venir à lui ces seuils de ville, à commencer par ceux de la Ville éternelle. Et, plus loin, il a écouté les élégies d'un Latium devenu banlieue. Ce n'est pas son genre d'entrer dans les palais, d'arpenter les églises chapelle après chapelle. Pour lui, colonnes et frontons ou vrages ne valent pas eux-mêmes. Seul compte l'atmosphère, ce chapitre d'ensemble typi-

quement italien auquel participe le piz-zaïolo autant que le prélat - c'est en effet le même pavé qui est foulé. Au reste, quartiers, sentes, cours et arrière-cours et jusqu'à la campagne, tout ici est systématiquement désert. L'Italie s'offrant de cette manière plus complètement à sa contemplation. C'est d'ailleurs ce moment-là qui demeure sur la feuille.

### Un même état d'esprit

Entre l'aquarelliste aux 1200 pages conservées à Aix et Plossu, l'état d'esprit est donc fort comparable. Les cadrages se révèlent souvent très proches. Et dans tous les travaux aux formats et cadres similaires se lit le souci premier de la restitution de la lumière italienne.

Signalons seulement que les noir et blanc de Plossu peuvent toucher plus quand on sait qu'ils ont été tirés par sa compagne Françoise Nuñez, décédée récemment après plus de quarante ans de vie commune. Comme la Rome qu'ils donnent à voir, ils constituent donc à Aix une manière d'hommage, une forme de prière.

D'autres tirages disséminés dans les salles du musée Granet expérimentent la couleur. Cela à travers un procédé pigmentaire particulier, le tirage Fresson, découvert en 1967. Il donne un rendu granuleux doux, presque poudré. Par là Plossu, 77 ans, renvoie à la photographie pictorialiste du XIX<sup>e</sup> siècle et aux autochromes à fécule de pomme de terre des photographes-voyageurs d'Albert Kahn, le philanthrope fondateur des « Archives de la planète » en 1909 à Boulogne-Billancourt. ■  
É.B.-R  
« Italia discreta » au Musée Granet à Aix-en-Provence, 152 p., 29 août. Catalogue Filigranes, 152 p., 29 €.

NOUVEAU

LE FIGARO

PRÉSENTE

## Relevez le défi !

8 €
 ,50

**Masculin ou Féminin ?**

- a - acrostiche
- b - anagramme
- c - calligramme
- d - charade

**Complétez ces mots avec -ea ou -e.**

- a - allég...nce
- b - réfring...nce
- c - intransig...nce
- d - désoblig...nce

**Quelles phrases contiennent des pléonasmes ?**

- a - Nous avons reporté la réunion à une date ultérieure.
- b - Après avoir passé un an à Londres, elle parle couramment anglais.
- c - Les enfants ont fait des glissades dans les dunes de sable.

**ACTUELLEMENT EN VENTE**

CHEZ TOUTES LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET SUR [WWW.FIGAROSTORE.FR](http://WWW.FIGAROSTORE.FR)

Réponses : 1 / a - un acrostiche - b - une anagramme - c - un calligramme - d - une charade  
 2 / a - allég...nce - b - réfring...nce - c - intransig...nce - d - désoblig...nce  
 3 / a - nous nous reportons à une date ultérieure - b - après avoir passé un an à Londres, elle parle couramment anglais - c - les enfants ont fait des glissades dans les dunes de sable.

SYLVAIN REISSER sreisser@lefigaro.fr

**ESSAI** Aucun constructeur ne peut survivre à l'absence de nouveaux modèles pendant un quinquennat, hormis quelques animations dans ses gammes. Sauf Alfa Romeo, qui peut être considéré comme un modèle de résilience. Certes, on l'a connu plus vaillante mais, galvanisée par une nouvelle équipe dirigeante et l'injection d'argent frais provenant du groupe Stellantis, la marque au biscione peut désormais rêver à un avenir radieux. Validé jusqu'en 2030, le plan de la renaissance comporte un nouveau véhicule par an ou une animation de gamme importante. Le premier modèle électrique sera lancé en 2025, et, à partir de 2027, la marque italienne ne commercialisera plus que des véhicules zéro émission. Si le retour d'un coupé et d'un cabriolet avant la fin de la décennie n'est pas exclu, Alfa Romeo ambitionne surtout de compter dans l'univers des marques premium en privilégiant les modèles de grande diffusion au premier rang desquels figurent les SUV, la silhouette plébiscitée par les automobilistes du monde entier. Si un modèle de taille compact capable de rivaliser avec la Mini Countryman est prévu dans deux ans, l'actualité du jour prend la forme d'un SUV familial. Constituant une bouffée d'oxygène pour Alfa, le Tonale (prononcez « Tonalé ») paraît presque réchauffé. Le constructeur l'avait présenté sous la forme d'un concept au salon de Genève de 2019, c'est-à-dire quelques mois avant que les groupes Fiat et PSA ne songent à fusionner.

**Des codes rétro**

Un mariage et plusieurs confinements n'ont pas remis en cause le Tonale, mais ses parents ont néanmoins jugé nécessaire de pratiquer quelques ajustements esthétiques et techniques, ne serait-ce pour l'électrifier, ce qui n'était pas prévu initialement. À partir d'une plateforme éprouvée de Jeep Compass, dérivée elle-même d'une Fiat 500 X mais largement revue - voies élargies et structure rigidifiée -, le Tonale multiplie les clins d'œil à l'histoire de la marque milanaise. La face avant s'inspire de celle du fameux coupé SZ du début des années 1990 avec ses trois projecteurs carrés de chaque côté de la calandre triangulaire. De la 147 GTA, le SUV hérite des jantes « téléphone » à cinq trous. Quant à la découpe particulière de la lunette arrière, les stylistes assurent qu'elle renvoie à la légendaire 8C Competizione. Le résultat est un SUV qui ne manque pas de personnalité. Pour situer les choses, avec près de 4,53 m de long et 1,60 m de haut, le Tonale est l'un des plus longs et des plus bas de sa catégorie. Il dépasse le Peugeot 3008 de 80 mm en longueur mais rend 150 mm au Stelvio.

Le traitement de l'habitacle représente une minirévolution pour le constructeur et fait oublier l'ergonomie perfectible des intérieurs de Giulia et Stelvio. Si les alfistes de la première heure apprécieraient la forme oblongue

# Alfa Romeo Tonale, changement d'époque

L'Alfa Romeo Tonale multiplie les clins d'œil à l'histoire de la marque milanaise.

**Avec son dernier modèle, qui inaugure l'électrification, la marque italienne renonce à une partie de son identité, cédant à l'inéluctable SUV.**

## Sous le capot

Moteurs	
Cylindrée	1 469 cm <sup>3</sup>
Type	4-cyl. turbo essence
Puissance	160 ch à 5 750 tr/min +1 moteur électrique (15 kW)
Couple	240 Nm de 1500 à 3 000 tr/min
Transmission	
Type	Traction
Boîte	Auto. double embrayage à 7 vit.
Dimensions/poids	
L/l/h	4 528 x 1 841 x 1 601 mm
Coffre	500 litres
Poids	1 600 kg
Performances	
0-100 km/h	8,8 secondes
Vitesse	210 km/h
Consommation / émissions	
Mixte UE	5,7 l/100 km
CO <sub>2</sub>	130 g/km
<b>Prix</b>	<b>41 000 €</b>

d'antan de la casquette d'instrumentation, les adeptes du high-tech sauront l'adoption d'un écran numérique de 12,3 pouces personnalisable. Le conducteur aura le choix entre trois ambiances. Avec le mode « Heritage », les compteurs retrouvent les aiguilles et la typo du passé. Concernant le système multimédia, Alfa fait l'impasse sur une tablette intégrée, au profit d'un élément de 10,25 pouces plaqué contre la planche de bord. La circulation dans les menus est bien pensée et, c'est tant mieux, le Tonale n'a pas cédé à la tentation de supprimer les boutons de réglage de la climatisation et du chauffage. En termes de qualité perçue mais également d'équipements, le SUV italien s'aligne sur les standards du segment, recevant notamment six airbags, le freinage automatique d'urgence avec reconnaissance des piétons et des cyclistes, la détection de la somnolence, de la présence d'un passager ou d'un objet aux places arrière. La dotation peut s'enrichir de radars de détection de véhicules dans les angles morts et lors de la sortie d'une place en marche arrière, d'une caméra 360 degrés qui surveille les abords du véhicule et des systèmes de conduite autonome de niveau 2 associant le régulateur de vitesse adaptatif à la lecture des panneaux routiers et au maintien dans la voie. La vocation familiale du Tonale est validée par un volume de coffre de 500 litres et un espace arrière généreux, passé une accessibilité exigüe.

Le Tonale honore son blason : comme sur les derniers modèles de la gamme et chez Ferrari, le bouton de mise à feu est placé sur le volant. La suite cède au réalisme de notre époque. Dans notre



cas, il réveille non pas une mécanique à double arbre et double allumage mais un 4-cylindres 1,5 litre de 160 chevaux à hybridation légère 48 V. Une version dégonflée à 130 ch est proposée en entrée de gamme (à partir de 35 400 €), sans le turbo à géométrie variable. À noter que le constructeur a conservé un moteur électrique de 15 kW (20 ch) et 55 Nm de couple alimenté par une batterie de 0,77 kWh. Celle-ci ne se décharge jamais complètement. À la décélération, en dessous de 15 km/h, c'est à dire à l'approche d'un feu, il n'est pas rare de basculer en électrique. Les performances sont satisfaisantes mais la sportivité vantée par Alfa Romeo mériterait une amplitude de réglages du siège plus élevée, une direction plus consistante (retour d'effort trop léger) et une boîte double embrayage à 7 rapports plus rapide. En basculant sur le mode Sport du système DNA, on retrouve un peu de cette réactivité qui sied à un véhicule orné du biscione, mais c'est au détriment du confort, dé-

gradé sur une route bosselée. Quel que soit le mode, la suspension a gagné en fermeté par rapport à la Jeep. Avec la finition Veloce, l'amortissement devient adaptatif. On appréciera particulièrement de pouvoir désactiver en accès direct l'assistant de maintien dans la voie et disposer d'un freinage Brembo reposant sur des étriers fixes à quatre pistons. Par contre, le commodo des clignotants est situé trop près de la palette de gestion de la boîte de vitesses. De retour en ville, les manœuvres doivent composer avec un faible rayon de braquage. Au final, l'agrément n'atteint pas les références du marché. Un constat que viendra peut-être remettre en cause la version Q4 hybride rechargeable lancée début 2023. Développée sur la base du Compass électrifié, elle n'offrira pas moins de 275 ch et 62 km de rayon d'action électrique. Pour les entreprises, le Tonale devrait aussi disposer des versions 190 et 240 ch de l'américaine. ■

**NOTRE AVIS**

Le Tonale ne révolutionne pas sa catégorie, mais en s'attaquant pour la première fois de son histoire au segment le plus en vogue du marché, Alfa Romeo se dote de sérieux atouts pour mettre fin à sa traversée du désert. Pour rassurer les consommateurs, le constructeur va même jusqu'à porter la garantie à 5 ans ou 200 000 km. Elle se combine avec un carnet d'entretien numérique infalsifiable reposant sur la technologie NFT et contribuant à soutenir la valeur résiduelle du véhicule. Une première dans le secteur automobile. ■

# Piaggio MP3 530 hpe, des prestations élevées

Entièrement renouvelé, le dernier MP3 se rapproche d'une automobile par son contenu technologique.

**CONTACT** Piaggio ouvre un nouveau chapitre du MP3. En l'espace de seize ans, ce tricycle a révolutionné la mobilité individuelle, poussant près de 230 000 personnes, dont plus de la moitié en France à renoncer à l'automobile pour leurs déplacements quotidiens. Le nouveau véhicule est aujourd'hui entièrement renouvelé. Cela transparaît au premier coup d'œil avec un style plus expressif marqué par l'installation de feux à LED et des clignotants dans le carénage. Parmi les originalités de ce dessin, la plaque minéralogique intégrée à la bavette arrière s'expose à des dommages en étant placée aussi bas. Toujours ouvert aux titulaires du permis B (à condition de suivre une formation de 7 heures pour les nouveaux entrants), le nouveau MP3 se décline en deux versions : 400 et 530 cm<sup>3</sup> mais c'est avec le plus performant que l'on accède au meilleur de la technologie.

Clé mains-libres dans la poche, le monocylindre de 530 cm<sup>3</sup> s'ébroue après avoir allumé le contact via le bouton rotatif et appuyé sur le bouton démarreur. L'ordinateur de bord indique une autonomie de 260 km. Au régime de ralenti, le MP3 n'est pas exempt de vibrations. Tout rentre dans l'ordre dès les premiers mètres. Par rapport au 500 cm<sup>3</sup> qui l'a remplacé, le 530 hpe a bénéficié d'im-

Le tricycle italien Piaggio MP3 530 hpe s'adresse en priorité aux « commuters », ceux qui parcourent facilement 50 km par jour et effectuent essentiellement des trajets périurbains. SIMON PALFRADER



portantes modifications en vue de répondre à la norme Euro 5. Si la puissance n'évolue guère, le couple progresse pour atteindre 50 Nm à un régime inférieur. Il n'y a pas de petites économies : la suspension est allégée de 1,1 kg et le scooter perd 7 kg pour afficher 280 kg. C'est encore beaucoup, surtout en ville où sa maniabilité n'égale pas celle d'un deux-

roues. Mais, le tricycle italien s'adresse en priorité aux « commuters », ceux qui parcourent facilement 50 km par jour et effectuent essentiellement des trajets périurbains. Les accélérations vigoureuses, parcourir les 60 premiers mètres demandent 0,4 seconde de moins qu'avant, facilitent l'insertion sur les voies rapides. Les 110 km/h sont atteints rapidement et en tournant à fond la poignée des gaz, il sera possible de flirter avec les 145 km/h.

**Des aides à la conduite**

Trois modes sont à la disposition du conducteur. En Sport, la réponse à l'accélérateur est plus vélocé. Quand au mode Eco, il bride la puissance de 20 %. À haute vitesse, on ressent des mouvements dans le train avant mais sans que la tenue de cap en soit altérée. L'agrément général progresse notablement grâce à un niveau sonore abaissé, une suspension plus prévenante, une bulle teintée et plus volumineuse protégeant parfaitement du vent et à un confort d'assise amélioré. Le guidon a été reculé et relevé de 10 mm ; le plancher, plus large, a été abaissé de 20 mm et la selle a été redessinée. Autre plus : le tablier intégré des protège-genoux.

Ces évolutions, Piaggio a ajouté certains raffinements qui propulsent le

MP3 dans une nouvelle dimension. L'instrumentation repose sur un écran couleur TFT de 7 pouces, le plus grand du marché. Il offre une parfaite lisibilité et un joystick facile à manier, côté gauche du guidon, assure la navigation dans les différents menus. Avec l'application du constructeur, en connectant son smartphone en Bluetooth, on peut disposer de sa bibliothèque de musique, gérer ses appels téléphoniques mais aussi afficher au tableau de bord les indications de navigation d'un itinéraire planifié. Développé à partir de la finition Sport du 400, le 530 cm<sup>3</sup> innove, ajoutant des aides à la conduite inconnues jusqu'ici sur ce type d'engin. Le MP3 prévient, par une alerte visuelle sur l'écran, de la présence de véhicules dans les angles morts (jusqu'à 30 m). Ce système de sécurité est couplé avec l'assistant de changement de voie pour réduire un peu plus les risques de collision avec un véhicule en approche rapide. Enfin, le tricycle italien ajoute un régulateur de vitesse et une caméra de recul à la marche arrière. Nécessitant d'appuyer sur le bouton de démarrage, l'opération n'est pas exempte d'accidents. Pour acquiescer ce nouveau MP3 530, il vous faudra déboursier 12 999 euros, soit 2 000 euros de plus que le 400 Sport et l'ancien Eco. ■ **S.R.**

# TÉLÉVISION/MÉTÉO

## La rafle du Vel' d'Hiv' : une monstruosité française

Dans un documentaire saisissant, des survivants témoignent, quatre-vingts ans après le drame, de l'opération de collaboration qui fit près de 13 000 victimes.

BLAISE DE CHABALIER @dechab

**HISTOIRE** Comment une telle monstruosité a-t-elle pu être commise en France ?

Comment la rafle de près de 13 000 hommes, femmes et enfants juifs, a-t-elle pu être réalisée à Paris par la police française dirigée par René Bousquet, sous l'autorité du régime de Vichy ? Le documentaire inédit de David Korn-Brzoza *La Rafle du Vel' d'Hiv', la honte et les larmes*, qui s'appuie sur le livre de l'historien Laurent Joly (*L'État contre les juifs*, Éditions Grasset), raconte en détail l'impensable : l'arrestation de milliers d'innocents les 16 et 17 juillet 1942.

Les témoignages poignants de survivants, qui étaient enfants ou adolescents sous l'Occupation, permettent de s'ap-

procher au plus près de ce que fut cette rafle unique par son ampleur et son organisation, minutieuse. Ceci alors même, souligne le commentaire lu en voix off par Vincent Lindon, qu'une note émanant du chef de cabinet de Pétain montrait que le sort mortel réservé aux déportés était connu à Vichy.

L'engrenage fatal est déjà lancé quand les nazis ordonnent en octobre 1940 le recensement de la population juive. Plus de 150 000 personnes sont fichées à Paris par la police française. Les premières rafles de 1941 s'appuient déjà sur ces listes. Ces premières vagues d'arrestations ciblent les hommes étrangers. Au printemps 1942, avec l'arrivée du nouveau chef du gouvernement, Pierre Laval, la collaboration prend une nouvelle am-



Le 16 juillet 1942, 4 500 policiers sont réquisitionnés pour arrêter des familles juives.

tégrés et dont les enfants étaient le plus souvent français. Léon Fellmann, 17 ans à l'époque, vivait avec sa mère, sa sœur et ses deux frères quand la police les a arrêtés. « On a couru pour aller dans le grenier, mais ils sont allés nous rechercher jusqu'au septième étage », se souvient-il. En deux jours, 5 000 adultes sont conduits à Drancy et 8 000 parents avec leurs enfants au Vélodrome d'hiver.

### Moins de 200 rescapés

Âgée alors de 8 ans, Arlette Testyler raconte : « Les autobus arrivaient et nous déversaient. On nous attribuait un banc, enfin une marche en béton. » Annette Karjcer ajoute : « Rien à boire ni à manger. Des enfants pleuraient. Des cris, des cris... Une ambiance d'enfer. » Le 19 juillet, le Vel' d'Hiv' est évacué. Léon Fellmann, encouragé par sa mère, s'enfuit alors afin de ne pas monter dans un bus pour Drancy. « J'étais fort comme un Turc, je suis rentré dans un gendarme, je lui ai donné un coup de pied où vous savez », glisse l'évadé. Moins de 200 personnes, parmi les rafles des 16 et 17 juillet, parviendront à échapper à la mort en déportation. ■

pleur. Dans ce contexte est organisée la rafle du Vel' d'Hiv'.

« Ma mère était persuadée qu'il était impossible que les femmes et les enfants risquent quoi que ce soit en France », se

souvient Annette Karjcer, 12 ans en 1942. Pourtant, le 16 juillet au petit matin, 4 500 policiers sont réquisitionnés pour arrêter à leur domicile des familles entières de juifs étrangers parfaitement in-

**TF1**  
**21.10**  
**Camping Paradis**  
Série. Humoristique

Fra. 2019. Saison 11. Avec Laurent Ournac. 2 épisodes. Un couple, dont les familles ne partagent pas la même foi religieuse, se marie au camping. Des descendants apparaissent entre les deux familles.

**23.05** New York Unité Spéciale. Série. Policière. Comptes sur moi... - La ligne jaune - Cours très particulières.

**CANAL+**  
**21.10**  
**Two Summers**  
Série. Suspense

Blg. 2022. Saison 1. Avec Sanne-Samina Hanssen. 2 épisodes. Inédit. Entre Luk et les autres hommes de l'île, la confrontation semble inévitable. Romée va apprendre à ses amis une nouvelle qui peut tout changer.

**22.40** Threesome. Série. Dramatique. 4 épisodes. Inédit.

**G8**

**18.20** Touche pas à mon poste ! Divertissement. Best of. Inédit.

**21.15** Black Snake, la légende du serpent noir. Film. Comédie. Fra. 2019. Réal. : Thomas Ngijol, Karole Rocher. 1h22. Avec Thomas Ngijol. Inédit. Mordu au cou par un serpent, un amoureux de la sape devient un superhéros.

**22.50** Mission Pays Basque. Film.

**france.5**

**20.05** La Nus et un paradis fragile.

**21.00** Nus et cultetés. Documentaire. Fra. 2022. Réal. : Guillaume Mouton, Nans Thomassey, Benjamin Coadic. 2 épisodes. Toujours nus et sans argent Nans et Mouton partent de Saint-Raphaël sur la Côte d'Azur avec le rêve d'organiser un concert de piano au pied d'un glacier.

**22.40** C dans l'air. Magazine.

**france.2**  
**21.10**  
**Major Crimes**  
Série. Policière

EU. 2017. Saison 6. Avec Raymond Cruz. 2 épisodes. Inédit. Le cardiologue de Sharon lui propose deux possibilités : soit on lui implante un dispositif d'assistance cardiaque, soit c'est la transplantation. En attendant, elle doit rester hospitalisée, et ne souhaite pas que Mason l'apprenne.

**22.35** Major Crimes. Série. 4 épisodes.

**arte**  
**20.50**  
**Les plus belles années de notre vie**

Film. Drame. EU. 1946. Réal. : William Wyler. 2h43. Avec Dana Andrews. Trois Américains démobilisés à la fin de la Seconde Guerre mondiale reviennent dans leurs foyers. Ils reprennent contact avec la réalité quotidienne.

**23.35** Cela s'appelle l'aurore. Drame.

**W9**

**19.50** Le reste du monde : Romance à Ibiza. Série. Télé-réalité. Inédit.

**21.05** Astérix et la surprise de César. Film. Animation. Fra. 1985. Réal. : Gaëtan Brizzi, Paul Brizzi. 1h19. Astérix et Obélix livrent un combat impitoyable dans le Sahara pour délivrer deux de leurs amis, Falbala et Tragicomix

**22.25** Astérix chez les Bretons. Film.

**RMC**  
DÉCOUVERTE

**20.10** Casse-cash. Documentaire.

**21.05** Wheeler Dealers : réves à saisir. Documentaire. Mike Brewer et Marc «Elvis» Priestley aident l'officier Deepak à échanger sa Nissan Juke contre une Porsche Cayenne haut de gamme.

**22.55** Wheeler Dealers : réves à saisir. Documentaire.

**france.3**  
**21.10**  
**La rafle du Vel d'Hiv', la honte et les larmes**

Documentaire. Fra. 2022. Réal. : David Korn-Brzoza. 1h45. Inédit. A partir de recherches menées dans des archives inédites ou rarement explorées, ce film retrace la rafle du Vel d'Hiv' telle que l'ont vue Juifs pourchassés et policiers traqueurs.

**22.55** Les suppliques. Documentaire.

**6**  
**21.10**  
**Mariés au premier regard spécial Belgique**

Documentaire. Blg. 2022. 1h13. Episode 3. Inédit. Joël et Launie se rencontrent à la mairie. Julien et Elodie sont toujours sur leurs petits nuages au lendemain du mariage. Laurent et Séverine se préparent.

**22.35** Mariés au premier regard spécial Belgique. Documentaire.

**TMC**

**20.10** Quotidien. Divertissement.

**20.50** Football : Angleterre - Norvège. Euro féminin. Groupe A. En direct. Suivez des rencontres du Championnat d'Europe féminin de football, une compétition organisée par l'UEFA tous les quatre ans.

**22.45** Le mag de l'Euro. Magazine sportif. En direct.

**HISTOIRE**

**19.55** Enquête sur la peste noire. Documentaire. Réal. : Liam O'Riain.

**20.50** Enquêtes au Moyen Age. Documentaire. GB. 2013. Réal. : Jeremy Freeston. 2 épisodes. L'archéologue Tim Sutherland et son équipe de spécialistes font parler les morts du Moyen Age.

**22.20** Enquêtes au Moyen Age. Documentaire. Réal. : Jeremy Freeston.

**À LA DEMANDE**  
**NETFLIX**  
**Umbrella Academy**  
Saison 3

Série. Les Hargreaves se retrouvent dans une réalité temporelle altérée, dans laquelle sir Reginald a adopté six autres enfants à leur place, formant une équipe de super-héros fonctionnelle et populaire surnommée «The Sparrow Academy». Les deux groupes s'affrontent et les Hargreaves ne doivent leur victoire qu'à l'intervention de Vanya, qui libère une boule d'énergie pour vaincre les Sparrows. Très attendue, la saison 3 de «The Umbrella Academy» permet de retrouver les personnages attachants de cette famille hautement difonctionnelle, notamment Vanya, aujourd'hui Viktor, puisque le personnage révèle sa transidentité. Une réussite, particulièrement distrayante et inventive.

**FIGARO LIVE**

Aujourd'hui, lundi 11 juillet sur [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr)

→ 18 heures : « Points de vue » - L'émission de décryptage de l'actualité présentée par Vincent Roux. Avec Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive, pour décrypter l'actualité politique ; Gérard Kierzek, médecin urgentiste, pour faire le point sur le Covid ; et Julien Colliat, auteur de *L'Art de moucher les fâcheux* (Cherche Midi).

**APPLICATION FIGARO JEUX**

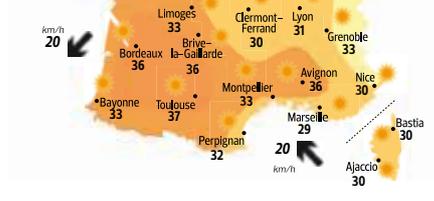
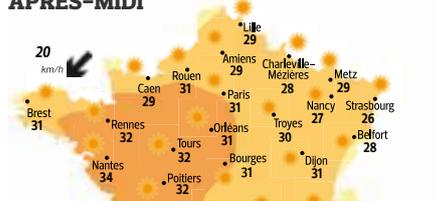
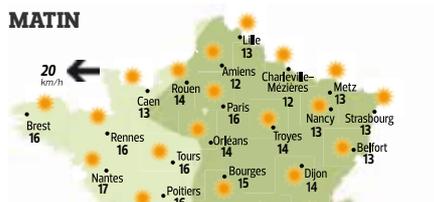
Verticale 8 : Sa liberté est exemplaire mais peut rester confiné dans une chambre

**AIR**

Téléchargez l'application **FIGARO JEUX**

Découvrez ou retrouvez les jeux exclusifs du Figaro. L'intégralité de Figaro jeux est incluse dans les abonnements Premium et Premium+.

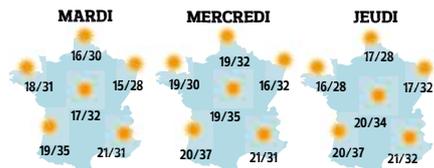
ÉPHÉMÉRIDE St-Benoît  
Soleil : Lever 05h59 - Coucher 21h52 - Lune croissante



T (en °C) -10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à 40

**LE TEMPS AILLEURS...**

ALGER	21/27	AMSTERDAM	15/24	ATHÈNES	21/30
BARCELONE	22/31	BELGRADE	14/25	BERLIN	12/22
BERNE	12/26	BRUXELLES	13/27	BUDAPEST	13/24
COPENHAGUE	14/22	DUBLIN	15/25	LISBONNE	20/32
LONDRES	19/29	MADRID	24/37	PRAQUE	13/21
RABAT	19/30	ROME	19/32	TUNIS	22/31



la chaîne météo **lachainemeteo.com**  
Par téléphone : **3201** LIVE 24/24 Sur L'APPLI GRATUITE CANAL+ La Chaîne Météo



# LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13h les dimanches.

**Courriel**  
carnetdujour@media.figaro.fr

**Téléphone**  
01 56 52 27 27

sur notre site  
carnetdujour.lefigaro.fr

**Tarif de la ligne € TTC :**  
Du lundi au jeudi 25 € jusqu'à 25 lignes  
23 € à partir de 26 lignes  
Vendredi ou samedi 28 € jusqu'à 25 lignes  
26 € à partir de 26 lignes  
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Naissances,	Signatures,
Adoptions,	Dépôts
Baptêmes,	retraite,
Fiançailles,	Vœux,
Mariages,	Deuils,
Anniversaires,	Condoléances,
Centenaires,	Remerciements,
Fête des Mères,	Souvenirs,
Fête des Pères,	Messes et
Saint-Valentin,	anniversaires,
Noces,	diverses,
Communications	Offices religieux,
diverses,	Prise d'habit,
Conférences,	Jubilé,
Thèses,	Jubilé sacerdotal,
Portes ouvertes,	Ordination,
Distinctions,	Vœux
Nominations,	monastiques.
Commémoration,	

Reprise des annonces sur :  
carnetdujour.lefigaro.fr  
www.dansnoscoeurs.fr

**deuils**

Versailles (Yvelines).

Max d'Amonville, son frère, Pierre, Elisabeth, Bertrand et Sophie d'Amonville, ses enfants, Julie Babin d'Amonville, Manon, Théo et Claire d'Amonville, ses petits-enfants, Claire Sarrazin, son arrière-petite-fille,

font part du rappel à Dieu de

**M. Jean d'AMONVILLE**

le 6 juillet 2022, à l'âge de 94 ans, à Versailles.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Louis, à Versailles, le mercredi 13 juillet 2022, à 15 heures, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale, au cimetière Saint-Louis.

Viscosine, Orion et Garance, ses enfants,

Cassandre, Ulysse, Arwen, Adam et Alba, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Bernard ANGLADE**

survenu le 5 juillet 2022.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Denis-du-Sud-Sacrament, à Paris (3<sup>e</sup>).

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.  
viscosine@gmail.com

Marine et Raphaël de Talhouët, ses enfants, Aliénor, Côme et Baudouin de Talhouët, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

**Yves GRANGE**

le 10 juillet 2022, à Vannes.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 juillet 2022, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Vannes.

Paris (14<sup>e</sup>).

Laurent et Catherine Hirtz, Isabelle et Hervé Lozach, Antoine et Francesca Hirtz, Catherine et Peter Worsley, Christophe et France Hirtz, Paul et Christine Hirtz, ses enfants,

ses 18 petits-enfants et ses 2 arrière-petites-filles

font part du rappel à Dieu de

**Mme Agnès HIRTZ**  
veuve de  
**M. Jean-Marie Hirtz**

le 8 juillet 2022, à l'âge de 90 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, à Paris (6<sup>e</sup>), le mercredi 13 juillet 2022, à 14 h 30.

Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Axelle Heidsieck,

Carl, Kilian, Mathias, ses fils,

Jean-François et Hélène de Montjou, Pierre et Isabelle de Montjou, François et Marie-Noëlle Filhol, Louis de Montjou (†), Martine de Montalivet, Xavier et Bernadette Favereau, ses frères et sœurs et leurs conjoints, ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

**Bruno HOCQUART de TURTOT**

survenu le 7 juillet 2022, à l'âge de 76 ans, à Boulogne-Billancourt.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Thérèse, 62, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne-Billancourt, le mercredi 13 juillet, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, à 16 h 30.

Le supérieur provincial des eudistes, le père Jacques Couturier, eudiste, son frère, toute sa famille et les eudistes de France recommandent à vos prières le

**père François COUTURIER** eudiste,

rappelé à Dieu le 6 juillet 2022, à l'âge de 98 ans, dans la 73<sup>e</sup> année de son ordination presbytérale.

Il a servi l'évangile en France et en Côte d'Ivoire (1964-1988).

La cérémonie religieuse aura lieu ce lundi 11 juillet, à 11 heures, en l'église de Bains-sur-Oust (Ile-et-Vilaine), suivie de l'inhumation au cimetière de La Roche du Theil.

Paris (15<sup>e</sup>).

Marie-Antoinette Prince-Demartini, son épouse, François, Philippe et Sophie, ses enfants, Mathilde, Héléna, Nicolas, Aurèle, ses petits-enfants, Sylvie, Alain, René, sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Paul PRINCE** pharmacien,

survenu le 7 juillet 2022, à l'âge de 85 ans.

Annette et Francis Blind, Claudine et Olivier Hamel, Jean-Sylvain et Emmanuelle Schneider, ses enfants,

Mathieu et Alwena, David et Mikako, Lucie et Sébastien, Clémence, Juliette, ses petits-enfants,

Tristan et Solal, ses arrière-petits-fils,

Mme Jeannine Maurice, sa sœur,

et toute sa famille ainsi que Annie et Mariana

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Claude SCHNEIDER** officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance,

survenu le 5 juillet 2022, dans sa 101<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 juillet, à 15 heures, en l'église de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), suivie de l'inhumation au cimetière.

Mme Patrick Schultz, née Jeannine Allain, sa mère, Hughes et Sophie Schultz, son frère et sa belle-sœur, Dimitri (†), Gabriel, Victoire, Maximilien, ses neveux et nièce, Bruno et Brigitte Schultz, son parrain et sa tante, et toute la famille

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès accidentel de

**Eric SCHULTZ**

Il a rejoint son père Patrick (†) et son frère Olivier (†).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 juillet 2022, à 10 h 30, en la chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue d'Auteuil, Paris (16<sup>e</sup>).

Geoffroy et Stéphanie de Kerdel, Hélène de Kerdel et Jean-Marie Giannettini, Stanislas et Alice de Kerdel, ses enfants,

Edouard, Thibault, Sixte, Sasha, Inès et Arthur, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de la

**vicomtesse Guy-Vincent AUDREN de KERDEL** née Marie d'Hennezel du Mesnil,

le 5 juillet 2022, dans sa 72<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 juillet, à 14 h 30, en l'église de Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor), suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Roch d'Étables-sur-Mer.

Paris (16<sup>e</sup>).

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

**Françoise de PERTHUIS de LAILLEVAULT**

survenu le 4 juillet 2022, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue d'Auteuil, à Paris (16<sup>e</sup>), le mardi 12 juillet 2022, à 10 h 30.

Paris (15<sup>e</sup>).

Marie-Antoinette Prince-Demartini, son épouse, François, Philippe et Sophie, ses enfants, Mathilde, Héléna, Nicolas, Aurèle, ses petits-enfants, Sylvie, Alain, René, sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Paul PRINCE** pharmacien,

survenu le 7 juillet 2022, à l'âge de 85 ans.

Annette et Francis Blind, Claudine et Olivier Hamel, Jean-Sylvain et Emmanuelle Schneider, ses enfants,

Mathieu et Alwena, David et Mikako, Lucie et Sébastien, Clémence, Juliette, ses petits-enfants,

Tristan et Solal, ses arrière-petits-fils,

Mme Jeannine Maurice, sa sœur,

et toute sa famille ainsi que Annie et Mariana

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Claude SCHNEIDER** officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance,

survenu le 5 juillet 2022, dans sa 101<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 juillet, à 15 heures, en l'église de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), suivie de l'inhumation au cimetière.

Mme Patrick Schultz, née Jeannine Allain, sa mère, Hughes et Sophie Schultz, son frère et sa belle-sœur, Dimitri (†), Gabriel, Victoire, Maximilien, ses neveux et nièce, Bruno et Brigitte Schultz, son parrain et sa tante, et toute la famille

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès accidentel de

**Eric SCHULTZ**

Il a rejoint son père Patrick (†) et son frère Olivier (†).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 juillet 2022, à 10 h 30, en la chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue d'Auteuil, Paris (16<sup>e</sup>).

Loches (Indre-et-Loire).

Hervé et Grégory, ses fils, Catherine, sa belle-fille, Hadrien, Gaspard, Hyppolite et Hector, ses petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Nicole JEGOU-BASCHET**

survenu le 7 juillet 2022, à l'âge de 89 ans, à Loches.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la collégiale Saint-Ours, cité Royale, à Loches, le mercredi 13 juillet 2022, à 15 heures.

Elle rejoint Alain, son mari, et Thierry, son fils.

Cet avis tient lieu de faire-part.

171, boulevard Perere, 75017 Paris.  
85, rue de Rivoli, 75001 Paris.

Limoges. Paris. Cannes.

Christine, son épouse, ses enfants, petits-enfants et son arrière-petit-fils

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**M. Pierre SÉCHAUD** commandeur de l'Ordre national du Mérite, conseiller honoraire du commerce extérieur, cofondateur de l'ingénierie Séchaud et Bossuyt,

survenu dans sa 96<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 juillet 2022, à 11 heures, en l'église Sainte-Marie de Limoges, suivie de la crémation à 14 h 30, au crématorium de Landouge, à Limoges.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Daniel Tremblot de La Croix, née Marie-Christiane Thonnat, son épouse,

Vincent et Mireille, Antoine et Marie, Alexandre et Nancy, ses enfants et belles-filles,

Faël, Paty, Valentine et Baptiste, Clément, Arthur et Alice, Félix, Théodore et Pauline, ses petits-enfants, Blanca, son arrière-petite-fille,

ont la douleur de vous faire part du décès de

**Daniel TREMBLOT de LA CROIX** X 43 architecte DPLG,

survenu le 2 juillet 2022, à l'âge de 99 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, à Toulon, le mardi 12 juillet, à 9 h 30.

L'inhumation se déroulera au cimetière de Chappes (Aube), le mercredi 13 juillet, à 14 h 30.

Paris (15<sup>e</sup>).

Mme Jacques Vittoz, ses filles, Françoise et Annick, son épouse Diane Vittoz (†), le marquis de Kerouartz, ses filles, Albane et Yolaine, ses enfants, Lucas, Baptiste et Simon,

font part du rappel à Dieu du

**docteur Jean VITTOZ**

le 6 juillet 2022, à l'âge de 66 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lagorce (Ardèche), ce lundi 11 juillet, à 10 h 30.

Son fils Gilles, Marie Lisette, Elodie, Philippe, Charles, Louis et Olivia

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Simone WOOG** née Vagner,

survenu le 8 juillet 2022, dans sa 96<sup>e</sup> année.

Son inhumation aura lieu le mardi 12 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy. Rendez-vous à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris (15<sup>e</sup>).

Mme Jacques Vittoz, ses filles, Françoise et Annick, son épouse Diane Vittoz (†), le marquis de Kerouartz, ses filles, Albane et Yolaine, ses enfants, Lucas, Baptiste et Simon,

font part du rappel à Dieu du

**docteur Jean VITTOZ**

le 6 juillet 2022, à l'âge de 66 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lagorce (Ardèche), ce lundi 11 juillet, à 10 h 30.

Son fils Gilles, Marie Lisette, Elodie, Philippe, Charles, Louis et Olivia

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Simone WOOG** née Vagner,

survenu le 8 juillet 2022, dans sa 96<sup>e</sup> année.

Son inhumation aura lieu le mardi 12 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy. Rendez-vous à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**remerciements**

Son époux, Henry Poupon,

ses filles et leurs conjoints, Laure et Michel Beney, Véronique et Christian Deliry, Sophie Poupon, Nathalie Poupon et Jean-Luc Lacombe,

ses petits-enfants et leurs conjoints,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**Florence POUPON** née Recoussine,

le 2 juillet 2022, dans sa 90<sup>e</sup> année,

vous prient de trouver ici, leurs sincères remerciements.

Paris (16<sup>e</sup>).

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

**Françoise de PERTHUIS de LAILLEVAULT**

survenu le 4 juillet 2022, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue d'Auteuil, à Paris (16<sup>e</sup>), le mardi 12 juillet 2022, à 10 h 30.

Paris (15<sup>e</sup>).

Marie-Antoinette Prince-Demartini, son épouse, François, Philippe et Sophie, ses enfants, Mathilde, Héléna, Nicolas, Aurèle, ses petits-enfants, Sylvie, Alain, René, sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Paul PRINCE** pharmacien,

survenu le 7 juillet 2022, à l'âge de 85 ans.

Annette et Francis Blind, Claudine et Olivier Hamel, Jean-Sylvain et Emmanuelle Schneider, ses enfants,

Mathieu et Alwena, David et Mikako, Lucie et Sébastien, Clémence, Juliette, ses petits-enfants,

Tristan et Solal, ses arrière-petits-fils,

Mme Jeannine Maurice, sa sœur,

et toute sa famille ainsi que Annie et Mariana

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Claude SCHNEIDER** officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance,

survenu le 5 juillet 2022, dans sa 101<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 juillet, à 15 heures, en l'église de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), suivie de l'inhumation au cimetière.

Mme Patrick Schultz, née Jeannine Allain, sa mère, Hughes et Sophie Schultz, son frère et sa belle-sœur, Dimitri (†), Gabriel, Victoire, Maximilien, ses neveux et nièce, Bruno et Brigitte Schultz, son parrain et sa tante, et toute la famille

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès accidentel de

**Eric SCHULTZ**

Il a rejoint son père Patrick (†) et son frère Olivier (†).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 juillet 2022, à 10 h 30, en la chapelle Sainte-Bernadette, 4, rue d'Auteuil, Paris (16<sup>e</sup>).

Paris (15<sup>e</sup>).

Mme Jacques Vittoz, ses filles, Françoise et Annick, son épouse Diane Vittoz (†), le marquis de Kerouartz, ses filles, Albane et Yolaine, ses enfants, Lucas, Baptiste et Simon,

font part du rappel à Dieu du

**docteur Jean VITTOZ**

le 6 juillet 2022, à l'âge de 66 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lagorce (Ardèche), ce lundi 11 juillet, à 10 h 30.

Son fils Gilles, Marie Lisette, Elodie, Philippe, Charles, Louis et Olivia

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Simone WOOG** née Vagner,

survenu le 8 juillet 2022, dans sa 96<sup>e</sup> année.

Son inhumation aura lieu le mardi 12 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy. Rendez-vous à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris (15<sup>e</sup>).

Mme Jacques Vittoz, ses filles, Françoise et Annick, son épouse Diane Vittoz (†), le marquis de Kerouartz, ses filles, Albane et Yolaine, ses enfants, Lucas, Baptiste et Simon,

font part du rappel à Dieu du

**docteur Jean VITTOZ**

le 6 juillet 2022, à l'âge de 66 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lagorce (Ardèche), ce lundi 11 juillet, à 10 h 30.

Son fils Gilles, Marie Lisette, Elodie, Philippe, Charles, Louis et Olivia

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Simone WOOG** née Vagner,

survenu le 8 juillet 2022, dans sa 96<sup>e</sup> année.

Son inhumation aura lieu le mardi 12 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy. Rendez-vous à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**« Soixante-dix ans d'excellence »**

Pour être installés devant les Invalides, l'Ouragan, avec son nez ouvert et sa voile « en position basse », et le Rafale, au fuselage si particulier, ont dû être démontés puis remontés. L'opération a nécessité des convois exceptionnels et plusieurs jours de travail.

## exposition

### « De l'Ouragan au Rafale » : l'hommage de l'armée de l'air à un savoir-faire industriel



Devant l'Ouragan (de gauche à droite) : Marie-Hélène Habert, Eric Trappier, Laurent Dassault, Hélène Meilhan (fille d'Olivier Dassault) et Thierry Dassault. SERGE DULUD

**NICOLAS BAROTTE**  
@NicolasBarotte

Vendredi soir, à l'ombre du dôme des Invalides, deux avions emblématiques construits par Dassault, le MD 450 Ouragan n° 297 et le Rafale B01, sont installés sur le parvis. Au sol, les deux avions encadrent l'allée centrale. Soudain la Patrouille de France surgit avec dans son sillage son panache tricolore. Pour l'inauguration de l'exposition « De l'Ouragan au Rafale », l'armée de l'air n'a pas ménagé ses efforts ni l'effet de surprise pour ses invités. L'exposition sera visible jusqu'au 18 septembre dans les jardins nord de l'Hôtel. Elle raconte soixante-dix ans de partenariat militaire et industriel entre l'État et Dassault.

Le MD 450 est normalement conservé par l'Association Espaces Aéro Lyon Corbas, l'autre par la DGA. Les deux engins exposés illustrent un parcours industriel au service de l'armée française, « soixante-dix ans d'excellence », a dit le général Mille en narrant les grandes opérations menées depuis lors par l'armée de l'air, dont les missions souveraines de dissuasion. Entre l'Ouragan et le Rafale, les avions se nomment Mystère, Mirage ou encore Jaguar, des « noms qui font rêver », comme disait Marcel Dassault, le fondateur. L'Alpha Jet, qui équipe la Patrouille de France, a quant à lui été conçu en partenariat avec l'Allemagne. « Cet avion montre que nous pouvons coopérer avec l'Allemagne et qu'une coopération peut fonctionner quand elle répond à des règles simples et efficaces ! », a lancé Eric Trappier dans son discours, dans une allusion au projet franco-allemand d'avion de nouvelle génération Scaf, objet de négociations complexes et laborieuses avec Airbus. Le projet attend une impulsion politique pour redémarrer. « Point d'armée moderne et efficace sans avions de combat. Mais aussi point d'avions de combat sans une industrie performante », a résumé Eric Trappier. « La complexité est telle que, aujourd'hui, seuls trois ou quatre pays dans le monde, dont la France, savent maîtriser et réaliser un avion de combat en toute autonomie. La maîtrise de cette complexité est un lent apprentissage, un processus d'accumulation, de maturation et de transmission d'expérience d'une génération à l'autre. On ne s'improvise pas aviateur », a-t-il souligné avant de rendre hommage au savoir-faire de ses équipes et de leurs prédécesseurs. « Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».

**LE FIGARO**  
le carnet du jour

**UN SOUVENIR INOUBLIABLE :**  
Annoncez sa naissance dans le Carnet du Jour  
Téléphone : 01 56 52 27 27  
carnetdujour@media.figaro.fr

**LE FIGARO**  
le carnet du jour

**FILLE OU GARÇON ?**  
Notre sélection de prénoms  
Demandez le guide !  
prenoms@media.figaro.fr

L'arrivée annoncée des chars russes dans la capitale ukrainienne a entraîné la fermeture des hôtels. Un défi journalistique : trouver un refuge digne de ce nom !

PATRICK SAINT-PAUL @psaintpaul

QUATRE explosions déchirent la nuit glaciale de Kiev. Un chien aboie. Il est 5 h 07 ce jeudi 24 février. Vladimir Poutine vient de lancer son « opération militaire spéciale » en Ukraine. La veille encore, Patrick Chauvel, vétéran de toutes les guerres, photographiait des sculptures Ukrainiennes dans un night-club pour Paris Match. Nous dînions dans un restaurant géorgien bondé, à côté d'une famille fêtant un anniversaire. Cela fait plusieurs jours que des milliers de journalistes internationaux affluent à Kiev. Mais personne ne croyait que la guerre viendrait si vite.

Des sirènes retentissent. Un appel à descendre aux abris est lancé par les haut-parleurs de l'hôtel Radisson Blu City Center. Une équipe de télévision fend l'obscurité en voiture à la recherche des lieux des premières frappes. Quelques reporters, habitués des conflits, descendent dans la rue plongée dans le noir, à l'affût des premières réactions d'une capitale sous le choc, avant de revenir à l'hôtel recouper des informations par téléphone. Attablés au bar, Rémy Ourdan et Laurent Van der Stockt, du Monde, espèrent un café. Inquiet, le personnel évite les regards. Sidérés, les employés de l'hôtel consultent leurs proches au téléphone : rester ou fuir, face à la probable arrivée en ville des chars russes, perspective terrifiante pour ces europhiles convaincus ?

Des clients font déjà la queue devant le guichet de check-out de l'hôtel : des hommes d'affaires et des visiteurs qui ont jusqu'au bout refusé de croire à une invasion russe de grande envergure, des journalistes occidentaux, asiatiques ou moyen-orientaux... La veille encore ils dissertaient sur la guerre devant des caméras dans les rues de Kiev, mais ils n'ont pas signé pour une « aventure » plus brutale et à l'issue incertaine. Panique à bord au Guardian. Certains écrits du correspondant de guerre du quotidien britannique ont défilé à Moscou. Il se sait dans le viseur du Kremlin. Certain que son nom figure sur une liste de personnes à arrêter, il hésite à partir. Les rues de Kiev sont prises d'assaut par les crissements de roues. Ce ne sont pas encore les chars russes, mais une armada de valises à roulettes. Les Kiéviens fuient leur capitale. Il est 10 heures du matin. La plupart des commerces et hôtels ainsi que tous les restaurants ont tiré le rideau.

Le Radisson Blu de Kiev, semblable à n'importe lequel des établissements européens de la chaîne, n'était pas armé pour la guerre. Il entame sa métamorphose avec un étrange ballet : les ascenseurs sont réquisitionnés par des clients qui descendent vers le sous-sol avec leurs valises et leurs matelas. Voilà qu'un rumeur agite l'hôtel. Le manager, un Allemand, hésiterait à fermer. Après avoir vécu le long siège de Sarajevo, Rémy Ourdan ne se retrouvera pas à la rue dans une autre ville assiégée. Il explore d'autres options de logement. Au fil des heures, Kiev se vide et se barricade. Des barrages fleurissent partout. L'armée ukrainienne fait sauter des ponts reliant les deux rives du Dniepr pour protéger le centre-ville, alors que les combats font rage aux portes de Kiev.

L'inquiétude se lit sur le visage de David, le manager du Radisson Blu dont la femme - une Ukrainienne

SÉRIE D'ÉTÉ



# À Kiev, l'Opera résiste à l'épreuve de la guerre

## HÔTELS DE GUERRE

Lorsque tout s'effondre dans un pays en guerre, les reporters accourent pour constater, témoigner, raconter. Où séjourner-t-ils dans ces situations extrêmes ? Placés au cœur des convulsions de l'histoire, des hôtels sont ainsi entrés dans la légende des conflits avec ceux qui y ont vécu ou en ont tenu la chronique. De Kiev à Sarajevo en passant par Beyrouth, Phnom Penh, Abidjan et Madrid, Le Figaro revisite ces improbables refuges en équilibre sur les lignes de front.

1/6

accompagnée d'un chihuahua - est venue se réfugier dans le bunker du sous-sol. Originaire de Hanover, il n'aime pas l'imprévu, mais s'adapte tant bien que mal. Une collation est prévue au restaurant de l'hôtel pour les ultimes clients. Le barman sert les derniers verres en pestant contre Poutine et en clamant son amour de l'Europe. Il envisage de rejoindre les rangs de la défense territoriale pour défendre son pays contre l'envahisseur russe.

### QG de la Croix-Rouge

La nuit suivante, les forces ukrainiennes repoussent plusieurs opérations commando russes. Après la levée du couvre-feu, les journalistes constatent les traces des combats sur l'avenue de la Victoire, qui mène du centre-ville vers les banlieues d'Irpin, de Boutcha et de Hostomel. Des soldats ramassent des lambeaux de corps humain à côté des carcasses carbonisées et fumantes des camions des forces spéciales russes. Nous poussons jusqu'à Irpin et Boutcha où se poursuivent les affrontements. L'hôtel sera-t-il toujours ouvert à notre retour ?

Nous le trouvons barricadé derrière des planches de bois ; un garde est posté à l'entrée. La Croix-Rouge a décidé d'établir son QG au Radisson Blu et a communiqué les coordonnées GPS à l'état-major russe pour prévenir toute frappe « accidentelle » sur l'hôtel. David est soulagé, il décide de rester ouvert... jusqu'à nouvel ordre.

La vie de l'hôtel s'est déplacée au sous-sol, où des lits et un réfectoire improvisés ont été installés dans le parking, à côté d'une Porsche 911 jaune criard. Plus d'une centaine de personnes y ont trouvé refuge. « Indisciplinée », la troupe de journalistes continue de dormir dans les chambres et investit le bar, déserté par le personnel et plongé dans le noir, pour dîner autour de jambon-chips achetés la veille de l'offensive, lorsque les commerces étaient encore ouverts. Habitué des longs sièges, Ourdan dit avoir de quoi tenir plusieurs semaines. Les repas sont arrosés de vin et de vodka artisanale, distillée par la famille de notre traducteur ukrainien... Au grand désespoir de David qui, face à cette troupe quelque peu turbulente, « ne veut(t) pas d'incident ».

Le danger paraît encore suffisamment diffus aux journalistes :

l'artillerie s'est éloignée du centre-ville et les tirs de missiles russes visent essentiellement des cibles militaires. Un évêquiste américain s'est improvisé portier, pour quelques jours, le temps de trouver une voiture et de quitter la ville. Échoué par hasard au milieu d'un conflit dont il ne comprend rien, il tente des traits d'humour hasardeux en ouvrant la porte aux fumeurs du soir. « Votre nom ? »... « Saint-Paul ! Ah, c'est vrai que vous ressemblez au pasteur de mon bled du Midwest ! »

Au fil des jours, la quasi-totalité du personnel disparaît. Les journées de reportages sont ponctuées de défis logistiques : trouver de l'essence, quelques vivres au terme de longues files d'attente dans une capitale qui commence à manquer de tout. Et toujours la même incertitude : le Radisson Blu sera-t-il encore ouvert à notre retour ? Eureka, Van der Stockt a dégoté une boîte de foie gras dans une pompe à essence ! Les nuits sont rythmées par les sirènes de la ville et les fracas sourd des bombardements et par l'alarme anti-incendie intempestive de l'hôtel, la source de nuisance la plus redoutable pour le sommeil des journalistes restés dans les étages.

Le semaine au régime jambon-chips prend fin lorsque la Croix-Rouge décide de plier bagage. Les derniers employés de l'hôtel sont sidérés. David craque et décide de fermer. Coincés par les horaires de bouclage du journal, nous y passons une dernière nuit, seul dans les étages.

Au Premier Palace Hotel, qui n'usture pas ses 5 étoiles, le petit groupe de reporters français re-

D'abord logés à l'hôtel Radisson Blu City Center de Kiev, les reporters français trouvent refuge au Premier Palace Hotel (2 et 3), établissement 5 étoiles, où les attendent les commodités du monde civilisé. Quand il devient une cible privilégiée de l'aviation russe, l'Opera Hotel (1) les accueille, ainsi que les journalistes du monde entier.

trouve le réconfort du monde civilisé. De l'électricité, de la lumière, un réseau Wi-Fi fonctionnel, des clients : journalistes, hommes d'affaires et des familles de la bourgeoisie kiévienne. Un bunker a été installé aux abords de la piscine. Le restaurant propose un choix - de plus en plus restreint - de plats à la carte ; le bar est équipé d'un salon fumeurs avec vue sur l'une des principales artères de la ville, un prolongement de l'avenue de la Victoire, où ont lieu les combats. La vente d'alcool est interdite en ville. Les bouteilles de vin et autres gin tonics se monnaient en espèces sonnantes au bar. Quelques moments de joie punctuent le quotidien du personnel et des clients ukrainiens. Ainsi lorsque Oleg Skrypka, le Johnny Hallyday local, nous rend une visite au Premier Palace, accompagné de son producteur devenu soldat volontaire et armé de son fusil automatique. Les

selfies fusent. Les combats se concentrent autour d'Irpin, où quelques journalistes se retrouvent chaque jour pour jauger l'avancée des forces russes. Nous y apprenons, au hasard d'une conversation avec un confrère de l'agence américaine Associated Press, que le toit de notre hôtel abrite une position de la DCA ukrainienne...

### Repas chauds

À quelques kilomètres de là, l'Opera Hotel s'est transformé en refuge pour journalistes. Lumière, chauffage, Wi-Fi, marbres et lustres en cristal... Le contraste est saisissant après les journées passées dans le froid mordant des ruines d'Irpin. Et le confort quelque peu indécent, après avoir assisté à la fuite des habitants de cette banlieue martyre de Kiev, laissant tout derrière eux sous les tirs de l'artillerie russe.

Le bar est fermé, mais des repas chauds sont servis le soir à 18 heures dans une salle de bal-bunker. Le chef sicilien, marié à une Ukrainienne, fait des miracles en cuisine. Redoutant la pénurie, les reporters réservent leurs bouteilles de vin. Hormis James Nachtwey, légende de la photographie, qui se laisse servir un seul verre par repas en partageant son autre passion : ses photographies de parties de pêche.

Le personnel tient à maintenir tant bien que mal le standing de cet établissement de luxe. Mais le service d'étage a disparu. Notre voisin de couloir, le cinéaste engagé Romain Goupil, se plaint de sa baïgnoire qui ne ferme plus. En désespoir de cause, il appelle au secours notre concubeur du JDD, Kasen Lajon. Le concierge, un cosaque brave les sirènes d'alerte aux bombardements pour ouvrir les portières de voiture à ses clients. « Monsieur, nous sommes un hôtel 5 étoiles ! », proteste-t-il lorsque nous tentons de le congédier. Tous jours souriante, la réceptionniste manie l'humour décalé. « J'espère que vous avez passé un séjour agréable avec nous », lance-t-elle à l'heure du check-out. « C'était formidable, comme toujours », répondent les clients avec un sourire entendu. Comme si la guerre n'avait jamais existé. ■

RETROUVEZ-LES MAINTENANT : Le Holiday Inn de Sarajevo





CHRONIQUE  
Nicolas Baverez  
@NicolasBaverez

# Boris Johnson part, le Brexit reste

Cinq ans et demi après avoir joué un rôle décisif dans le vote des Britanniques en faveur du Brexit, trois ans après avoir succédé à Theresa May dont il avait sapé l'autorité, Boris Johnson quitte pitoyablement le pouvoir après avoir perdu la confiance de 57 membres de son cabinet

sur 120. La raison immédiate de sa chute est à chercher dans l'interminable litanie des scandales et des mensonges qui sont devenus la marque de fabrique du premier ministre. La cause profonde se trouve dans son populisme, qui laisse le Royaume-Uni, en cette année de jubilé de la reine, durablement affaibli et divisé.

Boris Johnson est le dirigeant politique qui a le plus pesé sur le destin du Royaume-Uni depuis Margaret Thatcher, dont les réformes libérales mirent fin au long déclin de l'après Seconde Guerre mondiale. Il restera pour l'histoire l'homme de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, pour l'avoir fait voter lors du référendum de 2016, pour l'avoir fait valider lors des élections de décembre 2019 puis pour l'avoir mis en œuvre le 31 décembre 2020. Mais il est aussi celui qui n'a cessé de chercher à en occulter les conséquences désastreuses.

Le mandat de premier ministre de Johnson a été tout entier placé sous le signe des crises. Mais sa gestion a été à son image, erratique et imprévisible, alternant lourdes erreurs et improvisations brillantes, guidée par une succession de coups médiatiques s'émancipant de toute forme de cohérence ou de responsabilité.

Après avoir tragiquement attermyé lors de la première vague de Covid, Johnson s'est rétabli en extrême par son pari gagnant sur la vaccination. Le Royaume-Uni, avec 23 millions de cas et 181 000 morts, n'en a pas moins payé un tribut très lourd. En dépit de son

déconfinement précoce, il n'a retrouvé son niveau d'activité de 2019 qu'au début de 2022, soit un an après les États-Unis et six mois après l'Union européenne.

Lors de l'invasion de l'Ukraine, Johnson a réagi avec une extrême fermeté, cherchant à incarner la résistance des démocraties occidentales face aux empires autoritaires. Il a salué et accompagné le retour en force des États-Unis et de l'Otan en Europe. Non sans paradoxe puisqu'il n'a pas hésité à militer pour l'adhésion rapide de l'Ukraine à l'Union qu'il n'a eu de cesse de voir le Royaume-Uni quitter.

Loin des mirages du projet de Global Britain qui devait concurrencer victorieusement l'Union, Johnson laisse en héritage une économie dans la tourmente. La reprise a avorté et la croissance plafonnera autour de 2% en cette année et 0,9% en 2023. L'inflation dépasse 10% et est sortie de tout contrôle en dépit des hausses de taux de la Banque d'Angleterre, avec une explosion de 54% des prix du gaz et de l'électricité. Le niveau de vie des ménages reculera de 4% cette année.

L'investissement des entreprises stagne. Sur le plan politique, le Royaume-Uni est menacé d'implosion. En Écosse, Nicola Sturgeon a annoncé un nouveau référendum sur l'indépendance.

En Irlande, la crise ouverte par le refus de Johnson d'appliquer le protocole conçu avec l'Union, a abouti, pour la première fois, à la victoire du Sinn Féin qui milite pour la réunification de l'île lors des élections du 5 mai 2022.

ce qui déchaîne la fureur des unionistes du DUP.

La montée des risques qui pèsent sur le Royaume-Uni est indissociable de son incapacité à surmonter le choc du Brexit. Faute de volonté et de préparation, le Royaume-Uni ne tient aucun de ses engagements vis-à-vis de l'Union ce qui empêche les relations avec son premier partenaire. Les contentieux se multiplient sans fin, des vaccins au statut douanier de l'Irlande du Nord en passant par la régulation financière, créant le risque d'une guerre commerciale destructrice.

Les vents contraires qui soufflent sur l'économie britannique ne sont que partiellement liés aux conséquences du conflit ukrainien et découlent principalement du Brexit. L'augmentation des prix et la spirale inflationniste des salaires ont débuté avec la chute des importations et la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, de la santé et des services provoquée par le départ de plus d'un million de travailleurs européens.

En vrai populiste, Boris Johnson a sacrifié son pays à sa quête obsessionnelle du pouvoir en jouant sur les passions collectives et en mentant à ses concitoyens. Il reviendra à ses successeurs de tenter de désarmer cette machine infernale en ramenant la décence, le pragmatisme et la défense des intérêts de long terme du Royaume-Uni au 10 Downing Street.

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

## ENTRE GUILLEMETS

11 juillet 1903 : naissance de Philippe Erlanger, diplomate, homme de lettres, biographe et scénariste.

### Charles Quint, par Philippe Erlanger

Il n'est pas vrai que l'histoire reste indifférente aux caractères de certains hommes



STUDIO LIPNITZKI/PROGER-VIOLETT

# « Deux ans après avoir quitté l'Union, "BoJo" ne pouvait plus en tirer un bénéfice politique »

## JEREMY STUBBS

Le président du Parti conservateur britannique à Paris\* explique les raisons de la chute spectaculaire de Boris Johnson. Et les défis que devront affronter les Tories.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTIN BERNIER [mbernier@lefigaro.fr](mailto:mbernier@lefigaro.fr)

LE FIGARO. - Boris Johnson avait remporté une victoire éclatante en 2019. Comment expliquer sa démission ?

JEREMY STUBBS. - Après deux ans et demi, les crises de la pandémie, de la guerre en Ukraine et du coût de la vie ont fait oublier les succès initiaux de Boris Johnson. De plus, depuis le « Curtaingate » et le « Partygate » jusqu'au scandale le plus récent concernant Chris Pincher, les affaires se sont échelonnées sur une période suffisamment longue - au moins un an - pour faire oublier les législatives triomphales de décembre 2019. Une fois les dernières négociations sur le Brexit terminées en décembre 2020, avec la signature de l'accord commercial, les Britanniques étaient prêts à passer à autre chose. C'est sur cette « autre chose » que Johnson était désormais attendu et où son bilan laisse à désirer, car le Brexit n'allait certainement pas avoir des conséquences immédiates - pour le meilleur ou pour le pire - sur la vie quotidienne des Britanniques. Certes, tous ceux qui sont violemment pour ou contre le Brexit prétendent n'importe quel événement, comme le manque temporaire de camionneurs ou un nouvel accord avec tel ou tel pays, pour déclarer que le Brexit est déjà une réussite ou un échec. La vérité est que nous ne savons pas encore quelles en seront les conséquences à long terme. Les électeurs se posent d'autres questions dans leur vie quotidienne. C'est justement parce que le Brexit est un phénomène dont l'impact ne peut se mesurer que sur le long terme que Johnson ne peut plus, deux ans plus tard, continuer à tirer un bénéfice politique de l'avoir réalisé.

Avez-vous le sentiment d'un gâchis ?  
Oui. Peu de politiques ont la chance de commencer par un mandat aussi solide et avec un triomphe immédiat comme la fin des négociations sur l'accord de retrait de l'Union. C'est peut-être cette victoire tout au début de son mandat comme pre-

mier ministre que Johnson a eu du mal à dépasser. C'est presque comme si les tâches vraiment difficiles lui étaient faciles, tandis que les tâches routinières inspiraient beaucoup moins son génie particulier. Il n'était pas dans son élément dans le train-train du gouvernement de tous les jours.

À cet égard, la pandémie a été une chance pour lui, étrangement, mais qu'il a saisie à moitié. Sa préférence innée pour la liberté individuelle contre la suradministration étatique l'a conduit à retarder le confinement par rapport à d'autres pays comme la France. En revanche, son lan-

Il n'était pas dans son élément dans le train-train du gouvernement de tous les jours.

gement d'une campagne de vaccination, fondée sur des initiatives spontanées de la part des chercheurs universitaires britanniques, a rattrapé cette erreur. Son combat personnel contre le virus (*qu'il avait contracté sous une forme grave, NDLR*) a renforcé son statut de héros. Après le Brexit, le rapatriement des pouvoirs autrefois concédés à Bruxelles, ainsi que les pouvoirs que l'État s'est arrogés pour gérer la pandémie, ont marqué le retour en force de l'exécutif britannique après des décennies qui ont vu ses pouvoirs rongés par la dévolution (*création d'un Parlement écossais, notamment, NDLR*), la création de la Cour suprême et l'expansion du contrôle juridictionnel. Boris Johnson en est l'architecte volontaire ou involontaire. Est-ce que ce sera un jour un titre de gloire pour lui ? Seul le futur développement idéologique du Royaume-Uni permettra de trancher cette question.

Johnson avait conquis de nouveaux électeurs ex-travailleurs. Les conservateurs risquent-ils de perdre cet électeur ?

Le vote de cet électeur était un cadeau surprise pour le Parti conservateur, apporté par le Brexit. Les travaillistes ne

semblent pas en mesure de le reconquérir, mais il sera difficile pour un nouveau leader conservateur de le retenir. Car ce sont les classes populaires en question qui ont voté majoritairement pour le Brexit comme un acte de rébellion contre la classe politique en général. Tout le paradoxe du mandat de Johnson réside dans cette contradiction : pour exprimer leur révolte, des ouvriers et des chômeurs avaient élu un représentant archi-typique des classes gouvernantes. Le charisme de Johnson y a été pour beaucoup, mais l'explication réside surtout dans la façon dont la gauche - au Royaume-Uni

comme en France - se tourne depuis vingt ans vers un nouvel électeur composé des bénéficiaires de la mondialisation et des immigrants en provenance des pays en développement.

Désormais, tout leader conservateur sera obligé de faire appel au vote populaire, tout en essayant de présenter des politiques libérales comme la seule solution aux difficultés des Britanniques ordinaires. Ce sera difficile, mais ce défi fait partie d'une longue tradition du Parti conservateur qui remonte à Disraeli.

Johnson essayait d'incarner une ligne à la fois libérale et proche du peuple. Était-ce, à terme, une équation impossible ?

En partie, car il y a une vraie contradiction entre le vote pour le Brexit des laissés-pour-compte de la mondialisation et le Brexit libéral des idéologues néo-thatcheriens. L'équation est difficile à résoudre. Parmi les solutions proposées par Johnson, on trouve l'investissement massif dans les infrastructures, surtout des transports, et le soutien de l'État à certains secteurs industriels. Cependant, le gouvernement, après sa propre version du « quoi qu'il en coûte » pendant la pandémie, s'est retrouvé avec beaucoup moins de marge de manœuvre financière que prévu lors de la campagne de décembre 2019. Puis les électeurs conservateurs traditionnels n'ont pas ap-

précié que l'on projette de construire de nouvelles lignes pour des trains de grande vitesse à travers leurs circonscriptions fleuries et boisées.

À la fin, le débat au gouvernement n'a pas pris la forme d'une confrontation plus ou moins traditionnelle entre libéraux et défenseurs de l'État-providence, mais plutôt d'une micro-dispute au sujet des impôts et des emprunts d'État. Le vrai obstacle aux progrès sur les différents dossiers est que Johnson a été occupé par la gestion de tous ses scandales qui n'avaient rien à voir avec ses objectifs principaux.

Comment voyez-vous l'avenir du Parti conservateur ?

On a l'impression qu'en Europe les commentateurs ont hâte d'entendre que la chute de Boris Johnson a quelque chose à voir avec le Brexit, et que cette chute va remettre en cause le Brexit. Il n'en est rien. Au Royaume-Uni, le Brexit est largement accepté comme un fait accompli, qu'on le considère comme un bienfait ou un erreur. En revanche, il se peut qu'un autre leader, qui s'identifie moins avec la cause du Brexit, fasse preuve de plus de souplesse dans ses négociations et ses relations avec l'Union européenne.

Beaucoup d'Européens ont tendance à disqualifier Boris Johnson comme homme politique en le qualifiant de « populiste », comme si un adjectif pouvait se substituer à un travail d'analyse. Boris Johnson est très différent de Farage ou de Trump. Il n'a jamais déprécié le Parlement. Seul le renouvellement de la Chambre permettait de sortir de l'impasse sur le Brexit ou les députés s'étaient mis. Les élections de décembre 2019 ont donné massivement raison à Johnson qui s'est réveillé par là un vrai démocrate. Mais son successeur à la tête du Parti et du gouvernement aura besoin de montrer que, par rapport au dernier Johnson, embourbé dans des scandales d'ordre secondaire, une page se tourne. ■

\* Directeur adjoint de la rédaction de « Causeur ». Retrouvez la version intégrale de cet entretien sur [FigaroVox Premium](http://FigaroVoxPremium).

## LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Charles Edelstenne  
Administrateurs  
Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société editrice)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
Président  
Charles Edelstenne  
Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeurs adjoints de la rédaction  
Géïtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr),  
Anne-Sophie von Clar (Style, Art de vivre, F),  
Anne Huët-Wulméne (Edition, Photo, Révision),

Philippe Gélie (International),  
Étienne de Montety (Figaro Littéraire),  
Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision),  
Yves Theard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences),  
Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique  
Pierre Bayle  
Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur délégué  
du pôle news  
Bertrand Gie  
Éditeurs  
Robert Mercugi  
Anne Picard

FIGAROMEDIAS  
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07  
Président-directeur général  
Aurore Domont  
Direction, administration, rédaction  
14, boulevard Haussmann  
75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Mét. Print. 30500 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
Formules d'abonnement pour l'an - France métropolitaine  
Club : 489 € Semestriel : 355 € Week-end : 299 €  
Imprime sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écolabel européen sous le numéro F/011/G01. Pollution de l'air : 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :  
Édition nationale :  
17 pages  
Cahier 2 Économie  
3 pages  
Promo postage Barnes :  
diffusé sur une partie  
du territoire national

# SÉRIE D'ÉTÉ

## LES CHANTEURS D'UN SEUL TUBE

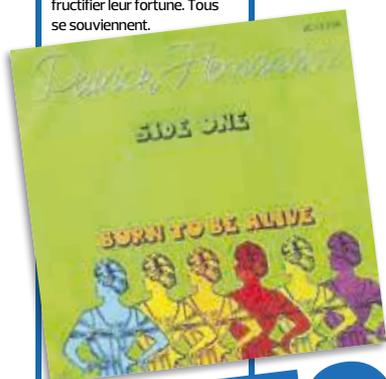
Tout le monde connaît leurs refrains entêtants mais pas forcément le nom de leur interprète. Si ces chansons ont marqué la culture populaire, leurs créateurs n'ont pas réitéré l'exploit. Ils ont souvent changé de vie, parfois embrassé une autre carrière ou plus rarement fait fructifier leur fortune. Tous se souviennent.



Patrick Hernandez lors de l'enregistrement de l'émission de variétés « Numéro un » en 1979. JACQUES CHEVRY/INA/AFP

# Patrick Hernandez, phénix de « Born to Be Alive »

Le chanteur a composé le titre plusieurs fois avant qu'il ne lui fasse traverser mille vies. Avec des hauts et des bas...



# 1979

LENA LUTAUD @LenaLutaud

Sous la nuit étoilée, le tempo rapide de *Born to Be Alive* et son riff de guitare inspiré de *Gimme Some Lovin'*, du Spencer Davis Group, résonne à Saint-Lô, dans la Manche. Ce 21 juin, la Fête de la musique bat son plein. Patrick Hernandez tend son micro. La foule scande « Aliiiiive ! ». Matthieu Lebrun, conseiller municipal, est ravi : « Patrick Hernandez en tête d'affiche a drainé 30 000 personnes, soit l'équivalent de deux Bercy. Il sait mettre l'ambiance. Exactement ce qu'il nous fallait après deux ans de Covid. »

Ce standard, « Je l'ai chanté des millions de fois, mais je ne m'en lasse pas », assure l'intéressé. À 73 ans, grâce à cette seule chanson, il vit une semi-retraite dorée à L'Isle-sur-la-Sorgue, près d'Avignon. Quand Patrick Hernandez ne préside pas le concours de chant local ou ne compose pour un film, il cuisine. Sa passion, en dehors de la musique. « Je suis devenu cuisinier. Je croise Dave au Super U et, de temps en temps, on prend un café au marché avec Patrick Bruel, Renaud et Grand Corps Malade. » Financièrement, il n'a aucun besoin de faire trente à soixante galas par an. Des vedettes des eighties, il est le seul à avoir un tube mondial. Le

seul à en posséder 100 % des droits. *Born*, comme il dit, côtoie *My Way* dans le top 10 des titres les plus rentables à la Sacem. À l'export, selon le Centre national de la musique, Patrick Hernandez détrône David Guetta et Maître Gims. Alors pourquoi s'infliger des heures en tourbus à sillonner la France ? « Parce que, dès l'intro, le public vibre et cela me donne une énergie incroyable. »

Se retrouver entre musiciens est une autre raison. Cette vie, il l'a seulement connue à des débuts, voilà un demi-siècle dans les bals populaires. En 1973, quand il écrit et compose *Born*, le rythme est celui d'une balade de Bob Dylan. Le public ne lève pas un cil. Même punition en 1975 pour la version rock. « *Born n'aurait jamais dû triompher, mais un grain de sable va tout changer* », raconte Jean-Marie Potiez dans *Grande histoire et petits secrets des tubes de l'été*, aux Éditions du Moment.

### Avion, limousine, palace

En 1979, le producteur Jean Vanloo à l'idée d'une adaptation disco. Patrick Hernandez à 30 ans, il déteste les boules à facettes mais, après avoir amené des veaux à l'abattoir pour gagner de quoi manger, en 1977, et vécu en ermite dans les bois du Périgord, en 1978, retrouver les studios est une idée. « *Cet autodidacte a su créer du disco électro intemporel, festif avec des paroles optimistes* », souligne admiratif Jean-Marie Potiez. Les mauvaises langues ricament : Hernandez ferait « boniche espagnole ». Il a beau se ressourcer grâce à la méditation, ces quolibets le touchent.

Le succès planétaire viendra d'Italie, où les radios libres sont en avance sur la France. Mais aussi du travail de son édi-

teur, Jean-Claude Pellerin, un juif tunisien à la tchatche extraordinaire. Vanloo, Pellerin et Hernandez vont vivre trois ans de rock stars internationales. De 1979 à 1982, leur programme est répétitif : avion, limousine, interviews, palace local. « *Au Brésil, j'ai été exfiltré par les militaires dans une malle pour échapper aux fans* », se souvient le chanteur. Aux États-Unis, il est numéro un au Billboard des dance clubs devant *Le Freak*, de Nile Rodgers, et *We are Family*, de Sister Sledge. En novembre 1979, son single est classé gold par la Recording Industry Association of America, l'équivalent du Snep. Le titre passe à la radio, mais il ne le chantera en concert que vingt-cinq ans plus tard ! À New York, il repère Madonna, 19 ans, lors d'une audition pour danseurs. Il veut la faire chanter et l'emène à Paris. « *Nous partageons un grand appartement en bons amis, elle n'a jamais dansé derrière moi, ne voulait pas chanter et a traversé l'Atlantique au bout d'un an*, raconte Hernandez. *Trois ans plus tard, elle sort Holiday. Tout ce que vous avez pu entendre d'autre est de la légende urbaine.* » 1981 sonne la fin du disco. Patrick Hernandez va vivre un purgatoire bien plus violent que Plastic Bertrand, animateur sur la RAI Uno, et Dave, chanteur sur des croisières. Il retourne vivre en autarcie dans le Périgord, mais cette fois dans le beau moulin qu'il s'est offert. Il pêche la truite et fait pousser des légumes. Une longue période d'introspection, où il décide, une fois pour toutes, de vivre l'après-Born dans la bonne humeur. En 1984, le fisc le redresse à hauteur de 2,5 millions de francs. « *Je deviens un has been interdit bancaire qui n'a pas de quoi s'acheter à bouffer.* » Par

chance, en 1987, il rencontre sa future femme, Laetitia. « *Il était au fond du trou, ne payait plus son loyer, le gaz et l'électricité. J'avais 18 ans, lui le double de mon âge* », se rappelle-t-elle. La jeune femme passe son bac, puis remet de l'ordre dans la vie de son artiste : « *L'huissier a saisi nos meubles, le Moulin a été vendu et je me suis démenée avec les impôts. Heureusement, les droits d'auteur-compositeur de Born n'ont jamais cessé de tomber.* » La guerre avec le fisc s'achève en 1989. Pour éponger les autres dettes, Patrick Hernandez nettoie des aquariums chez des particuliers, Laetitia travaille dans l'immobilier. « *Sans Born, ma vie n'aurait pas été suffisante pour rembourser* », concède le chanteur. En 1990, l'horizon se dégage. Les boîtes de nuit italiennes le réclament. Changer *Born* à l'aube devant des pistes désertes est un moment de solitude, mais il ravale son orgueil. Il court aussi le cacheton dans les conventions Ricard et les galas. Les Zénith, avec de très gros plateaux lumière, son et danseurs, ce sera à partir de 2008 avec « Stars 80 ». ■

### Béziers et Palavas-les-Flots

En 1999, le contrat de vingt ans qui le lie à ses producteurs s'éteint. Patrick Hernandez réenregistre *Born* et devient propriétaire des droits de cette nouvelle version. Il récupère en justice les droits d'édition de la version initiale, car Pellerin a signé de juteux contrats dans le monde sans jamais verser de royalties à son artiste. « *J'ai pu arrêter l'immobilier, nous avons monté notre société d'édition, Saturn PHL, et depuis vingt ans je m'occupe à plein temps des contrats autour de Born. Le grand avantage d'un standard international est d'assurer des revenus réguliers. Si le titre est moins fort une année en France, il est plus fort en Italie* », explique Laetitia Hernandez, devenue une femme d'affaires aguerrie. Saturn PHL est sur un rythme de croisière avec un chiffre d'affaires annuel entre 140 000 et 200 000 euros.

Cadillac, Baccardi, Björg... les publicités où l'on entend *Born* se multiplient. Parfois, les agences préfèrent la version de 1979 et, dans ce cas, s'adressent aux héritiers Vanloo. C'est le cas pour les magasins Bella, l'équivalent de La Vie Claire en Autriche. Mais c'est rare. « *Les annonceurs savent qu'avec Laetitia Hernandez il n'y a pas quarante sous-éditeurs, mais un seul interlocuteur. Un coup de fil à Laetitia Hernandez et tout se décide vite. Avec un standard qui a été 56 fois disque d'or dans 25 pays vous imaginez sa puissance de frappe...* », commente Sergio Marigomez, responsable de la playlist internationale *What The France*, au Centre national de la musique. *Born* est un peu moins demandé au cinéma : « *Après Climax, de Gaspar Noé, Poltergay, d'Éric Lavaine, Le Skylab, de Julie Delpy, et Jeux de pouvoir, avec Russell Crowe, j'ai négocié avec Hollywood pour Les Minions 2* », détaille finalement Laetitia Hernandez. Entre les cachets de ses concerts et ses droits, le revenu mensuel après impôts de son ex-mari oscille entre 12000 et 23000 euros.

Le couple a divorcé en 2014, mais est resté en bons termes. Après toutes ces années de galère, l'un comme l'autre savent l'instant présent. Ce qui compte, c'est d'assurer l'avenir de leur fille, Victoria. « *Je suis devenu plus fourni que cigale* », dit Patrick Hernandez. En ce début juillet, Laetitia et Victoria, qui sont de grandes voyageuses, crapahutent dans les îles indonésiennes et lui se fait une joie de remonter sur scène, de Béziers à Palavas-les-Flots. C'est l'occasion de retrouver Plastic Bertrand, son copain depuis quarante ans. « *Ensemble, on a toujours la larme à l'œil. Il se tache bien avec moi, je lui apporte un grain de folie, confie l'interprète de Ça plane pour moi. Avant chaque tournée, on se plonge dans le Michelin et on négocie pendant des heures : Patrick est tendance bistronomie, je préfère les restaurants gastronomiques.* » Pour la régisseuse Kristel Braem qui veille au bien-être des artistes sur les tournées « Stars 80 », « *Patrick n'est pas le chef de bande ni le patriarche, mais un sage bienveillant à qui les gens vont se confier. Il est très gentil, généreux et simple, malgré la star mondiale qu'il est.* » Sa seule exigence est de partager sa loge avec Jean-Pierre Mader, Plastic Bertrand et Alec Mansion, du groupe Léopold Nord & Ves. « *Ces trois-là adorent s'amuser, ils montent volontiers des petits shows pour les techniciens* », ajoute Kristel Braem. « *J'aurais certainement pu faire mieux, mais depuis que le succès est revenu, il y a quinze ans, je vis très bien comme ça* », dit Patrick Hernandez. Quant à Madonna, elle n'a jamais répondu au petit mot qu'il lui avait laissé au Crillon, en 1987. « *C'était une belle rencontre et je veux garder ce souvenir-là. Je ne suis pas certain d'être fasciné par la femme qu'elle est devenue.* » ■



Patrick Hernandez en 2019. ERIC FOUJÈRE

## Bio EXPRESS

6 avril 1949

Naissance au nord de Paris d'un père pharmacien d'origine espagnole et d'une mère comptable aux racines italiennes.

20 juin 1965

Un concert des Beatles au Palais des sports à Paris lui donne l'idée de devenir musicien.

Décembre 1969

Début de carrière dans les bals populaires à Périgueux, où il reprend le répertoire des Beatles et de Led Zeppelin.

1973

Écrit et compose *Born to Be Alive* en un après-midi.

1979-1982

Succès planétaire.

1983-2001

Long purgatoire avec en prime un redressement fiscal de 2,5 millions de francs.

2008

Lancement des tournées « Stars 80 ». Les contrats de *Born* en publicité comme au cinéma se multiplient. Débuts d'une vie de rentier.

# LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie



**SOCIAL**  
LES SALARIÉS VONT-ILS PLUS TÉLÉTRAVAILLER PENDANT L'ÉTÉ ? **PAGE 27**



**TWITTER**  
LE RETRAIT D'ELON MUSK AFFAIBLIT LE RÉSEAU SOCIAL **PAGE 28**

> **FOCUS**

## L'EXÉCUTIF S'INQUIÈTE DES TENSIONS SUR L'EMPLOI

Après le pouvoir d'achat, le gouvernement veut s'attaquer « dès la rentrée » de septembre à la pénurie de main-d'œuvre dont pâtissent de nombreux secteurs, a indiqué dimanche le ministre de l'Économie. Bruno Le Maire a estimé que « c'est la deuxième urgence » pour le gouvernement, « juste après le pouvoir d'achat », sujet sur lequel un projet de loi a été présenté la semaine dernière en Conseil des ministres. « Il n'y a rien de plus révoltant ou rien de plus "schadackien", choisissez le mot qui convient, que d'avoir encore autant de chômage, parce qu'on n'est pas au plein-emploi, et autant d'entreprises qui cherchent des salariés », a affirmé le patron de Bercy, s'exprimant lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Une réforme durcissant les conditions d'accès et de maintien des prestations de l'assurance-chômage est entrée en vigueur à l'automne dernier, mais le décret qui l'a reformée n'est valable que jusqu'au 31 octobre. Ce décret plafonne le nombre de jours non travaillés pris en compte dans le calcul du salaire journalier de référence, base de l'allocation-chômage, afin que les demandeurs d'emploi alternant périodes de travail et d'inactivité soient moins pénalisés.

« Il est inacceptable » que de nombreuses branches gardent des niveaux de salaires inférieurs au smic, a en outre regretté le ministre. Le travail « doit mieux payer », a-t-il estimé, appelant les parlementaires de droite à rejoindre l'exécutif sur cette question. L'homme fort de la macronie a aussi affirmé « tendre la main » aux députés LR sur les finances publiques. Il souhaite impulser un changement de méthode en constituant une « task force » au Parlement, afin que « ce soit les parlementaires qui se saisissent du sujet, et plus le gouvernement ». Cette équipe devra « repenser en profondeur la dépense publique », afin de s'interroger sur les choix d'utilisation des deniers publics et de couper les financements là où ils ne seraient plus justifiés. **M.-C. R.**

# Gaz, électricité: l'exécutif en état d'alerte pour l'hiver

Élisabeth Borne n'exclut absolument pas une rupture des approvisionnements en gaz russe. La première ministre devrait revoir les modalités du bouclier énergétique.

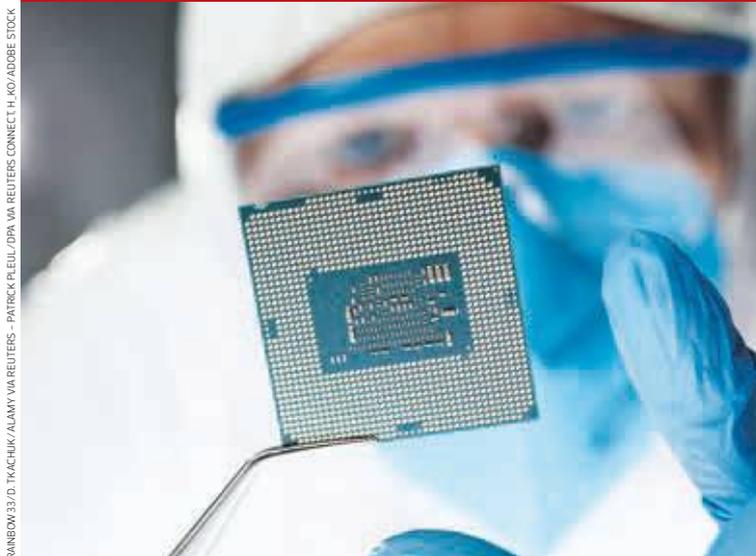
Sur le front énergétique, le gouvernement tire la sonnette d'alarme en ce début d'été. Lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, qui se sont tenues ce week-end, la première ministre a estimé que la

rupture des approvisionnements en gaz russe est « crédible ». Une menace, si elle se confirmait, qui renforcerait les risques en matière d'alimentation en électricité cet hiver alors que de nombreux réac-

teurs nucléaires seront à l'arrêt. « Je suis d'une vigilance extrême. Il faut se mettre dans le scénario du pire, car il existe », abonde Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition énergétique, dans un entretien

au Figaro. Élisabeth Borne a également prévenu qu'elle comptait revoir les mesures du bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie pour les cibler en priorité sur les personnes qui en ont le plus besoin.

→ **AGNÈS PANNIER-RUNACHER, MINISTRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE: « IL FAUT SE METTRE DANS LE SCÉNARIO DU PIRE CAR IL EXISTE »**  
→ **LE PDG DE SCHNEIDER ELECTRIC APPELLE À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE SUR L'ÉNERGIE** PAGES 24 ET 25



## Semi-conducteurs: la France renforce son arsenal

Dans le cadre du sommet sur l'attractivité Choose France, le franco-italien STMicro et l'américain Global Foundries vont dévoiler un projet de plusieurs milliards d'euros pour la construction d'un site de puces électroniques en France. **PAGE 26**

### le PLUS du FIGARO ECO

**AFRIQUE**  
À Nairobi, l'autoroute de la discorde

PAGE 25

**DÉCIDEURS**  
Hugues Galambrun (Septeo): « Les RH sont en pleine révolution copernicienne »

PAGE 27

**TECHNOLOGIE**  
Quantonation veut aider les pépites quantiques à grandir

PAGE 28

### L'HISTOIRE

## Un rapport confirme le lien entre nitrites dans les charcuteries et cancer

L'Agence nationale de sécurité des aliments (Anses) doit publier mardi un rapport sur l'utilisation des sels nitrités dans la charcuterie. Ses conclusions devraient épicer encore un peu plus les débats entre partisans de leur maintien, comme les charcutiers, et ceux prônant son interdiction. Selon le *Journal du dimanche*, l'agence reconnaît « l'existence d'une association entre le risque de cancer colorectal et l'exposition aux nitrites et aux nitrates », rejoignant ainsi les conclusions de 2015 du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). En même temps, poursuit la synthèse du rapport, « l'utilisation de ces additifs dans les charcuteries et salaisons permet une maîtrise

efficace de la croissance de bactéries pathogènes » à l'origine d'infections alimentaires. Plutôt que l'interdiction, qui coûterait des millions d'euros aux industriels, le rapport préconiserait de poursuivre la réduction déjà engagée des sels nitrités dans les recettes de jambon ou de saucisson. S'il peut apparaître comme une victoire des charcutiers industriels, il pourrait aussi sonner comme un revers pour ces derniers sur un point. Toujours selon l'Anses, certaines recettes alternatives développées par les industriels pour offrir des gammes « sans nitrites » ne « constituent pas une diminution réelle de l'exposition du consommateur » à ces additifs. Or, avec des taux de croissance à deux chiffres, ce sont bien ces gammes qui ont limité ces dernières années, l'érosion de ce marché. ■ **OLIVIA DÉTROYAT**



## Netflix affiche 10 millions d'abonnés en France

Ted Sarandos, le coprésident du groupe américain Netflix, officialise dans une interview au *Journal du dimanche* que le service de streaming vidéo a passé le cap des 10 millions d'abonnés en France, soit 3,3 millions de plus qu'en 2020. Notre pays est devenu un marché important pour le groupe américain qui va investir 200 millions d'euros dans la création française, dont 160 millions dans les séries et documentaires et une quarantaine de millions dans le cinéma. Côté productions originales, la plateforme a alterné un succès international avec *Lupin* et un échec retentissant avec *Drôle* de Fanny Herrero. Si Ted Sarandos réaffirme son attachement à la France, il n'hésite pas à remettre en cause ouvertement la nouvelle chronologie des médias que Netflix a pourtant signée en janvier 2022 et qui prévoit

un passage des films sur la plateforme 15 mois après leur sortie en salle. « Je pense que le délai approprié est de quelques semaines et non de quelques mois. Il faut s'adapter aux attentes des consommateurs. La France fait figure d'exception dans le monde, mais ce modèle n'est pas soutenable », assène-t-il. Aux États-Unis, la pandémie de Covid a obligé Hollywood à réduire la chronologie des médias. Désormais les films peuvent exister sur les plateformes 45 jours après leur sortie en salle. Par ailleurs, le coprésident de Netflix a confirmé que la plateforme allait lutter contre le partage des codes, car il estime que « 100 millions de personnes nous regardent sans payer ». Ted Sarandos révèle enfin que la plateforme fera un lancement mondial d'une version moins chère mais avec de la publicité, sans préciser la date de lancement. **E. R.**

RANBOW33/D. TRACHUK/ALAMY VIA REUTERS - PATRICK PI. EUL/DPA VIA REUTERS CONNECT H. KO/ADOBEE STOCK

# Électricité, gaz : le niveau d'alerte monte d'un

L'exécutif s'attend à un arrêt des livraisons de gaz russe qui fragilisera l'hiver électrique. Il devrait revoir le bou

**ÉNERGIE** L'exécutif ajuste son discours sur la situation de crise énergétique et le risque qui pèse sur la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité. La menace immédiate d'une fermeture des vannes par Vladimir Poutine est désormais publiquement considérée comme le « scénario central », selon les termes d'un responsable gouvernemental.

Lors des Rencontres du Cercle des économistes organisées pendant le week-end à Aix-en-Provence, la première ministre Elisabeth Borne a été claire : « Il ne faut pas se cacher la réalité, la gravité de la situation : l'hypothèse d'une rupture des livraisons de gaz par la Russie est crédible. » « Préparons-nous à la coupure totale. C'est aujourd'hui l'option la plus probable », a insisté le ministre de l'Économie Bruno Le Maire dimanche.

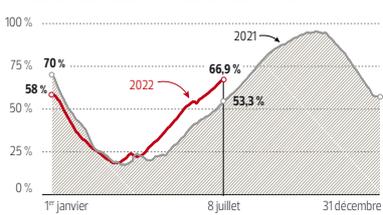
Ce lundi, le plus gros gazoduc qui alimente l'Europe de l'Ouest en gaz

russe, NordStream 1, s'arrête de fonctionner pour dix jours de maintenance. L'Europe redoute que sous divers prétextes, Vladimir Poutine n'autorise pas sa remise en service le 21 juillet. Le gaz russe ne représente que 17 % de la consommation française. Notre pays devrait donc pouvoir surmonter une coupure des approvisionnements à la faveur de sa politique de stockage et d'efforts de sobriété. Mais le problème gazier s'inscrit dans un contexte plus large de « grande tension de tout le système énergétique », relève un dirigeant du secteur.

L'hypothèse poutinienne aggrave le risque qui pèse sur le passage de l'hiver sur le front électrique. Schématiquement, le plan de travaux sur le parc nucléaire prévu par EDF, qui doit encore être validé par l'Autorité de sûreté nucléaire, doit permettre, au mieux, d'assurer la

## La France vise des stocks de gaz à près de 100% au début de l'automne

TAUX DE REMPLISSAGE DES STOCKAGES DE GAZ EN FRANCE en %



Source: GIE AGS

Infographie LE FIGARO

même capacité de production de l'hiver dernier. Il n'y a donc pas de marge de sécurité. Or les aléas sont nombreux, de la bonne exécution du plan de travaux à la météo. Sur-

tout, la pénurie de gaz organisée par le Kremlin va rendre incertaine, voire nulle, la possibilité de recourir aux importations, depuis l'Allemagne notamment.

## Des mécanismes ciblés

Dans ces circonstances, les dirigeants d'entreprise sont nombreux à considérer que la communication gouvernementale est trop timide et déjà trop tardive. « Alerter à la rentrée, c'est trop tard », dit l'un d'eux. L'exécutif campe pour sa part sur sa stratégie de mobilisation progressive, qui commence par le plan de sobriété de l'État, des collectivités et des entreprises, pour devenir une campagne grand public à l'automne. Ainsi organisés, les efforts d'économies et de sobriété permettront-ils d'éviter les délestages, c'est-à-dire les coupures ciblées et tournantes ? Beaucoup d'experts en doutent.

Ce climat anxieux pousse les entreprises vers des plans B, notamment face à l'incertitude sur les livraisons de gaz. Sur le marché de l'occasion, les chaudières industrielles au fuel s'arrachent. Un grand groupe « rétrofite » ses unités de production qui venaient de passer du fuel au charbon au gaz.

Parallèlement à ce parfum d'économie de guerre qui s'installe, le gouvernement précise ses intentions en matière de soutien au pouvoir d'achat. « Il faut passer de mécanismes généraux à des mécanismes plus ciblés », a affirmé Elisabeth Borne. Le gouvernement a annoncé, jeudi, que la remise de 18 centimes par litre sur les carburants diminuerait progressivement à compter du 1<sup>er</sup> octobre pour s'éteindre fin décembre. Elle sera remplacée à partir du 1<sup>er</sup> octobre par une aide ciblée sur les person-

## Agnès Pannier-Runacher :

« Il faut se mettre dans le scénario du pire car il existe »

PROPOS RECUEILLIS PAR

BERTILLE BAYART @BertilleBayart  
CÉCILE CROUZEL @ccrouzel  
ET EMMANUEL EGGLOFF @eegloff

La ministre de la Transition énergétique analyse les conséquences de la crise énergétique et détaille sa feuille de route sur le nucléaire et les énergies renouvelables.

**LE FIGARO.** - Perspective d'un embargo sur le pétrole russe et d'une coupure de leur gaz, et grande tension sur le marché de l'électricité... À quel point la situation vous inquiète-t-elle ?

**AGNÈS PANNIER-RUNACHER.** - Ce qui est inquiétant, c'est d'abord la situation sur le front climatique. Ce qui est historique, c'est le paquet climat européen adopté, au bout de la nuit, le 29 juin. Ce texte est extrêmement structurant et engage, pour la France et l'Europe, un rythme d'action inédit. Enfin, la crise ukrainienne et russe nous impose un cas pratique immédiat : comment faisons-nous pour ne plus dépendre au plus vite des énergies carbonées, et pour reprendre la maîtrise de notre production et de notre consommation d'électricité.

**L'hiver prochain sera critique ?**

Je suis d'une vigilance extrême. Il faut se mettre dans le scénario du pire, car il existe. À tout moment, la Russie peut interrompre totalement ses livraisons de gaz. Face à ce risque, nous agissons, en diversifiant nos sources d'approvisionnement en gaz, en augmentant nos capacités avec le projet de terminal méthanier flottant au Havre, et en accélérant le stockage. Du côté de la production électrique, l'arrêt de douze réacteurs nucléaires affectés par des problèmes, inattendus, de corrosion, crée une contrainte. Il faut donc maintenir la plus grande exigence sur l'agenda de maintenance des autres centrales du parc.

**Mais faut-il se préparer à des rationnements, à une économie de guerre ?**

Mais nous sommes de toute façon dans une économie de guerre ! Cela implique-t-il des rationnements ? Pas forcément. Cela nous oblige, dans le cadre de notre ambition, de faire de la France le premier grand pays industrialisé à sortir des fossiles, à la sobriété. L'efficacité énergétique, nous avions commencé, mais il faut poursuivre et accélérer les efforts, par exemple dans l'isolation thermique. La sobriété, c'est un changement complet de nos comportements, pour nous chauffer, pour nous déplacer, pour produire. Et c'est la clef pour ne pas être dans le flain d'un ennemi géopolitique.

**Qui doit faire l'effort ?**

L'appel récent des patrons des trois énergéticiens EDF, Engie et TotalEnergies, à faire immédiatement des économies d'énergie, a parfois été mal reçu...

Tout le monde est concerné, et tout le monde doit balayer devant sa porte ! L'État doit être exemplaire. Les entreprises, les collectivités aussi. L'appel lancé par Jean-Bernard Lévy, Catherine MacGregor et Patrick Pouyanné était utile. Parce qu'il est signé par ceux dont le métier et la source de profit est de vendre de l'énergie, il a probablement eu plus d'impact que notre parole institutionnelle deux jours plus tôt sur le même sujet. Mais j'attends de ces entreprises plus qu'une tribune. Les publicités qui poussent à la surconsommation par exemple sur la climatisation, ce n'est plus possible ! Je leur demande de proposer à la place des offres de tarifs qui valorisent les comportements et les outils de pilotage qui permettent de réduire et de lisser la consommation d'énergie. Il faut que les Français voient chaque mois sur leur facture, en euros payés en moins, le résultat de leurs efforts. C'est aussi ce qui encouragera les ménages à la sobriété.

**Pourquoi ne pas avoir communiqué plus tôt sur le sujet ? Le gouvernement semble s'y être attaqué à reculons...**

C'était le premier déplacement de la première ministre ! Mais nous avons choisi de commencer d'abord par les administrations et les entreprises. Pour les ménages, c'est à partir de l'automne que la mobilisation aura le plus d'impact. Un degré de chauffage en moins, c'est 7 % de gaz consommé en moins. D'ici là, nous lançons des plans de sobriété, et nous anticipons les mesures exceptionnelles d'effacement voire de délestage qui pourraient devoir être nécessaires. Mais à nouveau, l'effort doit venir de tous.

**Certaines mesures du paquet pouvoir d'achat sont des subventions directes aux énergies fossiles. La contradiction avec l'objectif climatique est patente !**

Je refuse de demander les yeux dans les yeux aux Français qui n'ont ni les moyens financiers, ni les leviers pour se passer de gaz ou de carburant, de se serrer la ceinture et de se débrouiller. Notre rôle est d'apporter des solutions de court terme, et je précise qu'il est prévu de remplacer progressivement la ristourne carburant par une mesure plus ciblée. Mais notre stratégie à long terme est bien d'émanciper les Français des énergies fossiles, pour notre planète et



**Agnes Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique.** À droite, un pylône électrique près de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).

F. BOUCHON/LE FIGARO, J.-C. VERHAEGEN/AFP

**Comment comptez-vous accélérer le déploiement des énergies renouvelables ?**

Ce ne sont pas les projets qui manquent, ce sont les procédures administratives et contentieuses qui coïncent. Je proposerai à la première ministre à la rentrée un projet de loi d'accélération de la transition énergétique et je prendrai dans les prochains jours des premières mesures réglementaires pour améliorer leur déploiement. Cela concerne le biogaz, le solaire, l'éolien... L'impact doit se faire sentir dans les six à dix-huit mois. Il y a aujourd'hui dans les cartons 6 à 7 GW de projets photovoltaïques, et 5 à 6 GW de projets éoliens qui sont autorisés mais n'avancent pas parce que leur bouclage financier est compliqué par l'inflation des coûts. Je propose que pour ces projets, l'électricité puisse être vendue au prix de marché pendant une période transitoire avant de retrouver le cadre contractuel. Autre exemple : le délai de mise en service des installations de biométhanisation pourrait être allongé afin que des projets ne soient pas abandonnés en route. Chaque GW compte pour redonner du confort à notre système électrique. J'irai les chercher !

**Pourriez-vous trouver une majorité à l'Assemblée si le texte d'accélération concerne à la fois les renouvelables et le nucléaire ?**

Nous avons besoin de certaines modalités d'accélération pour le nucléaire en effet. Je pense qu'il existe une voie de compromis politique sur ce sujet. Le contexte de

crise énergétique appelle à la responsabilité. Et je constate, dans chacun de mes échanges avec les parlementaires, que la discussion est possible parce que le sujet mérite qu'on sorte des caricatures et que beaucoup s'y sont intéressés.

**Comment mettre en place les conditions de vos objectifs à moyen et à long terme : 50 parcs éoliens offshore et 6 à 14 EPR ?**

C'est tout l'enjeu de la planification. Pour l'éolien en mer, nous devons faire la cartographie de ces projets, en associant très en amont les différentes parties prenantes, en prenant en compte toutes les contraintes (raccourcissements, impact sur la biodiversité, etc.). Nos projets s'insèrent dans la stratégie énergie climat qui fera l'objet d'une loi de programmation en 2023. Nous devons conduire en parallèle le débat public concernant le programme de nouveau nucléaire et le projet d'une première paire d'EPR à Penly. Mais ma mission concernant le nucléaire, qui a fait, et fait dans le contexte actuel, la force de notre modèle énergétique, est aussi de faire en sorte que la performance opérationnelle et industrielle soit l'alpha et l'omega des équipes de l'entreprise. Tout doit être fait pour augmenter la production actuelle d'électricité, prolonger la durée de vie des centrales existantes dans les meilleures conditions de sûreté, et mettre en place les conditions de réussite du nouveau programme nucléaire. Ce n'est pas seulement une histoire de permis de construire, mais d'abord de compétences qu'il faut recruter et former. EDF, entreprise bientôt à 100 % publique, est le bras armé de notre ambition énergétique. ■



## Le PDG de Schn à une mobilisation

« Il faut déclarer un état d'urgence climatique. »

Jean-Pascal Tricoire, le PDG du champion français de l'efficacité énergétique Schneider Electric, tire la sonnette d'alarme. « Il n'y a pas suffisamment de sentiment d'urgence, pas de prise de conscience alors qu'on risque des coupures d'électricité l'hiver prochain, c'est-à-dire dans seulement quatre ou cinq mois ! » Le dirigeant est d'autant plus remonté que les solutions, notamment technologiques, existent. Dans la ligne de la lettre ouverte le 26 juin dernier des dirigeants des trois grands producteurs français d'énergie, EDF, Engie et TotalEnergies, appellent les Français à moins consommer d'énergie, la priorité doit effectivement porter sur la sobriété. Pour autant, cela ne signifie pas « se serrer la ceinture, mais de réduire sa facture pour la même qualité de vie », précise-t-il.

« Équiper toutes les résidences de dispositifs connectés qui permettent d'économiser de façon durable et d'ajuster les températures lorsqu'il y a des pointes de consommation » avance Jean-Pascal Tricoire. Utiliser le réseau d'artisans existants pour installer des thermostats intelligents et des systèmes de contrôle de chauffe-eau permettrait de faire plusieurs pas en avant. Et de donner l'exemple du Japon qui, après Fukushima, a trouvé le moyen de baisser le pic de consommation de 20 % en quelques mois. En France, pour y parvenir, il faudrait modifier drastiquement notre approche. Et Jean-

**56 réacteurs nucléaires en France dont 27 étaient à l'arrêt le 4 juillet 2022**

**20 % Part du gaz russe dans la consommation totale en France**

# cran clier tarifaire.

nes aux revenus modestes et moyens, qui prennent leur voiture pour aller travailler.

« Le ciblage doit concerner également le bouclier sur le gaz et l'électricité » qui prendra fin au 31 décembre, a précisé Bruno Le Maire. Leurs remplaçants seront moins généreux. « À partir de janvier 2023, il faut cibler ces boucliers sur les ménages qui en ont réellement besoin », a insisté le ministre, justifiant ce choix par la nécessité de tenir la dépense publique et de mener une politique juste. Le gouvernement travaille au calibrage de ces nouvelles mesures. Il est très probable que la sortie des boucliers gaz et électricité sera elle aussi progressive, tant est grande la protection qu'ils offrent. Sans ces mécanismes, les ménages français auraient subi une hausse de plus de 35 % de leur facture d'électricité et de 45 % de celle de gaz. ■



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

**Il ne faut pas se cacher la réalité, la gravité de la situation : l'hypothèse d'une rupture des livraisons de gaz par la Russie est crédible,**

ÉLISABETH BORNE



## eider Electric appelle on générale sur l'énergie

Pascal Tricoire de viser le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement. « Il faut redéfinir l'argent qu'on met à financer l'augmentation de la facture des concitoyens sur l'achat des énergies fossiles en le faisant basculer progressivement vers le changement de modèle », explique-t-il.

Passer le prochain hiver ne doit cependant pas être l'objectif ultime. « Après la sobriété, il faut électrifier les usages et décarboner cette

le montrent les aides qui soutiennent la rénovation thermique du bâtiment. Investir dans la décarbonation est en outre soutenable selon Schneider. « Avec un outil digital connecté, une pompe à chaleur et de la gestion décentralisée, il est possible d'avoir un surcoût sur la construction limité à 5 % et un retour sur investissement dans les cinq ans », assure Jean-Pascal Tricoire. Avec son nouveau centre de R&D de Grenoble, Schneider affiche même un surcoût limité à 3 %.

L'industrie défend en parallèle une meilleure communication vis-à-vis des utilisateurs, et notamment des particuliers. « Les producteurs d'électricité et les gestionnaires de réseau doivent rétablir des signaux vers les consommateurs pour qu'ils puissent en bénéficier financièrement », estime Jean-Pascal Tricoire. En clair, ceux qui consomment au bon moment ou qui acceptent de « s'effacer » du réseau électrique en cas de pointe de consommation doivent être rémunérés. Une baisse de la facture est un bon moyen de convaincre les Français d'agir. D'autant que, là aussi, les outils existent avec les compteurs intelligents Linky et Gaspar, largement installés aujourd'hui. « Il est possible de fournir à chaque Français son empreinte carbone et la totalité de sa consommation énergétique, plaide Jean-Pascal Tricoire. Ces simples informations seraient sans doute de nature à faire baisser significativement la consommation. » ■ **B. BET E.E.**



J.-P. MARCABRU/LE FIGARO

production électrique », explique le dirigeant. Schneider estime que, d'ici à dix ou vingt ans, la consommation électrique dans la vie quotidienne pourrait être deux ou trois fois supérieure. La migration de la mobilité vers l'électricité ou la sortie des énergies fossiles du bâtiment et du résidentiel illustrent ce mouvement.

L'industriel estime qu'il faut accélérer le rythme et, surtout, changer les priorités. « Il faut digitaliser d'abord, électrifier ensuite et, enfin, refaire le bâti, analyse Jean-Pascal Tricoire. Quand vous avez une pointe de consommation, le bâti ne change pas. » Or aujourd'hui, la priorité est donnée au bâti, comme

# ÉCONOMIE

## À Nairobi, l'autoroute de la discorde

La quatre-voies bâtie et financée par la Chine, censée désengorger la capitale du Kenya, est réservée aux plus aisés.

JOSEPH D'ARRAST  
NAIROBI

**AFRIQUE** Vingt-sept kilomètres de deux doubles voies lisses, immaculées, sans nid-de-poule ni dos d'âne, débarrassées de la présence des fameux matatus, ces bus bariolés qui s'arrêtent impromptu sur la chaussée : les utilisateurs de la nouvelle autoroute qui traverse le sud-est de Nairobi, en passant par l'aéroport, sont sous le charme.

Annoncé comme un marqueur de développement et de modernité, c'est le grand projet de fin de mandat du président sortant Uhuru Kenyatta. Le Nairobi Expressway a de quoi impressionner : il faut désormais une vingtaine de minutes pour rejoindre l'aéroport du centre-ville, contre plus de deux heures auparavant aux heures de pointe.

Conçu pour désengorger la ville, dont les embouteillages monstres coûteraient jusqu'à 1 milliard de dollars en productivité perdue par an selon le Nairobi Metropolitan Area Transport Authority, l'Expressway ne semble pourtant pas répondre à cette problématique.

L'Expressway surplombe élégamment l'ancienne route, ravagée par les travaux et où s'agglutinent tous ceux qui n'ont pas les moyens de l'emprunter. Un aller-retour complet de l'Expressway coûte autour de six euros et pourrait augmenter, car le tarif du péage est indexé sur le dollar américain. L'image très symbolique des riches circulant à toute vitesse en haut et des pauvres bloqués dans les embouteillages en bas ne passe pas au sein de la population.

Pour Constant Cap, urbaniste à Nairobi. « La plupart des Kényans ne profiteront pas de cette autoroute, puisqu'elle est interdite aux bus et aux mototaxis. Les véhicules privés ne représentent que 13 % des navetteurs, contre 46 % de piétons et 41 % d'usagers qui empruntent bus ou motos. » Selon l'urbaniste, un système de transport collectif au sein de la ville serait plus efficace : « De nombreux projets sont prévus par la



**Le Nairobi Expressway permet de rejoindre en une vingtaine de minutes l'aéroport du centre-ville, contre plus de deux heures auparavant.** MONICAH MWANGI/REUTERS

municipalité pour fluidifier la circulation, mais la priorité a été donnée à l'Expressway alors qu'il n'aide pas à désengorger la ville, il permet surtout d'en entrer et d'en sortir mais pas d'y circuler en son sein. »

**Un coût environnemental plutôt élevé**

Pour le gouvernement, l'Expressway a l'avantage de n'avoir rien coûté aux finances publiques. Il s'agit en effet d'un partenariat public-privé (PPP) financé par China Communications Construction Company (CCCC) et construit par sa filiale China Road and Bridge Corporation (CRBC). Le projet a coûté 668 millions de dollars. Le Kenya est déjà largement endetté envers la Chine en raison d'autres projets d'infrastructures : les emprunts chinois constituent 67 % de sa dette extérieure. L'entreprise compte récupérer son investissement et réaliser des bénéfices sur vingt-sept ans grâce au péage, après quoi la concession prendra fin et l'autoroute reviendra au Kenya.

Alors que le gouvernement a largement insisté sur le fait qu'il n'avait pas dépensé un centime pour le projet, Constant Cap pointe du doigt le coût des rachats de terrains, des déplacements des équi-

pements publics comme l'électricité, les canalisations et la fibre.

« À cela, il faut rajouter la réfection de l'ancienne route, très abîmée par les travaux de l'Expressway, et qui revient à la charge de l'État », précise-t-il. Un contrat de 9 milliards de shillings kényans (73 millions d'euros) pour sa réfection vient justement d'être attribué à... China Road and Bridge Corporation (CRBC). Enfin, beaucoup redoutent, le contrat n'étant pas public, que le gouvernement kényan ne soit forcé de compenser la CCCC si jamais l'entreprise ne récupère pas son investissement.

Dernier objet de critique : le coût environnemental du projet. 4000 arbres ont été déracinés pour faire place à l'autoroute. Pour compenser cette perte, CRBC s'est vu intimé par l'Agence nationale de management de l'environnement (Nema) de replanter autant d'arbres, sans que l'entreprise ne s'empresser pour autant de répondre à cette demande. Seules des milliers de plantes rampantes ont été tressées sur les piliers de l'Expressway afin de couvrir de verdure les énormes masses de béton, et sans doute prévenir ainsi des tags déplaçants. Les troupeaux de vaches de la tribu massai qui parcourent la ville se sont empressés de les dévorer... ■

**La plupart des Kényans ne profiteront pas de cette autoroute puisque elle est interdite aux bus et aux mototaxis. Les véhicules privés ne représentent que 13 % des navetteurs.**

CONSTANT CAP, URBANISTE À NAIROBI

## Pixid, une plateforme pour numériser et signer à distance les contrats de travail

La jeune entreprise a conquis 40 % du marché de l'intérim en France.

MARC LANDRÉ @marclandre

**PIXID**  
EN CHIFFRES

**37**  
millions d'euros :  
prévision du chiffre  
d'affaires en 2022

**250**  
employés

**15 à 20**  
millions de contrats  
de travail flexible  
signés chaque année

**EMPLOI** C'est un Petit Poucet dans l'univers de l'emploi, qui a su se rendre indispensable aux mastodontes de l'intérim, contrats de simplifier et digitaliser leurs process pour le compte de leurs clients. Pixid, leader européen de solution de gestion de l'emploi flexible en entreprise, accueille en effet 300 000 personnes par jour sur sa plateforme de signature électronique de contrats et détient pas moins de 40 % du marché des intérimaires en France.

Son créneau ? Avoir simplifié et automatisé, de manière digitale (d'abord via un site web et aujourd'hui via une appli sur smartphone), la relation contractuelle entre une agence, un travailleur et un client. Et ce pour tout type d'emploi flexible (Intérim, CDD, stage et free-lance, notamment dans les pays nordiques), composante aujourd'hui essentielle dans la gestion des ressources humaines.

« L'emploi flexible est devenu un enjeu stratégique pour les en-

treprises qui va bien au-delà des questions conjoncturelles », explique Étienne Colella, le président de Pixid, qui prévoit de réaliser 37 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022 (dont 40 % à l'international dans 22 pays), emploie 250 personnes et permet la signature de 15 à 20 millions de contrats de travail flexible par an. La société fondée en 2005, qui a failli être emportée par la crise de 2009 après que l'activité s'est effondrée de 40 % en trois mois, possède désormais un portefeuille de 200 entreprises clientes grands comptes, est partenaire de 9 000 agences d'intérim dans l'Hexagone (soit 90 % du marché) et détient une base de données de 4 millions de travailleurs flexibles.

**Interviews vidéo**

Outre la signature électronique de contrats, Pixid a développé de nouveaux services au fil du temps pour ses clients : des interviews vidéo des candidats potentiels au recrutement, la vérification des pièces d'identité et des diplômes, des tests et autres reconnaissances

des compétences des travailleurs de la plateforme.

Le fournisseur de solutions Saas ne compte pas en rester là. « Pixid veut devenir le leader du marché de l'emploi flexible pour les PME grâce à sa plateforme adaptable », explique Étienne Colella, qui a porté à 2,9 millions d'euros l'effort d'investissement R&D de l'entreprise en 2021. La société, présente à Paris, Rotterdam, Londres et Anvers, entend notamment développer la part des non-intérimaires et des travailleurs free-lance dans sa base de données, croître en Europe et travailler sur des projets transverseaux sur plusieurs pays ou continents. « Depuis plusieurs années, nous poursuivons notre volonté d'apporter des solutions efficaces pour faciliter la relation candidats-entreprises et accompagner le marché du recrutement dans ses transformations, poursuit Étienne Colella. La crise sanitaire a accentué le besoin de flexibilité des entreprises, et les recruteurs oscillent désormais entre contrats courts et permanents sans être correctement équipés pour piloter leur staffing de manière efficace. » ■

# Macron fait la promotion de l'attractivité française

Une quinzaine d'investissements attendus au sommet Choose France.

ANNE DE GUIGNÉ @adeguigne  
ET MARIE VISOT @MarieVisot

**POLITIQUE ÉCONOMIQUE** C'est une séquence que le chef de l'État apprécie particulièrement : lundi, au château de Versailles, se tient l'édition 2022 de la traditionnelle opération Choose France, du nom de cette journée où défle dans l'ancienne ville royale tout le gratin des patrons d'entreprises étrangères venus du monde entier. Le sommet devait initialement se tenir en janvier, mais, en raison du Covid, il a été décalé.

Depuis maintenant cinq ans, Emmanuel Macron profite de cette journée pour se féliciter de la nouvelle moisson de projets d'investissements internationaux dans un contexte d'attractivité retrouvée, mais aussi pour user de son art de la persuasion auprès de ceux qui pourraient miser encore davantage sur la France, créant ainsi emplois et activité.

Cette édition n'échappera pas à la règle. Quelque 6,7 milliards d'euros de projets, « assurant la création de 4 000 emplois pérennes » portés par des entreprises étrangères, ont été annoncés à son occasion, a fait savoir l'Élysée. Selon nos informations, l'investissement le plus emblématique de

ce sommet, non communiqué à cette heure par l'exécutif, concernerait le fabricant de puces électroniques STMicroelectronics (voir ci-dessous). Le champion espagnol de la réservation touristique, Amadeus, poursuit également son expansion en France via 800 créations d'emplois, essentiellement à Sophia Antipolis. Le logisticien américain Fedex a de son côté déclaré prévoir de créer 1 200 postes permanents supplémentaires à Roissy.

## Des rendez-vous dans la galerie des Glaces

« Beaucoup de ces investissements s'inscrivent dans la dynamique du plan France 2030 (le vaste plan de transformation de l'économie française doté de 30 milliards d'euros, annoncé l'hiver dernier par Emmanuel Macron, NDLR), explique-t-on à l'Élysée. On retrouve les secteurs prioritaires énoncés par le président, comme la santé. » Les financements publics bénéficieront également au projet d'Eastman, entreprise américaine de recyclage moléculaire, qui a annoncé en janvier investir 850 millions pour créer une usine près du Havre.

Quelque 180 dirigeants de grandes entreprises telles que Merck, Disney, Coca-Cola, JP Morgan, Macquarie ou Fosun, partici-



Depuis maintenant cinq ans, Emmanuel Macron (ici, en janvier 2021) profite de cette journée pour user de son art de la persuasion auprès de ceux qui pourraient miser encore davantage sur la France.

LUDOVIC MARIN/ AFP

ront à cette édition, lundi. Leur journée s'annonce bien rythmée. Ils seront d'abord reçus à déjeuner par Bruno Le Maire, puis chacun vaquera à ses rendez-vous bilatéraux prévus en amont. Une vingtaine de membres du gouvernement seront sur place pour ces rencontres. Trois tables rondes concluront la journée. Les deux premières porteront respectivement sur la transition énergétique et sur les chaînes de valeur industrielle. La dernière verra le président dialoguer sur l'attractivité française avec des patrons de grands groupes.

Les investisseurs étrangers ne semblent en revanche pas inquiets de la situation politique découlant des législatives. « Entre les dirigeants qui ne regardent pas de près ce qui se passe en France et ceux qui se persuadent qu'une Assemblée nationale avec une majorité relative – ce qui est le cas chez la plupart de nos voisins – n'empêche pas de faire des réformes, la confiance n'est pas retombée », souligne un financier.

Business France, l'agence publique en charge de l'internationalisation des entreprises et de l'attractivité, qui interroge régu-

lièrement les investisseurs sur leurs perceptions de l'attractivité de la France, le confirme. La toute dernière étude Kantar Public qui leur a été fournie, dont les résultats seront bientôt publiés, montre que 69 % des dirigeants d'entreprises étrangères considèrent que l'attractivité de la France s'est améliorée ces cinq dernières années, et que, pour 74 % d'entre eux, elle va même continuer à le faire dans les prochaines années.

« 46% des investisseurs étrangers qui ont choisi la France l'ont aussi fait en raison de la qualité des services offerts par les pouvoirs publics dans le cadre de leur implantation. »

CHRISTOPHE LECOQUIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BUSINESS FRANCE

L'image d'un président réformateur, qui a fait bouger les choses en France du point de vue de l'attractivité ces dernières années – suppression de l'ISF, allègement de la fiscalité sur le capital, assouplissement du droit du travail, baisse des impôts de production – n'y est évidemment pas pour rien. « 46% des investisseurs étrangers qui ont choisi la France l'ont aussi fait en raison de la qualité des services offerts par les pouvoirs publics dans le cadre de leur implantation. La France est attractive et le sommet Choose France qui s'est tenu aujourd'hui à Versailles en atteste », ajoute Christophe Lecoquier, directeur général de Business France.

Pour 2021, le cabinet EY a recensé 1 222 implantations ou extensions de projets d'investissements étrangers, un chiffre en nette progression par rapport à l'année précédente. « Le rebond est important, car la crise sanitaire avait touché la France plus fortement que la moyenne européenne », relevait alors l'étude consacrée au sujet, publiée fin avril. Pour la troisième année, la France est sur la première marche du podium de l'attractivité européenne. ■

## Puces: investissement géant pour STMicroelectronics et Global Foundries

ENGUÉRAND RENAULT @erenault

C'est LA grosse annonce de Choose France. Lundi 11 juillet au matin, STMicroelectronics, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs, et Global Foundries, le fondeur américain (fabricant de puces pour le compte de tiers), vont selon nos informations annoncer la création d'une usine de semi-conducteurs en France pour un investissement voisin de 4 milliards d'euros. Le président Emmanuel Macron devrait mardi faire le déplacement à Grenoble à l'occasion de cette annonce.

Cet investissement est hautement stratégique. Il s'inscrit dans la droite ligne du Chips Act européen, voulu par le commissaire Thierry Breton qui permettra de renforcer la souveraineté de l'Europe dans la fabrication de puces nécessaires à l'industrie du Vieux Continent. Pour cela, l'Europe est prête à consacrer 50 milliards d'euros d'ici à 2030 dans le but de pouvoir fabriquer au moins 20 % de la capacité mondiale de semi-conducteurs de dernière génération. Aujourd'hui, l'écrasante majorité de la production de puces provient des grands fondeurs installés à Taïwan dont le géant TSMC.

Cette répartition géographique de la production de semi-conducteurs pose problème. Toutes les coupures d'approvisionnement ou les pénuries dues à l'explosion de la demande mondiale entravent toute la chaîne de production en Europe. Pire, les tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine à propos de l'avenir de Taïwan font craindre une rupture totale d'approvisionnement en cas d'invasion de l'île par son

grand voisin chinois. Un scénario qu'il conviendrait d'anticiper. Le Chips Act européen qui commence à prendre forme, est une réponse à ce défi. En mars 2022, l'américain Intel a annoncé un investissement de 33 milliards d'euros dans deux usines géantes de semi-conducteurs, en Allemagne à Magdebourg et à Leixlip en République d'Irlande. Aujourd'hui, c'est au tour de la France d'obtenir une usine de production.

## Groupes complémentaires

Les deux alliés STMicro et Global Foundries sont très complémentaires. STMicro est un groupe intégré IDM (ou Integrated Device Manufacturers) qui conçoit et réalise lui-même des semi-conducteurs dans ses propres usines à Grenoble et à Catane en Sicile. Pour sa part, Global Foundries est un fondeur américain qui possède des usines aux États-Unis et en Europe avec une unité installée à Dresde en Allemagne. Il maîtrise déjà la technologie de gravure en dessous des 10 nanomètres et investit pour améliorer encore ses performances.

Global Foundries doit en effet absolument rester dans la course face à ses rivaux taïwanais. Ce fondeur américain travaille pour le compte de géants du secteur comme Nvidia, Qualcomm ou Apple qui conçoivent les puces les plus sophistiquées du monde mais ne les fabriquent pas eux-mêmes et préfèrent confier la production aux différents fondeurs. L'alliance de STMicro et Global Foundries devrait doter la France d'une plus grande capacité de production de puces de dernières générations. Un véritable tournant dans la souveraineté technologique nationale. ■

**4 000** emplois seront créés par des entreprises étrangères dans de nombreux secteurs d'activité

**69%** des dirigeants d'entreprises étrangères considèrent que l'attractivité de la France s'est améliorée ces cinq dernières années

Une ligne de production de l'usine GSK de Saint-Amand-les-Eaux (Nord). Le géant pharmaceutique britannique va accroître ses investissements dans la recherche et le développement (R&D).

FRANÇOIS LO PRESTI/ AFP



## Une quinzaine d'entreprises étrangères prévoient d'investir 6,7 milliards d'euros

DANIELÉ GUINOT @danieleguinot

À l'occasion du sommet Choose France à Versailles, une quinzaine d'entreprises étrangères dévoileront ce lundi de nouveaux projets d'investissements un peu partout sur le territoire. Au total, la liste pèse 6,7 milliards d'euros et assure la création de 4 000 emplois dans de nombreux secteurs d'activité. Les projets industriels restent majoritaires, suivis par des investissements dans la R&D (près de 40 %).

## Les secteurs industriels très représentés

L'édition 2022 de Choose France comprend une fois de plus de nombreux investissements dans des secteurs industriels. Le groupe allemand Vorwerk, fabricant du Thermomix, va ainsi augmenter ses capacités de production. Et il va « relocaliser en France une partie de la chaîne de valeur du Thermomix », avec, à la clé, la création de 74 emplois. Le groupe chimi-

que néerlandais AkzoNobel, connu pour ses marques de peinture Dulux et Trimetal, va, lui, investir sur deux de ses sites français et créer 35 emplois : dans l'Arrière, sur son site spécialisé dans la fabrication de peintures d'avion, et dans l'Oise, sur le site de production de peintures décoratives. L'américain Collins Aerospace, filiale de Raytheon Technologies, va, lui aussi, se renforcer dans l'Hexagone. Après avoir annoncé en janvier la création de 200 emplois, il investira au cours des cinq prochaines années sur ses sites de production, en R&D, et pour le développement de nouveaux programmes. Vinfast, le jeune constructeur automobile vietnamien, prévoit, lui, de créer 350 à 400 emplois d'ici à 2023 dans de nouveaux showrooms et ateliers. Les groupes italiens Trenitalia (100 créations d'emplois) et Iveco Group veulent aussi grandir dans l'Hexagone. Le constructeur de camions et de bus a lancé un « important plan d'investissement » sur les sites de ses marques Iveco Bus et Heuliez. L'usine de Rorthais (Deux-Sèvres), par exemple, produira une gamme renouvelée de bus électriques.

## 20% des investissements réalisés dans la santé

« La France est très attractive en matière de santé », explique-t-on à l'Élysée, en soulignant que 20 % des investissements étrangers sont réalisés dans la santé. Plusieurs laboratoires pharmaceutiques ont donc décidé d'y accroître leurs investissements. C'est le cas du géant pharmaceutique britannique GSK, pour qui la France est déjà « le quatrième pays en termes d'investisse-

ments en recherche clinique au niveau mondial ». Le laboratoire va investir dans la recherche et le développement. Le groupe pharmaceutique et chimique Italien Zambon va, lui aussi, poursuivre ses investissements dans le cadre d'un plan sur quatre ans (2024-2028). Celui-ci prévoit la construction à Avrillé (Maine-et-Loire) d'un nouveau site de production ; le renforcement des capacités de production et le doublement de ses laboratoires de R&D qui s'accompagnera de la création « d'emplois qualifiés ». En janvier, l'allemand Merck avait annoncé la création de 500 emplois en Alsace et Gironde.

## Renforcement dans la technologie

L'espagnol Amadeus, numéro un mondial des réservations de voyages en ligne, va poursuivre son expansion dans l'Hexagone. Il créera 800 emplois en 2022 et 2023, essentiellement (80 %) dans le centre de R&D de Sophia-Antipolis, le technopôle de la Côte d'Azur. De son côté, Accenture, le géant américain-irlandais du conseil, s'apprête à ouvrir à Brest un nouveau site pour son centre de développement et d'innovation technologique. Cela passera par la création de 500 emplois d'ici à trois ans dans la région.

## Des créations d'emplois dans les services

À l'approche des Jeux olympiques de 2024, Federal Express (FedEx), le spécialiste américain de la logistique et du transport va créer 1 200 postes à Roissy. De son côté, Randstad, le géant néerlandais du travail temporaire va recruter 7 000 personnes (CDI intérimaire), d'ici à fin 2022. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**FRÉDÉRIC DE MONICHAULT**  
fdemonicault@lefigaro.fr

**MANAGEMENT** Hugues Galambrun a créé Septeo, éditeur de logiciels pour les professionnels du droit et de l'immobilier, avec deux associés, Jean-Luc Boixel et Philippe Rivière, en 2013. L'entreprise, qui a réalisé 175 millions de chiffre d'affaires en 2020, emploie 2300 salariés. Le fonds britannique Hg est entré au capital à hauteur de 70 % en 2020 pour accompagner la croissance - de 20 % par an - de la société.

**LE FIGARO.** - Après la crise sanitaire, la guerre en Ukraine cristallise les inquiétudes...  
**Hugues GALAMBRUN.** - Si l'on se projette un an en arrière, le dynamisme entrevu alors a beaucoup perdu. Aujourd'hui, l'attentisme règne. En outre, Septeo agit dans des domaines, le droit et l'immobilier, où les décisions politiques ont du poids. Sur ce plan-là, la situation n'est pas encore stabilisée.

**Avez-vous été pénalisés par la pandémie ?**  
Non. Les professionnels du droit et de l'immobilier auxquelles nous nous adressons ont été contraints de digitaliser leurs procédures à grande vitesse. Nous avons été là pour les appuyer. Par exemple, nos équipes ont été capables de finaliser en un mois un projet de signature électronique, sans lequel les avocats et les notaires auraient été à l'arrêt.

**Dans ce cas précis, comment mobilisez-vous l'entreprise ?**  
Nous appelons cela un sprint. Pendant quelques semaines, la plupart des équipes sont focalisées sur un objectif en particulier, sortir une solution qui réponde exactement aux besoins de nos clients. Pendant cette période, d'autres dossiers moins urgents sont un peu mis de côté.

**La demande de profils tech est soutenue. Comment faites-vous pour gérer ces flux ?**  
Cette année, nous prévoyons de recruter quelque 600 nouveaux collaborateurs. Excepté des postes très spécifiques pour lesquels nous travaillons avec nos partenaires, nos RH gèrent l'ensemble des recrutements. Nous sommes dans un contexte de guerre des talents : il manque environ 10 000 ingénieurs en France. Outre la pénurie, il y a les attentes très fortes en matière de télétravail. Se battre pour les meilleurs profils d'une part, les intégrer dans un mode de



# Hugues Galambrun : « Les RH sont en pleine révolution copernicienne »

Le président de Septeo explique comment l'entreprise gère la pénurie des talents.

travail hybride d'autre part : les RH sont en pleine révolution copernicienne.

**Quels leviers pouvez-vous activer pour attirer ces talents ?**  
L'inflation salariale ne sert à rien. Sinon, on tombe très vite dans la course à l'échalo. Il faut pouvoir offrir les conditions d'un « bien vivre » dans l'entreprise : de la souplesse dans le fonctionnement, une capacité d'ouverture, de nombreux services associés, comme une crèche, une conciergerie, la possibilité de faire du sport...

**Le télétravail est-il entré dans les mœurs de Septeo ?**  
Avant la crise sanitaire, nous étions sur un jour par semaine. Aujourd'hui, le phénomène s'est développé, mais il n'y a jamais eu d'accord formel, ni avant ni après. Je laisse toute latitude aux équipes pour trouver le format qui leur convient le mieux. Il y a des salariés qui souffrent du télétravail, il faut en tenir compte.

**Les nouvelles habitudes créent-elles un nouveau climat dans l'entreprise ?**  
Nous avons fait tomber les murs, dans tous les sens du terme. L'entreprise en général tend à devenir un nouveau lieu social, un lieu de partage où les gens ne se côtoient plus seulement pour travailler.

**« L'inflation salariale ne sert à rien. Sinon, on tombe très vite dans la course à l'échalo. Il faut pouvoir offrir les conditions d'un « bien vivre » dans l'entreprise », estime Hugues Galambrun.**

SEPTEO

L'esprit collectif a tout à gagner de cette extension du périmètre.

**En 2020, vous avez décidé d'ouvrir le capital de l'entreprise. Ne craigniez-vous pas de perdre en autonomie ?**  
Avec mes deux associés, nous sentions bien que, pour continuer à se développer dans un univers extrêmement concurrentiel, il fallait franchir un cap. Nous avons privilégié un investisseur qui connaît parfaitement les problématiques de la legaltech. Dans la

trajectoire d'un entrepreneur, il arrive toujours un moment où le choix se pose entre rester sur ses acquis ou intégrer la division supérieure. La réponse me paraît assez claire : il ne faut pas s'habituer à gérer un patrimoine.

**L'entreprise a-t-elle recours à des prestations de consulting ?**  
Nous faisons appel à des consultants environ deux fois par an. À chaque fois, il s'agit d'avancer sur une question très précise. Par exemple, une étude sur tel ou tel point, pour laquelle nous n'avons pas les compétences en interne. Le danger du consulting vient de sa mauvaise utilisation : quand il a peur de prendre une décision, le dirigeant se réfugie derrière les orientations de ses interlocuteurs.

**Septeo réalise régulièrement des acquisitions. Avec quel modèle de développement pour ces entités ?**  
Au début, nous avions tendance à octroyer une large autonomie. Depuis l'année dernière, la tentation est celle d'une véritable intégration. Cela demande du temps et plus de travail, avec nombre de discussions. Mais c'est la solution pour obtenir des synergies et dégager de la valeur. Osons le dire, on est enclins un peu par paresse à laisser une totale marge de manœuvre à une société que l'on acquiert.

**Vous êtes désormais seul aux commandes de l'entreprise. Est-ce une nouvelle forme de pression ?**

À trois, c'est évident, on se sent moins seul ! La solitude du dirigeant est une réalité. J'ai trouvé de nouvelles formes de support. À commencer par le chairman, qui préside le conseil de surveillance. Il n'a pas de fonction opérationnelle, mais son rôle est précieux : il est tout à la fois un conseil, un coach et un confident.

**Septeo est basé à Montpellier. Cela ne vous empêche pas de venir deux jours par semaine à Paris... Il y a peu, quelqu'un m'a demandé si une entreprise implantée à Montpellier pouvait prendre une dimension européenne. Seul un Français peut poser cette question !** Nous sommes à proximité aussi bien d'un aéroport que d'une gare TGV. Et je ne viens pas seulement à Paris parce que la centralisation en fait un foyer de décideurs : environ 400 salariés de Septeo travaillent sur les quais de Seine. ■

## CONFIDENCES

**QUELLES SONT LES QUALITÉS INDISPENSABLES À UN DIRIGEANT ?**  
L'intelligence émotionnelle, la capacité d'écoute, la sincérité.

**COMBIEN DE PERSONNES TUTOYEZ-VOUS DANS L'ENTREPRISE ?**  
Le cercle proche.

**UN ARTISTE FAVORI ?**  
Le peintre Georges Mathieu.

**LE TALK** Retrouvez du lundi au vendredi, **LE « TALK DÉCIDEURS »**.  
**Aujourd'hui :** Nicolas Marotte, directeur général d'Innocent France  
En vidéo sur [lefigaro.fr/decideurs](http://lefigaro.fr/decideurs)

## Ils termineront leurs vacances en télétravail

Plutôt que de quitter leur villégiature, des cadres joueront les prolongations en se remettant à la tâche, à distance.

**ORGANISATION** Chez BDO France, la possibilité de télétravailler a franchi une étape. Jusqu'à présent, le cabinet d'audit, de conseil et d'expertise-comptable proposait deux jours par semaine à distance à ses salariés. À l'approche de l'été, il vient de passer à quatre. Les personnes qui le souhaitent pourront ainsi télétravailler depuis leur lieu de vacances. Une manière de profiter d'un cadre agréable même lorsque la période de congés sera terminée. L'initiative n'est ni anodine ni isolée : les entreprises sont nombreuses où les collaborateurs veulent plus de travail à distance pendant les mois de juillet et août. Ils y voient l'opportunité d'un sas bienvenu avant les vacances de même qu'une reprise en douceur avant septembre.

« Notre nouveau schéma répond à la volonté des équipes d'améliorer l'équilibre entre vie pro et vie perso, de disposer d'une plus grande flexibilité pour pouvoir s'organiser, explique Arnaud Naudan, président de BDO France. Cela suppose un vrai rapport de confiance que nous poussons encore plus loin que quatre jours de télétravail par semaine. » Le cabinet autorise ses collaborateurs à cumuler jusqu'à quatre

semaines consécutives à distance, partout où ils le souhaitent en France. « Nous prévoyons de créer 750 postes supplémentaires au cours des cinq prochaines années, poursuit Arnaud Naudan. L'attractivité, la capacité à fidéliser et la qualité de vie au travail sont indissociables de cet objectif. »

**Prévoir de la souplesse**  
Chez Influence Society, entreprise de marketing digital, non seulement les salariés peuvent travailler sur leur lieu de vacances mais aussi depuis l'étranger s'ils le souhaitent, dans le cadre autorisé par la loi, c'est-à-dire pour une période allant jusqu'à trois mois en Europe. « Ce choix nous a aussi obligés à changer notre modèle de management, explique le fondateur, Sébastien Félix. Nous ne sommes plus sur du micro-contrôle des tâches et du temps de présence mais sur du management par objectifs. Et cela fonctionne très bien ! » Chez Influence Society comme chez BDO France, où une simple connexion internet suffit pour travailler, cette souplesse convient à merveille. En revanche, dans des fonctions requérant pour une part ou en totalité d'être

Notre nouveau schéma répond à la volonté des équipes d'améliorer l'équilibre entre vie pro et vie perso, de disposer d'une plus grande flexibilité pour pouvoir s'organiser.

ARNAUD NAUDAN, PRÉSIDENT DE BDO FRANCE

Les entreprises sont nombreuses où les collaborateurs veulent plus de travail à distance pendant les mois de juillet et août.

ALAMY VIA REUTERS

à son poste, les aménagements sont plus délicats.

Dans tous les cas de figure, l'allongement du télétravail en été ne se décide pas entre deux portes. « Si l'accord ou la charte de télétravail contiennent des dispositions relatives au télétravail exceptionnel depuis le lieu de vacances, tout est sur les rails, précise Amélie Gianino, juriste aux Éditions Tissot. Ceci implique des modalités pour s'assurer de l'accord du salarié quant à l'augmentation de son nombre de jours de télétravail. » En revanche, si aucune disposition n'a été prise en amont, le moindre

réaménagement doit être formalisé. Les employeurs insistent souvent sur la difficulté à fixer des normes au télétravail et la nécessité de prévoir de la souplesse selon le mode d'organisation de chaque équipe. Il n'empêche, fixer les choses permet de mieux baliser une période estivale où la tentation du relâchement est compréhensible.

Pour certains managers, il est tentant ainsi de ne pas autoriser systématiquement le télétravail sur le lieu de vacances. Sous-entendu : il vaut mieux le réserver aux éléments dont l'efficacité en

distanciel ne souffre d'aucune discussion. « Attention : un doute sur l'implication d'un salarié n'est pas de nature à pouvoir justifier une différence de traitement, poursuit Amélie Gianino. L'employeur qui refuserait la possibilité de télétravailler à un collaborateur qui occupe un poste éligible au télétravail doit motiver sa réponse. »

Si tout le monde est autorisé à télétravailler plus pendant les vacances, l'employeur peut-il contrôler davantage qu'à l'accoutumée ses salariés ? « Pour instaurer un dispositif de surveillance, une procédure préalable doit être respectée et les collaborateurs informés, reprend Amélie Gianino. Le dispositif ne doit pas restreindre les droits et libertés des salariés sans que cela ne soit justifié par la nature de la tâche à accomplir. » Par exemple, un outil de type « keylogger », qui enregistre toutes les frappes effectuées par un salarié sur son clavier, est réservé aux environnements professionnels à forts impératifs de sécurité. Quant à programmer des échanges réguliers en visio pour s'assurer que chacun est à sa tâche, l'entreprise devra veiller à ne surcharger personne. Une rentrée efficace se nourrit de la sérénité de juillet et d'août. ■ F.M.



# Twitter en position de faiblesse après le retrait de l'offre de rachat d'Elon Musk

Une bataille judiciaire se prépare pour trancher sur un deal à 44 milliards de dollars.

PIERRE-YVES DUGUA @Pdugua  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

**RÉSEAUX SOCIAUX** Elon Musk ne cesse de torturer Twitter. En proclamant qu'il renonce à son rachat de la plateforme de micro-blogging, le génial et lunatique industriel fait grimper d'un cran la douleur qu'il inflige à la direction et aux employés de la firme de San Francisco.

Même dans l'hypothèse, assez plausible, d'une victoire judiciaire de Twitter devant la cour du Delaware, où l'affaire doit être tranchée, on voit mal en quoi Bret Taylor, qui préside le conseil d'administration, et Parag Agrawal, le patron du réseau social, pourraient vraiment triompher.

Leur objectif est à ce jour d'obliger l'homme le plus riche du monde à honorer sa promesse, faite en avril, de racheter Twitter pour 44 milliards de dollars. Gagner le droit de se faire congédier et remplacer par un nouveau propriétaire réticent, sans expérience dans les réseaux sociaux et ouvertement remonté contre toute la culture de l'entreprise, n'est pas une perspective très alléchante.

Pour ne rien arranger, les affaires de Twitter ne sont pas florissantes. Les objectifs de croissance du nombre d'utilisateurs quotidiens semblent peu crédibles. La plateforme compte aujourd'hui seulement 230 mil-



lions de twittos actifs. Ses prévisions d'augmentation de recettes publicitaires sont également douteuses. Surtout dans le contexte de fort ralentissement mondial de l'activité.

La somme de 44 milliards de dollars serait effectivement colossale pour racheter Twitter. En accordant une capitalisation de moins de 30 milliards de dollars à la société, voilà des mois que Wall Street doute de la vraisemblance de ce mariage. Twitter est certes emblématique. Son influence dans les débats relatifs à toutes sortes de sujets, de la politique au sport, en passant par les frasques des people, ne doit pas faire oublier que le réseau est bien petit face aux géants que sont Meta Platforms (ancienne-

ment Facebook), qui pèse encore 465 milliards de dollars, et Google, valorisé 1600 milliards de dollars.

Le tribunal du Delaware a été choisi dès le mois d'avril comme instance compétente pour résoudre un éventuel contentieux entre Twitter et son bouillonnant acquéreur. Ses magistrats sont experts en droit des affaires. Ils tranchent assez rapidement dans les litiges, sans jury, et ne peuvent infliger de pénalités ou dommages et intérêts aux parties en présence. L'État du Delaware est celui où sont domiciliées 60 % des 500 plus grandes entreprises américaines cotées en bourse.

Le juge du Delaware Court of Chancery, qui devra décider si Elon Musk a le droit de laisser

**Pour échapper à son obligation de rachat, Elon Musk accuse notamment Twitter de sous-évaluer le nombre de faux comptes.**

CHRIS DELMAS/AFP

Twitter seul à l'autel, s'appuiera sur une jurisprudence favorable au réseau social. Le tribunal est très strict dans son interprétation des « changements matériels » auxquels une entreprise en instance de rachat pourrait procéder qui modifieraient ses perspectives de résultats et son modèle au

point de fausser les termes de la transaction.

Pour échapper à son obligation de rachat, Elon Musk plaide que Twitter lui ment en lui disant que seulement 5 % de ses 230 millions d'utilisateurs actifs quotidiens ne correspondent pas à de vraies personnes, car il s'agit en fait de robots et générateurs de messages automatiques de spam. Musk voit plutôt la proportion à 20 %. Il qualifie aussi de « changements matériels dans l'entreprise sans son accord » le licenciement de certaines équipes et un gel des embauches. Twitter maintient sa transparence et sa bonne foi.

**Voilà des mois que Wall Street doute de la vraisemblance de ce mariage**

Une solution évidente au litige serait une baisse de prix d'achat. Mais cette négociation-là, ô combien délicate, n'a pas encore commencé. En cas de victoire devant la cour du Delaware, Elon Musk vendrait probablement les 9 % du capital de Twitter qu'il détient et abandonnerait l'entreprise à un avenir incertain. Il risque en revanche d'avoir à payer 1 milliard de dollars à Twitter s'il revient sur sa promesse. Assis sur un patrimoine estimé à 220 milliards de dollars, Elon Musk, patron de Tesla et Space Exploration Technologies, a les moyens de payer. ■

## Quantonation veut aider les pépites quantiques à grandir

Au côté d'un fonds de 91 millions d'euros, le français lance un nouveau véhicule d'investissement.

INGRID VERGARA @Vergara\_J

**TECHNOLOGIE** Quantonation a réussi son pari. Parti en pionnier en 2018, le premier fonds de capital-risque dédié aux technologies quantiques a achevé son financement de 91 millions d'euros, le double de son ambition première. « Depuis 2018, il y a eu un grand décollage des technologies quantiques. Nous avons démarré au bon moment de la vague », se réjouit Charles Beigbeder, l'un des quatre cofondateurs de Quantonation.

Acteur majeur de l'écosystème français quantique, le fonds compte actuellement dix-neuf sociétés dans son portefeuille, dont la plupart des plus prometteuses pépites du secteur : Pasqal, Quandela, Qubit Pharmaceuticals, CryptoNext Security... Localisé à Paris et à Boston, il investit en amorçage dans des jeunes sociétés du monde entier. « Nous voulons faciliter encore plus la sortie des laboratoires. Il y a de très beaux projets, de belles technologies et sciences, mais nous devons trouver plus d'entrepreneurs » insiste Christophe Jurczak, docteur en physique quantique et cofondateur.

Plus matures, les technologies quantiques - et les sociétés qui les portent - intéressent de grands acteurs industriels, qui travaillent d'ores et déjà sur des cas d'usage où le calcul quantique fera une vraie différence. BMW, Siemens ou Crédit agricole collaborent déjà avec Pasqal - issu de l'Institut d'Optique -, qui commence à proposer ses processeurs quantiques dans le cloud et va livrer deux machines quantiques au projet européen HPCQS. Dans la santé, Qubit Pharmaceuticals, qui vient de lever 16 millions d'euros, propose

son expertise quantique pour la découverte de nouvelles molécules médicamenteuses.

Mais le fonds Quantonation se projette déjà dans la phase suivante. Après avoir mis le pied à l'étrier à ces sociétés, il souhaite accompagner leur croissance à plus long terme et va lancer un autre fonds, Quantum Opportunity, dédié aux entreprises européennes qui lèvent des capitaux plus importants. « Il faut que l'Europe soit capable de financer et faire grandir ses meilleures pépites de deeptech, qui ont besoin de lever beaucoup d'argent pour rivaliser avec des concurrents internationaux », soulignent les cofondateurs. Aux États-Unis, des sociétés ont profité des premières de la vague des Spac, en 2021, pour s'introduire en Bourse et lever d'importantes sommes, à l'instar de Rigetti ou D-Wave.

### Fusions-acquisitions

L'Europe n'en est pas encore à ce stade de maturité, mais l'écosystème se structure et les premiers rapprochements s'opèrent. En début d'année, le français Pasqal a fusionné avec le néerlandais Qu&Co, tous deux au portefeuille de Quantonation. « Il va y avoir davantage d'opérations de fusions-acquisitions dans les dix-huit mois », estime Olivier Tonneau, cofondateur. Des opérations qui permettent aussi d'acquérir des talents, un sujet très important. Même si, dans ce domaine, la France peut s'appuyer sur un réservoir bien formé par le système éducatif. « En France, les pépites du quantique arrivent à trouver les talents nécessaires et à attirer des étudiants étrangers », souligne Christophe Jurczak. Mais l'essor d'entreprises privées ne doit pas assécher le vivier d'étudiants et de professeurs pour la recherche publique, essentielle pour les technologies quantiques. ■



**Nous voulons faciliter encore plus la sortie des laboratoires. Il y a de très beaux projets, de belles technologies et sciences**

CHRISTOPHE JURCZAK, DOCTEUR EN PHYSIQUE QUANTIQUE ET COFONDATEUR DE QUANTONATION

**PROPRIÉTÉS**  
LE FIGARO

Les tendances, les spots, les opportunités...  
le plein de soleil et d'idées pour s'installer ou séjourner

EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Propriétés Le Figaro n°196 - 12€  
En vente chez votre marchand de journaux et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)